

# **Conseil Municipal de la Ville de Montpellier**

- - -

**Séance publique du  
Jeudi 26 juin 2014**

- - -

**PROCES-VERBAL**

- - -

# Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

-----

## Séance Publique du 26 juin 2014

-----

### Procès-verbal

-----

**Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

#### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

#### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

#### **Absents :**

Perla DANAN

\*\*\*

**Monsieur le Maire :** Je vous prie de bien vouloir prendre place dans l'hémicycle. Avant de procéder à l'élection du secrétaire de séance, je voulais vous proposer un petit événement qui a beaucoup d'importance pour la ville, et qui n'était pas mentionné à l'ordre du jour, vous m'en excuserez. Comme c'est un événement agréable, je pense que nous le partagerons tous avec joie.

Je vous propose donc de conférer à Monsieur Benjamin STAMBOULI, milieu de terrain de l'équipe de football de Montpellier, la médaille de Citoyen d'honneur de la ville. La proposition m'a été faite par Monsieur Rabii YOUSSEUS, Conseiller municipal et Vice-Président de l'agglomération, et je l'ai accueillie avec plaisir.

Benjamin, c'est avant tout le sport en partage : en partage avec l'équipe de Louis NICOLLIN, que j'excuse – et j'excuse en même temps Laurent, qui m'a appelé tout à l'heure –, en partage avec tous les enfants des quartiers populaires de Montpellier. C'est pour cela, pour cette proximité avec les jeunes, avec tous les quartiers de la ville, et eu égard à son talent de footballeur, mais pas uniquement, que je rends hommage à son travail, au temps qu'il a accepté de passer avec les jeunes des clubs et avec les jeunes des quartiers.

A ce titre, il mérite amplement de porter la médaille d'honneur des citoyens de Montpellier. Je vais la lui remettre et demander à Monsieur Rabii YOUSSEUS de me rejoindre à la tribune, ainsi que Monsieur Fabien

ABERT, adjoint au Sport. Je voudrais remettre à monsieur Benjamin STAMBOULI la médaille d'honneur de la ville de Montpellier et le faire citoyen d'honneur de la Ville.

Benji (c'est ton surnom !), tu vas porter ces couleurs, j'en suis sûr, avec l'honneur qui sied au travail que tu as accompli envers les jeunes de Montpellier. Merci à toi, je sais que tu es destiné à une grande carrière ; c'est un grand honneur de t'avoir eu dans l'équipe de Montpellier, équipe qui est le fanion de notre ville et qui porte nos couleurs dans la première division du championnat. Et puis, tu es d'une grande famille de footballeurs, ton grand-père, ton papa, toute ta famille que je salue.

Bien, je vous propose d'ouvrir la séance du Conseil municipal de la ville de Montpellier du jeudi 26 juin 2014. Je vous propose la candidature de Mademoiselle Maud BODKIN pour assurer le secrétariat de séance et faire l'appel.

Avant de procéder au vote du procès-verbal du dernier Conseil municipal, je voudrais vous annoncer que j'ai proposé quatre nouvelles délégations, qui ont été accordées à des conseillers municipaux et signées. Madame Nicole LIZA sera déléguée aux Droits des femmes auprès de Madame Patricia MIRALLES ; Monsieur Jérémie MALEK sera délégué à la Lutte contre les discriminations auprès de Madame Patricia MIRALLES ; Madame Sonia KERANGUEVEN sera déléguée au projet de Musée d'art contemporain auprès de Monsieur Cédric de SAINT-JOUAN à la Ville, mais surtout auprès de Monsieur Bernard TRAVIER à l'Agglomération, puisque c'est un projet d'agglomération ; Madame Khanthaly PHOUTTHASANG sera déléguée à l'Organisation de Miss France 2015 à Montpellier, à l'Arena.

Ensuite, je souhaite adresser un grand merci pour la Fête de la musique à Montpellier à tous les intervenants, en premier lieu les adjoints au Commerce, à la Sécurité, à Montpellier au quotidien, à la Propreté, à la Culture ; les adjoints de quartiers et tous les élus qui ont participé très activement. Merci aux services de la ville de Montpellier, en premier lieu à la police municipale, à la police nationale, aux sociétés de sécurité, qui ont réalisé un véritable exploit. Merci à l'ensemble de la presse, qui a retranscrit l'événement de façon extrêmement large et bienveillante (cinq millions de téléspectateurs). Merci enfin aux services de la SMN et aux services municipaux qui ont nettoyé la ville en retirant près de 40 tonnes de déchets. Le travail a été fait de façon remarquable. Merci.

Maintenant, je voudrais vous informer de plusieurs affaires. Premièrement, toujours parlant de police, une importante opération a été menée sur le cours Gambetta, en relation avec Madame SANTARELLI, concernant les ventes à la sauvette. Cette opération de police a été réalisée le mardi 24 juin, conjointement par la police municipale et la police nationale. Onze vendeurs ont été interpellés ; une vingtaine de fonctionnaires ont été sollicités et réquisitionnés ; la marchandise a été saisie et les denrées périssables remises à des associations caritatives.

J'ai envoyé un courrier à Monsieur le Préfet, concernant la liaison souterraine RTE qui se développe dans le quartier de l'Aiguelongue, afin que l'ensemble des blindages soit observé et renforcé pour éviter toutes les problématiques de santé liées au champ magnétique de l'enfouissement d'une telle ligne à haute tension, si près des habitations.

J'ai également écrit au Premier Ministre pour lui demander le classement du centre-ville à l'UNESCO. J'envoierai le double de ce courrier à l'ambassadeur de France à l'UNESCO.

Concernant le Musée de la France en Algérie, vous avez suivi les débats dans la presse, je n'y reviens pas. Mais je tenais à vous faire part de l'article du *Monde* qui explique que le ministère de la Culture ne soutenait pas spécialement ce projet et qu'à aucun moment, contrairement à ce qui avait été dit, le label n'avait été envisagé.

Pour le passage en métropole, le planning est le suivant – j'informe le Conseil municipal de Montpellier car tous les conseillers municipaux ne sont pas présents au Conseil d'agglomération. Le 17 juillet, l'acte fondateur pour le passage à la Métropole sera voté lors d'une séance spéciale du Conseil d'agglomération. Cet acte sera assorti d'une autre délibération thématique qui viendra conforter le passage en métropole, spécifiant le rôle possible de l'agglomération de Montpellier. Ensuite, les communes auront trois mois pour délibérer, c'est-à-dire jusqu'au 17 octobre, après les élections sénatoriales. Il faut pour passer en métropole obtenir la majorité qualifiée, c'est-à-dire 21 communes et 213 000 habitants, ou bien 16 communes et 295 000 habitants. La ville de Montpellier se prononcera au prochain Conseil municipal.

Concernant les illuminations de Noël, Madame ROUSSEL-GALIANA, adjointe au Maire chargée du Commerce et du Développement économique à la ville, a écrit à Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie, Monsieur DELJARRY, pour lui demander la participation de la Chambre de Commerce au financement des illuminations de Noël. Nous sommes la seule ville dans ce cas. Toutes les autres villes sont aidées par la Chambre de Commerce et d'Industrie. Madame ROUSSEL, je ne manquerai pas de faire part au Conseil municipal de la réponse du Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie.

Merci de lui avoir écrit.

Concernant l'EAI, avec Madame JANNIN, nous allons tout remettre à plat dans le cadre de la rediscussion de la ligne 5, mais pas uniquement, parce que je souhaite que la gouvernance de l'aménagement sur cette zone de la ville soit parfaitement supervisée par Madame JANNIN et moi-même. Je ferai à ce propos une conférence de presse dans les jours à venir.

Pour OZ et ODE, je voudrais rassurer les commerçants de Montpellier ainsi que Monsieur TOUCHAT, Président du Syndicat des halles et marchés : le quartier OZ sera revu à la baisse en fonction du timing de la construction de la gare TGV. Plus nous harmoniserons la gare de Montpellier, celle de Manduel et le tronçon Montpellier-Perpignan, moins nous densifierons la zone. Le quartier ODE se fait quant à lui à surface commerciale égale. Sur la route de la mer, avenue Raymond Dugrand et au-delà, il existe déjà 200 000 m<sup>2</sup>, il n'en existera pas un de plus après ODE. Il s'agit tout simplement de reconfigurer l'existant.

Ce matin ou cet après-midi a eu lieu le Conseil d'administration de Montpellier Danse. Vous connaissez ma position sur la gouvernance de Montpellier Danse : il faut que cela change. Nous sommes suivis dans tous les points du programme Culture par Madame la Ministre de la Culture, mon amie Madame Aurélie FILIPETTI, que j'ai eue longuement au téléphone, et par Monsieur AURIER, représentant du Ministère, qui a rencontré longuement Bernard TRAVIER. Le gouvernement, Manuel VALLS et Aurélie FILIPETTI sont parfaitement en phase avec les décisions que nous prenons concernant la culture, et ils nous y aideront.

Je rappelle donc courtoisement à Monsieur MIAILLE, Président de Montpellier Danse, qui voulait faire voter une motion de soutien envers le Directeur, Monsieur MONTANARI, que ce n'est pas lui qui finance Montpellier Danse, c'est l'Agglomération, son Président et ses élus. Je lui demande de rester à sa place ; s'il souhaite faire de la politique, qu'il quitte la présidence.

Dernier point : j'ai reçu un certain nombre de courriers émanant de conseillers municipaux ici présents, indiquant leur souhait de quitter les groupes politiques dans lesquels ils ont été élus. Madame BRISSAUD m'a fait part oralement de son souhait de sortir du groupe UMP Société civile. Elle me l'a confirmé par écrit aujourd'hui. J'ai par ailleurs reçu six courriers émanant de Julie FRECHE, Michaël DELAFOSSE, Hervé MARTIN, Véronique PEREZ, Françoise BONNET et Clare HART m'indiquant qu'ils souhaitaient quitter le groupe PS Europe-Écologie-les Verts. Je ne ferai aucun commentaire sur ces départs ; ils ne me regardent pas ; cela ne me concerne pas. Je ferai cependant une remarque générale : cette série de départs montre bien l'état pitoyable dans lequel se trouvent les partis politiques traditionnels. C'est la seule remarque que je ferai. J'en ai fini avec les informations.

Je vous demande à présent d'adopter l'ordre du jour qui comporte cinquante-huit affaires.

Préalablement, vous avez été informés du procès-verbal de la dernière séance du Conseil municipal : avez-vous des observations à formuler sur sa rédaction ?

**France JAMET :** J'ai effectivement – mais je ne vais peut-être pas ennuyer tout le monde – relevé plusieurs erreurs, notamment lors de l'intervention de Djamel BOUMAAZ, dans laquelle il parlait d'associations culturelles, reportées en « culturelles ».

**Monsieur le Maire :** Madame JAMET, faites passer toutes vos remarques à l'administration générale, nous les intégrerons dans le PV.

**France JAMET :** Je vous remercie.

**Monsieur le Maire :** Y a-t-il d'autres interventions sur le procès-verbal de notre dernière séance ? Je mets aux voix avec les modifications potentielles apportées par le groupe Front National.

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent :

*Pour : 63*

*Contre :*

*Abstentions :*

*Adopté à l'unanimité, avec une correction proposée par le groupe Front National.*

Adoption de l'ordre du jour du Conseil municipal du 26 juin 2014 :

**Audrey LLEDO :** Monsieur le Maire, je vous remercie de me donner la parole et tiens à saluer l'ensemble des élus du Conseil municipal. Mon intervention sera brève : elle concerne le fameux point 37 intitulé « Fête

de la Musique 2014- Avenant à la convention de développement de l'émission produite par Degel Prod ». Ce dossier a dû tomber aux oubliettes de la dernière commission « Affaires générales », qui s'est tenue le 18 juin dernier et à laquelle a participé M. Boumaaz. Or, je vous rappelle que l'ensemble des points à l'ordre du jour que nous examinons à chaque Conseil doivent être au préalable étudiés lors de ces fameuses commissions. Voici donc une simple piqure de rappel que je trouve nécessaire, car, comme nous l'avons vu lors du Conseil municipal du 20 juin dernier avec l'incident ayant conduit au retrait de la liste présentée par M. Delafosse, une politique juste et bien menée est une politique menée dans les règles. C'est pourquoi France, Djamel et moi-même nous abstiendrons sur ce point.

**Monsieur le Maire** : Vous avez raison de poser cette question, Mlle Lledo, et je vais y répondre. Cet ajout a été de mon fait, il a été fait pour répondre à une urgence. C'est une subvention qui est proposée pour financer les sociétés de sécurité supplémentaires que j'ai remerciées tout à l'heure, avec la police municipale, qui a diligenté 94 agents, la police nationale et les forces spéciales quant à la bonne tenue de la Fête de la Musique. Il a été nécessaire, au vu de la popularité de l'évènement, de renforcer le dispositif de sécurité par des sociétés privées.

**Audrey LLEDO** : J'entends bien que le fond est juste, par contre, c'est sur la forme que je veux rappeler que cela n'a pas été fait dans les règles.

**Monsieur le Maire** : Vous avez raison, Mlle Lledo, il faut simplement avoir à l'esprit que parfois, quand il y a des urgences à prendre en compte pour la bonne gestion de la Ville, il faut passer par des procédures simplifiées. J'entends néanmoins votre remarque.

*Pour : 60  
Contre :  
Abstentions : 3  
Adopté à l'unanimité.*

## 1- Exercice 2013 - Compte Administratif de la Ville de Montpellier - Budget Principal et Budget Annexe

**Monsieur le Maire** : Je passe donc à l'affaire n° 1 de l'ordre du jour : l'exposé du compte administratif de la collectivité. La loi demande à ce que le Maire sorte de la salle au moment des débats et au moment du vote. Je laisse Max LEVITA, adjoint aux Finances, officier.

*M. VIGNAL entre en séance.*

*Monsieur le Maire sort de séance et donne la présidence de séance à Madame JANNIN.*

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de Gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2013 de la Ville de Montpellier se décomposent comme suit :

### 1. Budget principal

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES			
Chapitre	LIBELLE	Réalisations 2013	Restes à réaliser
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	58 960 196.91	148 043.00
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	9 790 454.69	
922	ENSEIGNEMENT-FORMATION	54 971 156.12	157 092.00

923	CULTURE	11 212 624.13	59 100.00
924	SPORT ET JEUNESSE	20 287 331.44	255 720.00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	14 969 890.09	185 106.00
926	FAMILLE	26 138 386.14	
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	59 900 115.09	8 065.00
929	ACTION ECONOMIQUE	6 169 780.66	44 983.00
931	OPERATIONS FINANCIERES	6 437 694.05	
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	6 236 346.68	
934	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	28 558 040.85	
936	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	74 619.94	
	<b>TOTAL</b>	<b>303 706 636.79</b>	<b>858 109.00</b>

<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES</b>			
<b>Chapitre</b>	<b>LIBELLE</b>	<b>Réalisations 2013</b>	<b>Restes à réaliser</b>
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	8 149 952.25	
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	236 931.30	
922	ENSEIGNEMENT-FORMATION	4 615 431.44	
923	CULTURE	342 921.90	
924	SPORT ET JEUNESSE	2 772 023.81	
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	289 317.94	
926	FAMILLE	3 154 421.95	
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	22 661 619.88	
929	ACTION ECONOMIQUE	3 829 456.61	
931	OPERATIONS FINANCIERES	92 044.44	
932	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES	89 464 886.77	
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	198 599 641.28	
934	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	1 175 008.25	
936	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	194.40	
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	9 998 327.86	
	<b>TOTAL</b>	<b>345 382 180.08</b>	<b>0.00</b>

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES</b>			
<b>Chapitres</b>	<b>LIBELLE</b>	<b>Réalisations 2013</b>	<b>Restes à réaliser</b>
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUE LOCALES	8 628 563.59	5 952 046.95
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	803 376.97	362 279.57
902	ENSEIGNEMENT FORMATION	20 162 288.42	4 971 167.99
903	CULTURE	4 730 993.13	2 099 307.13
904	SPORT ET JEUNESSE	4 412 847.38	1 326 228.51
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	201 016.21	495 834.45
906	FAMILLE	1 198 801.51	285 675.63

908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	51 425 466.92	16 566 239.82
909	ACTION ECONOMIQUE	692 935.49	192 552.62
910	OPERATIONS PATRIMONIALES	69 144 321.45	
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	47 100 065.92	11 290.00
912	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	2 315 392.02	
914	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	1 175 008.25	
917	OPERATIONS SOUS MANDAT	41 885.00	8 103.01
001	SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	17 569 932.56	
	<b>TOTAL</b>	<b>229 602 894.82</b>	<b>32 270 725.68</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES			
Chapitres	LIBELLE	Réalisations 2013	Restes à réaliser
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUE LOCALES	40 137.18	
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	29 616.00	
902	ENSEIGNEMENT FORMATION	256 831.49	13 451.36
903	CULTURE	897 676.98	503 350.00
904	SPORT ET JEUNESSE	211 840.00	
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	50 783.83	
906	FAMILLE	1 024 996.04	
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	18 478 854.17	1 504 750.77
909	ACTION ECONOMIQUE	135 700.00	
910	OPERATIONS PATRIMONIALES	69 144 321.45	
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	39 054 548.00	11 900 000.00
912	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES	54 957 563.23	
913	TAXES NON AFFECTEES	1 964 393.22	
914	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	28 558 040.85	
917	OPERATIONS SOUS MANDAT	31 802.99	
	<b>TOTAL</b>	<b>214 837 105.43</b>	<b>13 921 552.13</b>

**Le résultat brut global 2013 du Budget Principal est de + 26 909 753.90 euros**, le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 7 702 471.35 euros.

Ces résultats seront repris dans le Budget Supplémentaire.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture CA 2012	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2013	<b>RESULTAT DE CLOTURE CA 2013 BRUT</b>	RESULTAT DES REPORTS	<b>RESULTAT NET 2013</b>
Investissement	- 17 569 932.56		2 804 143.17	- <b>14 765 789.3 9</b>	- 18 349 173.5 5	- <b>33 114 962.9 4</b>

Fonctionnement	44 229 425.1 2	34 231 097.2 6	31 677 215.4 3	<b>41 675 543.2 9</b>	-858 109.00	<b>40 817 434.2 9</b>
Total	26 659 492.56	34 231 097.2 6	34 481 358.6 0	<b>26 909 753.9 0</b>	19 207 282.5 5	<b>7 702 471.35</b>
Pour mémoire Résultat net 2012	<b>9 295 662.86</b>					

## **2. Budget annexe d'exploitation du parking de l'Hôtel de Ville**

<b>SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES</b>			
Chapitre	LIBELLE	Réalisations 2013	Restes à réaliser
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	447 245.48	
012	CHARGES DE PERSONNEL	69 998.31	
68	DOTATIONS AUX PROVISIONS	306 018.00	
<b>TOTAL</b>		<b>823 261.79</b>	<b>0.00</b>

<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES</b>			
Chapitre	LIBELLE	Réalisations 2013	Restes à réaliser
70	VENTES DE PRODUITS FABRIQUES	1 116 606.53	
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	521 018.00	
<b>TOTAL</b>		<b>1 637 624.53</b>	<b>0.00</b>

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES</b>			
Chapitre	LIBELLE	Réalisations 2013	Restes à réaliser
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES		64 359.20
<b>TOTAL</b>			<b>64 359.20</b>

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture CA 2012	Résultat de l'exercice 2013	<b>RESULTAT DE CLOTURE CA 2013 BRUT</b>	RESULTAT DES REPORTS	<b>RESULTAT NET 2013</b>
Investissement				-64 359.20	<b>-64 359.20</b>
Fonctionnement	521 018.00	293 344.74	<b>814 362.74</b>		<b>814 362.74</b>
Total	521 018.00	293 344.74	<b>814 362.74</b>	-64 359.20	<b>750 003.54</b>

L'exécution de ce budget fait apparaître **un résultat de clôture 2013 de + 750 003.54 euros**

Ces résultats seront repris dans le Budget Supplémentaire.

**En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :**

- approuver le Compte de Gestion 2013 du budget principal et du budget annexe;



- approuver le Compte Administratif 2013 du budget principal et du budget annexe
- donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. |

**Max LEVITA :** En accord avec Monsieur le Maire, je voudrais commencer la réunion en vous demandant de m'autoriser à rendre hommage à une militante inflexible des droits de l'homme. Il ne s'agit pas de rendre hommage à tous les militants inflexibles de la Terre, ils sont nombreux, mais celle-ci est née à Montpellier. Il s'agit de Madame Christine DAURE-SERFATI. Ceux qui l'ont suivi savent que Madame DAURE-SERFATI était l'épouse d'Abraham SERFATI, qui a mené une lutte pour les droits de l'homme au Maroc. Madame SERFATI a en particulier mené la bataille pour son mari, détenu dans le bagne de Tazmamart, dont le royaume du Maroc a longtemps cherché à cacher l'existence. Madame SERFATI a mené sa lutte avec un certain nombre de personnes que vous connaissez, Edwy PLENEL, en particulier, et Gilles PERROT, qui ont publié en 1990 un livre, *Notre ami le roi* ; qui se sont battu jusqu'à ce que le précédent roi du Maroc reconnaisse l'existence de ce bagne et le ferme. Monsieur Abraham SERFATI a été libéré, l'incroyable s'est produit, une militante quasiment isolée a gagné contre le royaume du Maroc. Je crois convenable de lui rendre hommage.

J'en viens à des choses plus terre-à-terre, moins enthousiasmantes sur le compte administratif de l'année 2013. Mes chers collègues, je suis dans une situation un peu particulière que j'ai déjà exposée : au moment où nous avons voté ce budget en 2013, j'ai bien sûr pris ma part avec Madame le Maire, Madame MANDROUX, et je ne pensais pas que je vous présenterai le compte administratif 2013. La vie politique en a décidé autrement.

Ce budget 2013 a été fait dans une perspective particulière. Vous savez tous, pour me supporter depuis longtemps, que je prévois – à tort ou à raison – que les temps à venir vont être difficiles et qu'il est donc nécessaire de s'y préparer. Madame le Maire et sa majorité avaient conçu un compte administratif en ce sens, qui était destiné à préserver l'avenir. A ce titre, j'espère que vous accepterez de reconnaître que cet objectif a été rempli.

Sur ce compte, je rends hommage au rapport qui vous est donné – dont je ne vais pas vous infliger la lecture complète, mais un survol. Permettez-moi de rendre hommage à l'administration, qui nous a aidés à vous donner un rapport aussi complet et aussi significatif que possible, en particulier le Directeur général des services, mais aussi Monsieur PONS DE VINCENT, Monsieur DOMEIZEL, et Monsieur Michel REDAL, qui ont écrit ce rapport.

Nous nous sommes efforcés, soulignons-le d'emblée, d'avoir tout au long de l'année 2013 une gestion rigoureuse pour obtenir un équilibre durable des finances. L'objectif était de garder des marges de manœuvre à long terme pour la collectivité. Je crois que cet objectif a été atteint. Le tableau – on vous le projette – présente le résultat détaillé des recettes et des dépenses. Le plus important, à mon avis, et le plus représentatif, est le bouclage du budget qui vous montre les grands équilibres de notre compte administratif.

Les recettes comportent des dotations et des participations de l'État à hauteur de 77 M€. Comme je vous l'ai déjà indiqué, comme vous le savez, dans le plan d'économies du gouvernement, c'est ce poste qui sera atteint dans les budgets 2015 et à venir. A quelle hauteur ? Nous l'ignorons pour l'instant. Les impôts directs s'élèvent à 180 M€, les impôts indirects à 24 M€, les recettes d'exploitation à 45 M€.

De l'autre côté du tableau, en dépenses de personnel, nous avons de l'ordre de 160 M€ ; l'attribution de compensations (les sommes versées à l'agglomération puisque que nous lui avons demandé d'exercer à notre place un certain nombre de responsabilités) s'élève à 6 M€ ; les subventions de fonctionnement versées s'élèvent à 24 M€, dont 12 M€ au CCAS. Les charges de gestion courantes pèsent pour 80 M€, les intérêts de la dette pour 5 M€. Vous observez que les intérêts de la dette sont inférieurs au remboursement de capital (10 M€) : nous avons une dette « jeune » qui est en train de s'équilibrer – les remboursements de capital deviennent supérieurs aux intérêts de la dette. Les provisions s'élèvent à 500 000 €, cela nous est imposé par la Cour régionale des Comptes pour faire face à différents ennuis qui pourraient nous arriver.

Ce compte s'équilibre par ce qu'on appelle l'épargne brute, à hauteur de 59 M€. Toutes choses égales par ailleurs pour l'avenir, le poste de personnel est appelé à grossir à un taux que nous ne maîtrisons pas totalement, parce que l'Etat intervient : pour l'instant, il a gelé le point d'indice, mais a pris un certain nombre de mesures pour les catégories B et C, que nous respectons bien entendu ; il a augmenté le taux de cotisation de la CNRACL, toutes choses dont nous sommes obligés de tenir compte dans le compte. Ce poste de personnel est donc appelé à augmenter. Les charges de gestion courantes seront maintenues dans la mesure du possible ; cela étant, la ville connaît une croissance démographique dont il faut tenir compte (ouverture d'écoles, de crèches, qui entraînent des augmentations de personnel). Cela joue sur l'épargne brute, appelée à diminuer, ce qui va

contraindre la ville à diminuer les dépenses d'équipement. Telles est la logique dans laquelle nous nous inscrivons. C'est la logique à laquelle nous nous sommes préparés au cours de l'année 2013.

Un certain nombre de chiffres vous sont donnés sur le taux de réalisation des dépenses. En ce qui concerne les dépenses de fonctionnement, le taux de réalisation atteint 96 % et, en ce qui concerne le taux de réalisation des investissements, il s'établit à hauteur de 71 %. Ce chiffre, quoi qu'il apparaisse, est assez bon parce que les dépenses d'investissement sont prévues en novembre-décembre, au moment où on vote le budget ; elles se réalisent tout au long de l'année ; certains imprévus, certains retards jouent sur ce ratio d'investissement.

Je vous ai donné à la page 10 un certain nombre d'indicateurs de gestion. Je signale une difficulté : quand nous votons notre compte administratif, la DGCL n'a pas encore tous les comptes des collectivités pour l'année 2013 et les comparaisons se font sur des chiffres de l'année 2013 ou l'année 2012 si les chiffres de l'année 2013 ne sont pas encore disponibles. Notre ratio de dépenses réelles de fonctionnement est à 1 026 contre 1 162, ce qui veut dire que nous sommes en-dessous de la moyenne des villes de la même strate que nous. Pour la dotation globale de fonctionnement, nous sommes également en-dessous, à 254 contre 274 ; cet écart de 10 % se reproduit depuis un certain nombre d'années et commence à devenir préoccupant, parce que nous perdons 5 M€ chaque année. J'ai appelé l'attention de Madame la Directrice des Finances publiques sur cet écart. Cela tient au fait que l'Etat suit avec un retard considérable les augmentations de population et tient en revanche compte avec retard des diminutions de population. Cela creuse l'écart au cours du temps, parce qu'il se produit toujours dans le même sens depuis un très grand nombre d'années.

Les dépenses d'équipement par habitant s'élèvent à 344 € ; elles sont supérieures aux dépenses de la strate (280 €). Nous sommes en désaccord avec le Président de la Commission des Finances : je suis désolé Monsieur le Président, nous avons fait travailler tout le monde et votre chiffre de 370 n'est pas juste. Je maintiens – c'est le chiffre officiel de la DGCL – que nous sommes à 280 et nous à 344, soit au-dessus.

En matière d'autofinancement, la ville dispose d'une épargne brute de 59 M€, soit 18 %. En matière d'épargne nette (on déduit les dépenses de remboursement du capital), on est également supérieur à la marge à l'ensemble des villes de la même strate que nous.

Vous avez, sur le tableau suivant, une répartition de nos recettes : vous pouvez constater que les impôts directs représentent 43 %, les dotations de l'Etat 19 %, chiffre qui montre que les dotations représentent pour nous un budget très important.

La fiscalité : nous avons augmenté les impôts en 2009 – lors du mandat précédent, j'y étais –, mais en 2010, 2011, 2012, 2013 et 2014, les taux sont restés identiques. Vous avez la répartition entre la taxe d'habitation, qui nous rapporte 42 % et le foncier bâti, 57 %. J'ai fait faire une étude : je ne conteste pas que le taux sur le foncier bâti est un taux élevé. En revanche, sur la taxe d'habitation, nous sommes bas, si on tient compte de l'abattement général à la base – en général les études qui paraissent n'en tiennent pas compte, or l'ensemble des abattements, qui relèvent d'une décision de la majorité, représentent 16 M€. On pourrait effectivement ne pas les faire. Nous avons trois abattements : un abattement général de 15 %, pour tout le monde ; un abattement pour familles nombreuses et un abattement pour les citoyens en difficulté. Si on tient compte de l'abattement à la base – je répète que personne n'en tient compte, pas même la Cour régionale des Comptes qui s'y est refusée dans son rapport – qui nous coûte 10 M€, le taux n'est plus celui annoncé, mais on passe à 18,66 % (le calcul figure à la page 13). Si on compare aux 10 villes françaises les plus importantes, Montpellier se classe sixième avec le taux de 22,49 % ; avec le taux corrigé par les abattements à la base, La ville est huitième. Il est vrai que la plupart des villes ont supprimé l'abattement général à la base.

Le recours à l'emprunt pour l'année 2013 a été modéré et sécurisé. Il n'y a aucun emprunt sur les taux structurés à l'intérieur de la dette actuelle de la ville. L'emprunt se chiffre pour 2013 à 22 M€. J'attire votre attention sur le fait que, contrairement à un article paru dans *Télérama* – je savais que *Télérama* avait des prétentions culturelles, je ne savais pas qu'il avait des prétentions économiques et financières – affirmant que la ville est surendettée, c'est parfaitement faux. Si nous étions surendettés, cela se saurait. Nous ne le sommes pas, et le calcul de la répartition de la capacité de désendettement – c'est-à-dire le temps nécessaire pour rembourser la dette –, s'établit à moins de quatre ans. Je le maintiens, nous sommes la meilleure signature du Languedoc-Roussillon. Aucun emprunt structuré, une répartition à environ 50 % à taux fixe et 50 % à taux variable. Les taux fixes sont aux environs de 2,6-2,7 % ; les taux variables, aux environs de 1 %, mais ce sont des taux volatiles qui peuvent rapidement évoluer. C'est pourquoi nous ne jouons pas avec les finances publiques et nous avons choisi cette stratégie de 50/50, qui semble être la meilleure à l'heure actuelle, ce que tous les experts nous indiquent.

Notre capacité de désendettement (page 16) est de 3,9 ans, ce qui prouve la maîtrise de notre endettement. Je proteste donc sur le surendettement. Je vous demande, Mesdames et Messieurs de l'opposition, de ne pas répandre cette fable. Certes, nos impôts sont relativement élevés pour le foncier bâti ; ils restent dans la

moyenne pour la taxe d'habitation ; mais le surendettement n'existe pas, c'est parfaitement faux. Vous avez le droit de dire des choses fausses, mais elles abîment l'image de Montpellier et nous n'y avons intérêt ni les uns ni les autres.

Vous avez un texte sur les droits de mutation ; ensuite, je vous ai indiqué les produits des services qui sont donnés en détails, ainsi que le produit des cessions.

Puis, nous avons fait la répartition des dépenses de l'exercice 2013, afin que vous puissiez avoir une idée précise de la façon dont l'argent a été dépensé. Vous voyez que ce qui relève de la réussite éducative et de la jeunesse représente 18 % de nos dépenses ; le renouvellement et le développement urbain, 17 % ; la solidarité, 12 %, etc. Sur les dépenses courantes, un texte concerne les charges de gestion courante ainsi que les dépenses de personnel. En 2013, il est vrai que la masse salariale – c'est assez préoccupant – a augmenté de plus de 5 %. Cette augmentation s'explique par un certain nombre de décisions prises par l'Etat, et qui s'imposent à nous. Il y a un effet GVT, la participation aux frais de mutuelle, l'augmentation de la CNRACL, les efforts demandés par l'Etat en faveur des catégories B et C, que nous avons suivis. Je vous signale que la ville a obtenu, confirmé et étendu au cours de l'année 2013 la certification Qualiville qui montre la qualité du service rendu par nos agents aux citoyens de la ville.

J'ajoute juste un mot, avant que l'opposition ne me taquine sur ce point, sur l'absentéisme. Il y a des chiffres qui circulent et qui relèvent du fantasme. Le calcul du taux d'absentéisme sur la ville de Montpellier, hors congés de maternité – c'est tout de même une bénédiction que notre pays connaisse une croissance démographique importante –, s'élève à 10,5 % au cours de l'année 2013. En 2011, il s'élevait à 11 % et à l'heure actuelle, en 2014, il atteint 10 %. Ces chiffres restent élevés, mais ce ne sont pas les chiffres qui circulent dans certains journaux qui nous veulent du bien. J'ajoute, sur l'absentéisme, que les agents d'entretien et d'animation qui travaillaient précédemment comme vacataires n'étaient pas pris en compte dans les statistiques. Nous les avons intégrés, et en intégrant ces agents, nous avons bien entendu intégré leur taux d'absentéisme. Deuxièmement, nous sommes conscients que le personnel des écoles et des crèches, qui est principalement concerné, est un personnel dont la moyenne d'âge est en forte augmentation, ce qui rend le travail plus pénible, nous en convenons, et génère de l'absentéisme. Des pointes à plus de 25 % sont parfois observées dans certains groupes scolaires, nous en convenons. Le taux d'absentéisme moyen de la réussite éducative est de 12,2 %. C'est un taux élevé, qui nécessite un plan de lutte contre l'absentéisme. Il a été mis en place, en particulier par Madame l'adjointe et Monsieur l'adjoint au Personnel. Il repose sur l'amélioration des conditions de travail, sur la modernisation des méthodes de management, et sur le renforcement des contrôles des arrêts maladie. C'est un point sur lequel, l'année prochaine, je vous rendrai à nouveau compte en espérant une amélioration dans ce domaine.

Passons rapidement sur les subventions, et venons-en aux dépenses d'équipement. Ce tableau, mes chers collègues, est particulièrement représentatif de l'action des mandats précédents de la ville. Vous voyez que dans la moyenne 1997-2002, on était à hauteur de 57 M€ (ces chiffres n'ont pas été réévalués nous avons travaillé en euros courants et non en euros constants). En 2003, ces dépenses s'élèvent à 63 M€ ; en 2004, à 84 M€ et nous augmentons jusqu'à l'année 2012, avec un pic en 2009 à 127 M€. Les investissements 2012 s'établissent aussi à 127 M€. C'est un effort d'équipement remarquable que la ville a fait en particulier en finançant ce nouvel Hôtel de ville. En 2013, les dépenses d'équipement s'établissent à 88 M€, ce chiffre peut être interprété de deux façons selon qu'on se place dans la majorité ou dans l'opposition : soit on y voit un effondrement de l'investissement, puisqu'on constate une baisse de 25 %, soit on y voit un retour à des chiffres plus raisonnables que par le passé. En tout cas, c'est la volonté de maîtriser les finances qui transparait dans ce tableau, une volonté de maîtrise de l'investissement à des niveaux supportables pour les années à venir.

En ce qui concerne les actions, la Ville de Montpellier travaille sur 23 thématiques, 150 corps de métiers sont représentés, cela représente le travail réalisé en 2013 et le socle à partir duquel nous allons travailler en 2014 et 2015. Nous sommes conscients, comme cela a été dit par tous pendant la campagne, qu'il va falloir « faire plus juste, avec moins », selon le rapport de la Cour des Comptes, qui consacre une pleine page aux Finances publiques locales. M. MIGAUD tient à ce que les collectivités fassent des miracles dans les années à venir, ce n'est pas l'objet de ce rapport. Je termine en m'adressant à Madame la Première adjointe : ce budget a été fait pour nous permettre d'affronter la tempête qui va arriver. Je sais bien qu'à force de l'annoncer, on commence à douter de sa réalité, mais n'en croyez rien, mes chers collègues, elle arrive !

**Stéphanie JANNIN** : Quelqu'un souhaite-t-il intervenir ?

**Gérard LANNELONGUE :** Ce qui est sûr, Monsieur LEVITA, c'est que je vais bénir Monsieur Philippe SAUREL tous les matins d'avoir signé la charte ANTICOR parce que, pour travailler depuis longtemps avec vous, je n'ai pas l'impression que vous aimiez que l'opposition mette son nez dans vos affaires. Mettre son nez, c'est un bien grand mot, puisqu'il ne s'agit que de partager un certain nombre de commentaires et, peut-être, ne vous en déplaît, présenter des chiffres différents, d'autant que je les tiens de source sûre. Ce n'est pas parce que vous affirmez fermement, plus fermement que vous ne l'avez fait en Commission, que vos chiffres sont les bons et non les nôtres, que nous ne polémiquerons pas dessus ; nous les tiendrons à disposition de la presse et du public. Je ne tenais pas à les mettre ainsi sur la place publique, mais votre discours m'y pousse.

Il est évident qu'il y a dans le compte administratif 2013 quelques sujets de satisfaction. Je vous l'ai dit et vous le redit. Mais il y a tout de même un certain nombre d'observations à faire et d'interprétations divergentes à donner au-delà des *satisfecit*. Force est de constater, Monsieur LEVITA, que vous êtes un vieux routier de la politique, et que vous êtes assez content de votre travail. Vous pensiez ne pas vous succéder à vous-même ; finalement, c'est bien tombé puisque cela vous permet non pas de faire votre autocritique, mais de vous tresser publiquement une belle couronne de lauriers. Je sens que cet exercice vous est assez agréable.

Cela dit, les observations que nous allons faire sont les suivantes. Vous avez affiché un résultat de 27 M€. Il faut revenir à des choses simples mais techniques : ce résultat doit être vu à la lumière des taux de réalisation dont vous avez parlé. Pour le budget de fonctionnement, 96 %, on peut considérer que ce n'est pas mauvais ; en revanche, pour l'investissement, 71,5 %, c'est bien moins bon. Sachant que le budget d'investissement s'élève à 141 M€, s'il y avait eu une réalisation totale du budget tel que vous l'avez présenté l'année dernière, je pense que vous auriez été obligé de dépenser 60 M€ supplémentaires, ce qui aurait créé un déficit. Nous aurons l'occasion de reprendre tout cela tranquillement, lors du prochain DOB.

Vous aviez dit à l'époque qu'il s'agissait d'un budget raisonnable, il ne l'était pas de toute évidence, puisque vous avez dû le revoir à la baisse en termes d'investissements. Il faut ajouter à cela que les engagements de ces investissements ont été faits, ils ont été accordés, les contrats sont engagés, ils vont être reportés sur 2014 et vous serez obligés, tout en donnant l'impression que le résultat est bon, de remettre les 27 M€ de résultat et d'engager de surcroît les 60 M€ de dépenses sur 2014.

Parlons maintenant des agrégats, dont vous êtes aussi satisfaits. Nous soulignons un point important qui pourrait générer des dérives. Les dépenses de personnel sont en augmentation de 5,6 %. Là encore, comparons : l'augmentation moyenne au niveau national est légèrement inférieure à 3 %. Cela signifie qu'à Montpellier, l'augmentation de dépenses de personnel est environ deux fois plus forte que pour les villes de la même strate. Nous avons décortiqué le sujet, vous avez parlé de GVT, de dépenses de mutuelle, etc., mais aussi des embauches. Vous avez indiqué avoir fait 40 embauches ; votre administration a fait état de 12 embauches. Vous conviendrez qu'il faut accorder ces chiffres, très différents. Il serait utile de connaître le nombre exact d'embauches réalisées sur l'année 2013, et leurs raisons.

Deuxième point, les impôts. Les impôts locaux, directs et indirects, sont toujours très élevés. Nous en avons débattu précédemment, nous avons bien noté cette logique d'abattement qui fait que Montpellier est moins bien positionnée que les autres villes de la même strate. Je retiens simplement qu'aujourd'hui, ces impôts représentent 203 M€, soit 780 € par habitant, pour une moyenne des villes de la même strate de 559 € par habitant. C'est dire le décalage qui existe.

En équipement, nous ne sommes encore une fois pas d'accord sur les chiffres : je le dis et le répète, nous tenons nos chiffres de la Direction générale des collectivités locales (DGCL). Monsieur PONS DE VINCENT a eu ces chiffres, je lui ai communiqués. Si on prend les indicateurs de gestion, le tableau fourni n'est pas d'actualité puisqu'il est construit sur les chiffres de 2011 alors que nous disposons des chiffres de 2012. La dotation globale de fonctionnement pour l'ensemble des villes de notre strate est de 273 € par habitant, ce qui nous situe dans la moyenne. Je reviens sur les dépenses d'équipement : selon notre chiffre, les dépenses d'équipement par habitant ne sont pas, pour nous et la DGCL, de 280 € par habitant, mais de 370 € par habitant. Cela signifie que nous dépensons, contrairement à ce que vous dites, 32 € de moins par habitant que les autres villes de la strate. Nous aurons l'occasion de regarder les chiffres, mais je maintiens que ce chiffre-là montre une insuffisance dans les dépenses d'équipements de cette ville de manière comparative.

L'encours de la dette reste inférieur à la moyenne des villes de notre strate, c'est un très bon point pour notre ville, la fameuse signature dont vous parliez et dont vous vous félicitez à juste titre. Mais il faut tout de même être vigilant, parce que cette dette progresse, Montpellier atteindra un encours de dette beaucoup plus important à la fin du mandat.

En conclusion, Montpellier s'endette et reporte à demain des dépenses. Nous pensons que Montpellier est capable de faire mieux avec moins, même si j'ai noté une volonté de gérer rigoureusement. La crise a montré que les dotations de l'Etat vont être moins importantes dans les années à venir, et pas uniquement l'année

prochaine. Il existe donc un risque que notre réputation auprès des banques soit moins bonne dans les années à venir. Nous invitons donc à une grande vigilance et jugeons le bilan moins satisfaisant que vous l'avez exprimé publiquement, Monsieur LEVITA.

**Max LEVITA :** Juste un point en réponse : Monsieur LANNELONGUE est le Président de la Commission des Finances et nous apprenons, lui et moi, à travailler ensemble, dans des conditions que, pour ma part, je trouve très satisfaisantes. Je n'ai rien à ajouter sur ce point.

Dans les chiffres de l'année 2013 sur l'investissement, il y a une partie de cet investissement qui a été décidée lors du BP 2013, et une partie de ce qui a été décidé en 2012 et reporté en 2013. Ce qui n'est pas réalisé, puisque nous avons un taux de réalisation de 71 %, est reporté sur l'année 2014. Le financement nécessaire est prévu également, pour autant que nous le répartissions. Donc, on a ce phénomène chaque année. Cela crée un effet de biais, mais on n'est pas dans une économie parfaitement planifiée ; un investissement prévu se confronte à des plaintes, à des retards, qui font partie de la vie et qui entraînent ces reports.

Je ne vais pas polémiquer avec vous sur les chiffres. Nous avons deux mois à attendre : la DGCL rendra publics les comptes de toutes les collectivités pour l'année 2013 et, mes chers collègues, je vous les ferai parvenir. Nous aurons les comptes exacts et la situation de Montpellier par rapport aux autres villes de la même strate.

Les moyennes par habitant sont extrêmement compliquées à calculer pour la simple raison qu'une partie des citoyens ne paie pas la taxe d'habitation : faut-il les inclure ou non dans le calcul ? Une partie des impôts est prise en charge par l'Etat : faut-il l'inclure ? La statistique est une science compliquée ; le bureau international du travail (BIT) donne 35 définitions du chômage. Je peux vous donner 40 définitions de la moyenne. On ne va rentrer dans cette bataille. Nos impôts sont élevés, je vous l'accorde, ils ne sont pas plus élevés qu'ailleurs, du moins sur les dix villes de la même catégorie.

Sur les dépenses de personnel, vous avez raison, mais nous sommes une des villes avec Toulouse, qui ont la plus forte croissance démographique. Il faut, pour en tenir compte, qu'on les accueille, qu'ils bénéficient du personnel de mairie nécessaire. Si vous avez des solutions à nous proposer, Monsieur le Président, je les accueille avec plaisir et je redis sincèrement que je suis heureux de partager avec vous vos préoccupations sur l'avenir.

**France JAMET :** Vous vous doutez bien que la lecture de ce compte administratif a été pour nous très instructive et je dois dire que nous y avons retrouvé tout ce que nous avons dénoncé pendant la campagne des municipales, puisqu'il s'agissait aussi du bilan de celle que vous appelez Madame le Maire et sa majorité, et que nous qualifierons plutôt de Madame le Maire et *votre* majorité. Nous avons pu déplorer le manque de transparence de la note de synthèse, qui ne fait pas apparaître clairement les charges de structures énormes de l'institution. Nous n'en avons pas du tout la même lecture, puisque nous avons été obligés de refaire une grille, que nous tenons à la disposition des contribuables et de la presse, qui nous a permis de tirer des conclusions différentes des vôtres. La lecture et l'étude de ces comptes nous a permis de conclure encore une fois que Montpellier est une ville mal gérée, peut-être pas surendettée, mais en tout cas surimposée.

Une ville mal gérée : les dépenses de personnel sont de 57,48 %, et c'est énorme. Vous le reconnaissez vous-même. Il y a plus de 4 750 emplois pour la seule ville de Montpellier, ce qui signifie qu'en termes de charges de personnel par rapport à nos charges de fonctionnement, nous sommes avant-derniers, derrière des villes comme Nantes, Strasbourg, Bordeaux et Lille. Ces villes, sont, elles, de taille similaire en termes d'habitants parce que vous parlez de la même strate, mais le tableau que vous nous proposez nous compare à des villes de millions d'habitants. Il faut nous comparer à des villes qui sont dans la même strate que nous.

Plus grave concernant le personnel, en matière de charges externes, c'est-à-dire le personnel non communal, nous sommes bon dernier. Vous faites beaucoup trop appel à la sous-traitance, et plus encore aux délégations de service public, alors même que nous avons déjà vu en agglomération les limites de cette politique, que ce soit pour l'eau hier et peut-être demain pour les transports en commun. Quant aux dépenses d'équipement brut, contrairement à ce que vous démontrez, elles sont faibles puisqu'elles représentent tout juste un quart du budget de la commune, soit 27,6 %.

Une ville endettée : elle est d'autant plus mal gérée qu'elle est aujourd'hui endettée alors même que Georges FRECHE en son temps, rappelez-vous, avait transféré tous les emprunts de Montpellier sur l'agglomération de Montpellier. On peut donc dire que les emprunts d'aujourd'hui, nos dettes de demain, nous les devons à la mauvaise gestion de Madame MANDROUX et de son équipe, de sa majorité, c'est-à-dire de votre majorité. Ainsi notre épargne nette est-elle inférieure à celle de Strasbourg et requiert-elle pour l'investissement de s'endetter toujours plus, donc d'imposer toujours plus nos générations à venir.

Une ville surimposée : nous l'avons aussi dénoncé avec force pendant la campagne. Montpellier est championne, non seulement de sport et de communication, mais aussi championne toute catégorie en termes d'imposition fiscale directe. Contrairement à ce que vous affirmez dans votre préambule, la fiscalité a bel et bien augmenté en 2013, très exactement de 178 M€, c'est-à-dire que le produit a augmenté de 3 %. Je vous rappelle que l'inflation en 2013 était de 0,9 %. On peut donc considérer que vous avez au moins augmenté les impôts de 2 %. C'est ainsi que le ratio ATR (administration territoriale de la République), pourtant mis en place sous Monsieur JOSPIN, atteste que vous matraquez nos compatriotes de 158 %, ce qui est au-delà de la norme.

Enfin, comparaison n'est pas raison. Je vous l'ai dit, vous vous appliquez à comparer Montpellier à des villes de plus de 100 000 habitants comme Marseille, Lyon ou Toulouse, dont la population je le disais se compte en millions, nous l'avons fait plus honnêtement avec des communes de même taille, allant de 160 à 360 000 habitants comme Strasbourg, Lille, Nantes ou Bordeaux. Dans ce cadre-là, en termes de population, nous sommes la quatrième ville sur onze de même taille au plan national. Nous avons ainsi pu comparer notre taux de taxe sur le foncier bâti, où nous sommes premiers sur onze, avec un taux prohibitif de 31,18 %. Il en est de même pour le foncier non bâti, même s'il est très faible, dont le taux de taxe s'élève à 112,60 %. Il est d'autant plus faible que pendant toute la campagne, je vous le rappelle, nous vous avons demandé d'en faire l'économie, comme nous vous le rappelions en début de ce mandat. Parmi les cinq communes d'égale importance, nous sommes premiers pour le pourcentage de produit d'impôts locaux par habitant.

Autre point, malgré une dotation globale de fonctionnement qui se trouve parmi les plus élevées de ces cinq villes, vous avez le produit de fonctionnement par habitant le plus faible. Madame MANDROUX a pu démontrer une fois de plus que « trop d'impôt tue l'impôt ». En revanche, les subventions sont largement en-deçà, en pourcentage, de ce que l'on aurait pu espérer. Je pense qu'au lieu de voyager en Chine, Madame MANDROUX aurait été bien inspirée d'aller à Paris réclamer ce que cette ville et ses habitants auraient pu mériter, ou en tout cas étaient en droit de revendiquer.

En conclusion, nous avons pu voter le budget 2013, nous ne nous abstiendrons pas pour autant sur ce compte administratif, il reflète effectivement exactement la réalisation de cette politique que nous n'avons cessé de dénoncer ou de condamner durant toute la dernière campagne des municipales, et qui vous a vu cependant reconduits en lieu et place de Madame MANDROUX et de votre majorité.

**Stéphanie JANNIN :** Madame JAMET, je crois que votre temps de parole est largement respecté au sein de ce Conseil municipal. Je tiens juste à vous préciser, avant de donner la parole à Monsieur MAJDOUL, que vous ne pouvez pas dire que la majorité de Madame MANDROUX est la nôtre, puisque notre équipe est renouvelée à 96 %.

**France JAMET :** Je m'adresse à Monsieur l'adjoint aux Finances, Madame.

**Stéphanie JANNIN :** 96 % de notre majorité sont des personnes qui n'ont jamais été élues.

**Mustapha MAJDOUL :** Sans porter un regard très critique sur ce budget, je m'abstiens tout de même de le voter car je n'ai pas participé, comme vous le savez, à son élaboration et surtout, je ne veux pas être en contradiction avec le vote que j'ai fait avec mes amis l'année dernière sur ce même budget. De ce fait, je m'abstiens.

**Jacques DOMERGUE :** je voudrais apporter deux à trois précisions, notamment concernant l'investissement. Je sais que ce n'est pas très intéressant, mais ce qui intéresse les Montpelliérains, c'est que leurs finances soient bien gérées et que la ville continue à investir.

A chaque discussion sur le compte administratif, il nous a été rétorqué, Monsieur LEVITA, que les collectivités locales investissaient 75 % de l'investissement public. Et je me rappelle les discussions que nous avons avec Madame le Maire et vous-même, à l'époque où – quand vous étiez socialiste – vous vous glorifiiez de cet investissement qui, heureusement, créait des emplois. Nous venons de recevoir sur notre téléphone le chiffre du chômage au mois de mai : il y a 24 800 chômeurs de plus au mois dernier, ce qui permet d'atteindre un triste record de 3 400 000 personnes. Quand on voit les chiffres d'investissement pour l'année 2013, qui sont de 88 M€, par rapport aux 127 M€ de l'année précédente, certes la mairie a été en grande partie payée, et ceci explique en partie cela, mais l'investissement est en chute libre de 31 %. Inévitablement, puisque c'était l'argument que vous utilisiez au départ, la chute de l'emploi va de pair, puisque vous disiez à l'époque que grâce à vos investissements, grâce aux investissements de la ville et des collectivités, on créait des emplois. Vous avez sûrement raison, puisqu'on voit que le chômage explose, que la situation du pays ne s'améliore pas, et que vous

êtes obligés de gérer au mieux, dans l'intérêt de l'équilibre des finances publiques, pour ne plus investir et pour assurer le quotidien.

En matière d'investissement, il y a des choses importantes, notamment l'investissement productif *versus* celui qui ne l'est pas. Aujourd'hui, vous allez entrer dans une période de choix budgétaires fondamentaux qui font que des investissements comme celui qui a été fait sur ce grand bâtiment, certes à une époque où on ne prévoyait pas que la crise serait aussi forte, s'avèrent aujourd'hui disproportionnés par rapport aux besoins de la populations et au fonctionnement de la ville. Je tenais à faire remarquer ce premier point.

Le deuxième point concerne les emprunts. J'en ai discuté avec Gérard LANNELONGUE, qui a fait une excellente intervention en tant que Président de la Commission des Finances. Je sais qu'il est d'usage pour vous d'emprunter à 50 % sur des taux fixes et à 50 % sur des taux variables. Mais, Monsieur LEVITA, l'habitude n'est pas forcément la meilleure attitude. Quand on a, comme on le vit aujourd'hui, des taux d'intérêt qui pour les Etats sont proches de zéro, et pour les collectivités souvent inférieurs à 2 %, on doit se poser la question de l'opportunité de continuer à emprunter à des taux variables. Parce qu'assurer l'équilibre des finances de la collectivité et prévoir ce qui va se passer demain, c'est aussi essayer de s'adapter. Dire que l'usage veut que l'on continue à fonctionner comme hier n'est pas forcément la meilleure attitude – ce n'est pas une critique, c'est un conseil. Vous devriez peut-être réfléchir à cela, parce que, si demain, au gré de la conjoncture internationale, on se retrouvait avec une explosion des taux d'intérêt – cela peut arriver ; nul ne sait comment les choses vont évoluer –, la collectivité serait quasiment en cessation de paiement.

C'est cela que je voulais faire remarquer en complément des éléments qui ont été fort justement apportés par Monsieur LANNELONGUE, en insistant encore une fois sur le fait que la fiscalité aujourd'hui n'est plus supportable pour les Montpelliérains. La ville est championne, elle ne s'en glorifie pas, mais au-delà de cela, elle est surtout une ville pauvre. Si aujourd'hui les Montpelliérains ont du mal à supporter le poids de cette fiscalité, et cela va s'accroître avec le chômage qui s'accroît, c'est qu'on d'un côté des taux très élevés et de l'autre, un pouvoir d'achat et des revenus par habitant qui sont de 25 à 30 % inférieurs aux villes de la même tranche. Voilà pourquoi, aujourd'hui, la situation est dramatique.

**Stéphanie JANNIN :** Nous partageons votre avis puisque nous avons promis et que nous mettons en œuvre le 0 % d'augmentation d'impôts à la ville et à l'agglomération.

**Jean-Pierre MOURE :** Quand on vote un compte administratif, certes il y a le détail des chapitres et des lignes, mais ce qui est surtout déterminant, ce sont les grandes masses financières au regard de la prévision budgétaire qui avait précédé l'exercice lui-même. Les éléments d'information que nous a apportés Monsieur LEVITA me conduisent à dire, de même que nous l'avons vu l'autre jour lors du vote du compte administratif de l'agglomération de Montpellier, que dans les grandes lignes, en tenant compte des difficultés du temps économique et du temps social, de la comparaison entre strates comparables, sans mésestimer bien entendu ce qui correspond à la réalité que vient d'évoquer Monsieur DOMERGUE du niveau de revenus des populations, globalement je considère que le compte administratif – certes on peut toujours mesurer le taux de réalisation entre le fonctionnement et l'investissement – correspond à ce qui sied à une ville comme Montpellier compte tenu des difficultés qu'elle a à assumer. Je peux dire qu'en termes de responsabilité, je voterai ce compte administratif sans aucun état d'âme.

**Max LEVITA :** C'est un point qui nous oppose, Monsieur DOMERGUE et nous : cet Hôtel de ville a été décidé en l'an 2000, il faisait partie d'une stratégie de développement et d'affirmation de la métropole de Montpellier. En l'an 2000, c'était une excellente décision ; elle s'est réalisée ; personne n'a à en rougir. Nous n'en rougissons pas ; je n'en rougis pas et je le souligne.

Madame JAMET, je voudrais vous dire premièrement que, pour votre information, hormis Paris, aucune ville n'est millionnaire en France ; Marseille est en-dessous de 900 000. Je voudrais attirer votre attention sur le fait que les comparaisons de frais de personnel en volume comme vous le faites s'avèrent très compliquées parce que toutes les villes n'intègrent pas les mêmes services. Nous pouvons très facilement baisser considérablement les frais de personnel : il suffit pour cela d'externaliser une grande partie de ce qui est fait en interne. C'est un choix politique que nous ne partageons pas.

Concernant l'augmentation de 3 % que vous pointez : j'ai dit que la ville est heureusement en augmentation démographique, on construit dans cette ville, il y a de nouveaux habitants, ils ont l'amabilité de payer la taxe d'habitation, ce qui explique les 3 %. L'augmentation réelle est de 0,9 %, soit le taux de revalorisation admis par le gouvernement, que nous appliquons et appliquerons parce qu'à l'heure actuelle, les taux d'inflation sont faibles mais rien ne nous garantit qu'ils ne seront pas demain à 3 ou 4 %. Monsieur DOMERGUE, vous aviez



pris un engagement au cours de la campagne et, par chance, vous n'avez pas réalisé cette promesse. L'inflation est le rêve des Français : si nous pouvions avoir un taux d'inflation à 12 ou 13 %, il est vrai que cela résoudrait une partie de nos problèmes, mais cela en créerait d'autres.

Madame JAMET, « trop d'impôt tue l'impôt » ? On n'est pas dans cette configuration. On n'encaisse d'impôt que des propriétaires de logements ou de leurs habitants. L'affaire s'applique aux résultats économiques, aux entreprises, pas aux ménages. Je sais bien que vous êtes un défenseur de la rente, c'est votre droit, en cela vous êtes parfaitement française, puisque les Français tiennent à la rente, mais nous n'y tenons pas. Le taux en est élevé pour un rendement faible ; justement, on veut la faire disparaître cette rente, mais nous n'y parvenons pas parce que nous tombons sur des intérêts contraires.

Que la ville soit mal gérée, c'est une affirmation que je pourrais retourner. Vous n'avez donné aucun exemple de mauvaise gestion, contrairement au *Nouvel Observateur*, qui s'est amusé à faire un « grand gaspillage », dans lequel la ville de Montpellier n'est pas citée. Il n'y a aucune erreur manifeste au cours des vingt dernières années au niveau de la ville. Vous dites « mal gérée » sans aucune démonstration.

Surimposée ? Les impôts sont élevés dans la ville de Montpellier, c'est une ville qui est passé en moins de cinquante ans de 90 000 habitants à 270 000 habitants (multiplié par trois), nous sommes un exemple unique en France, je crois. On est bien équipé, voir suréquipé – nous le verrons dans les budgets à venir. Il a fallu payer ces équipements et les Montpelliérains ne manifestent pas sur ce point.

En ce qui concerne les taux d'intérêt, c'est notre angoisse permanente. On regarde tout. Il se trouve qu'en ce moment, on mène la stratégie annoncée, à 50/50. On ne joue pas, on ne fait pas les traders, on essaie de profiter de taux d'intérêts intéressants à moyen terme, de l'ordre de 2 à 2,5 % en fixe, et en variable de moins de 1 %. On essaie de conjuguer les avantages des deux systèmes. On reste attentif, la vigilance s'impose à tous les niveaux. Tous, nous sommes en relation avec les meilleurs experts de France pour surveiller cela parce que cela nécessite une vigilance permanente. Soyez certain qu'elle est assurée.

**Abdi EL KANDOUSSI :** Vous indiquez que les comptes, tels qu'ils sont arrêtés, ouvrent la possibilité à la nouvelle majorité de faire ses choix. Pour ces raisons, nous voterons le compte administratif présenté ce jour.

**Stéphanie JANNIN :** Monsieur LEVITA, je vous remercie pour le travail que vous nous avez fourni et pour sa qualité. Je fais simplement une remarque. Je vois dans ce document que le budget consacré à la rénovation urbaine est de moins de 1 M€ et celui consacré à l'aménagement urbain, de 21,1 M€. J'ai pu avoir connaissance ces derniers jours de quelques chiffres assez sensibles dont je vous cite quelques-uns : le budget annuel de réparation du centre-ville est de 70 000 € aujourd'hui. A titre de comparaison, le miroir d'eau qui a été installé à Parc Marianne a coûté environ 1 M€ et coûte plus de 100 000 € par an de gestion.

Je ne vais pas voter contre, mais je vais exprimer pourquoi nous allons mener une politique différente. Je pense que si les Montpelliérains étaient en phase avec tous les choix qui ont été faits, nous n'aurions pas été élus avec 10 points d'avance.

Ces dernières années, 70 000 € de budget de réparation de la ville face à 100 000 € pour entretenir le miroir d'eau de Parc Marianne : je comprends mieux, au regard de ces chiffres, pourquoi nous croisons tous les jours et depuis des mois, dans la rue, des Montpelliérains qui nous demandent simplement, de manière presque désespérée de prendre soin d'eux et de réparer le petit bout de ville qu'ils ont en bas de chez eux. Nous l'entendons, et c'est pourquoi la politique que nous allons mener entend redonner sa place au renouvellement urbain, à la réparation de la ville, et retrouver un équilibre plus normal, par les choix que nous faisons, dans les dépenses. Cela, c'est un choix politique. En revanche, je voterai pour les comptes proposés par Monsieur LEVITA, puisqu'ils sont sains.

Je vous propose de passer au vote.

**Pour : 52**

**Contre : 10**

**Abstentions : 1**

**Adopté à la majorité.**

*Monsieur le Maire entre en séance.*

*M. VIGNAL sort définitivement de séance.*

*M. COUSQUER sort de séance.*



**2- Quartier de la Mosson**  
**Secteur de l'Agathois**  
**Instauration d'un périmètre d'étude**  
**(Art. L. 111-10 du code de l'urbanisme)**

Le secteur de l'Agathois est situé au nord-est du quartier de la Mosson. Cet ensemble urbain, peu lisible et coïncé entre un parc Malbosc le surplombant et une avenue de l'Europe difficilement franchissable, se caractérise par une urbanisation hétérogène composée de surfaces commerciales, d'activités et de logements individuels et collectifs, complétés par des équipements.

Face à cette situation, une étude urbaine a été réalisée, pour :

- anticiper les perspectives d'évolution de ce secteur en donnant des orientations d'aménagement sur les parcelles appelées à muter à court et moyen terme, tout en conservant une diversité des fonctions,
- proposer une programmation urbaine adaptée à l'échelle du quartier, qui tienne compte du tissu existant et environnant.

Ces orientations serviront de cadre à la Ville de Montpellier pour accompagner les mutations foncières en cours et à venir. Pour cela, il s'avère dès aujourd'hui nécessaire d'instituer un périmètre d'étude au sens de l'article L 111-10 du code de l'urbanisme. La délimitation précise du périmètre est jointe en annexe de la présente délibération.

Cette disposition permettra à la collectivité, le cas échéant, d'opposer un sursis à statuer aux demandes d'autorisation de travaux, de constructions ou d'installations qui pourraient porter préjudice à la mise en œuvre d'un projet d'aménagement cohérent sur ce secteur.

**En conséquence, il est proposé :**

- de prendre en considération l'étude urbaine réalisée sur ce secteur,
- d'instituer un périmètre d'étude, ci annexé, délimitant les terrains concernés par l'opération conformément aux dispositions de l'article L.111-10 du code de l'urbanisme,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

***Pour : 62***

***Contre :***

***Abstentions :***

***Adopté à l'unanimité.***

**Monsieur le Maire :** Merci Madame JANNIN et merci à ceux qui ont voté le compte administratif. Nous allons poursuivre l'ordre du jour. Affaire n° 2 : urbanisme et aménagement durable, quartier de la Mosson, secteur de l'Agathois, instauration d'un périmètre d'étude. Qui souhaite des renseignements particuliers sur cette affaire auprès de Madame JANNIN ? Première adjointe chargée de l'Urbanisme et de l'aménagement durable du territoire ?

Je mets aux voix.

**3- ZAC Port Marianne - Parc Marianne**  
**Demande d'agrément de candidature**  
**Lot 18B2**  
**(ACM)**

Conformément aux grandes orientations de la politique urbaine définie par la Ville, la réalisation du quartier Port Marianne – Parc Marianne participe au rééquilibrage géographique de l'espace bâti vers l'est du territoire communal.

Plus particulièrement les objectifs de cette opération sont :

- de permettre la construction de logements collectifs et de bureaux tirant partie de leur situation privilégiée vis-à-vis des lignes 1 et 3 de tramway et du parc public Georges Charpak ;
- d'accueillir des équipements publics importants à l'échelle de toute la ville ;
- et d'affirmer la vocation de centralité à l'échelle de toute l'agglomération des espaces majeurs que constituent la place Ernest Granier, la place Pablo Picasso et l'avenue Raymond Dugrand.

La concession d'aménagement, signée entre la Ville et la Société d'Equipement de Région Montpelliéraine (SERM) le 14 septembre 2005, approuvée par la délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2005, prévoit dans son article 12 alinéa 2 l'agrément par la Ville des candidatures des attributaires sur proposition de la SERM.

En vertu de cet article, la candidature suivante est soumise à votre agrément. Elle concerne la réalisation d'environ 38 logements collectifs sociaux sur le lot 18B2 de la ZAC Port Marianne - Parc Marianne, situé en bordure de l'avenue Nina Simone.

La SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature d'ACM en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation du programme décrit ci-avant.

- Dénomination du candidat :

ACM  
407 avenue du Professeur Antonelli  
BP 75590  
34071 Montpellier cedex 3

- Localisation :

Lot 18B2,  
ZAC Port Marianne – Parc Marianne.

- Parcelles cadastrées :

Section SE n° 173b et 177b sur 674 m<sup>2</sup>

- Nature du projet :

Réalisation d'environ 38 logements collectifs sociaux pour une SDP totale de 2 733 m<sup>2</sup>.

- SDP maximale :

Surface envisagée :	2 733 m <sup>2</sup> SDP
Surface maximale autorisée :	2 800 m <sup>2</sup> SDP

La SERM précise que la candidature d'ACM prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la candidature d'ACM en vue de la réalisation d'environ 38 logements collectifs sociaux sur le lot 18B2 de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

***Pour : 59***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Adopté à l'unanimité.***

#### **4- ZAC Port Marianne - Parc Marianne Agrément de candidature Lot 14 (URBAT)**

Conformément aux grandes orientations de la politique urbaine définie par la Ville, la réalisation du quartier Port Marianne – Parc Marianne participe au rééquilibrage géographique de l'espace bâti vers l'est du territoire communal.

Plus particulièrement les objectifs de cette opération sont :

- de permettre la construction de logements collectifs et de bureaux tirant partie de leur situation privilégiée vis-à-vis des lignes 1 et 3 de tramway et du parc public Georges Charpak ;
- d'accueillir des équipements publics importants à l'échelle de toute la ville ;
- et d'affirmer la vocation de centralité à l'échelle de toute l'agglomération des espaces majeurs que constituent la place Ernest Granier, la place Pablo Picasso et l'avenue Raymond Dugrand.

La concession d'aménagement, signée entre la Ville et la Société d'Equipement de Région Montpelliéraine (SERM) le 14 septembre 2005, approuvée par la délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2005, prévoit dans son article 12 alinéa 2 l'agrément par la Ville des candidatures des attributaires sur proposition de la SERM.

En vertu de cet article, la candidature suivante est soumise à votre agrément. Elle concerne la réalisation d'environ 37 logements collectifs en accession libre sur le lot 14 de la ZAC Port Marianne - Parc Marianne, situé en bordure de l'avenue Nina Simone.

La SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de URBAT en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation du programme décrit ci-avant.

- Dénomination du candidat :

URBAT  
Immeuble Oxygène  
1401 avenue du Mondial 98  
CS 68214  
34965 Montpellier cedex 2

- Localisation :

Lot 14,  
ZAC Port Marianne – Parc Marianne.

- Parcelles cadastrées :

Section SE n° 92a et 98a sur 1 307 m²

- Nature du projet :

Réalisation d'environ 37 logements collectifs en accession libre pour une SDP totale de 2 400 m².

- SDP maximale :

Surface envisagée : 2 400 m² SDP

Surface maximale autorisée : 2 400 m² SDP

La SERM précise que la candidature d'URBAT prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la candidature d'URBAT en vue de la réalisation d'environ 37 logements collectifs en accession libre sur le lot 14 de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

***Pour : 59***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Adopté à l'unanimité.***

**5- ZAC Port Marianne - Parc Marianne  
Agrément de candidature  
Lot 18B1  
(EIFFAGE IMMOBILIER)**

Conformément aux grandes orientations de la politique urbaine définie par la Ville, la réalisation du quartier Port Marianne – Parc Marianne participe au rééquilibrage géographique de l'espace bâti vers l'est du territoire communal.

Plus particulièrement les objectifs de cette opération sont :

- de permettre la construction de logements collectifs et de bureaux tirant partie de leur situation privilégiée vis-à-vis des lignes 1 et 3 de tramway et du parc public Georges Charpak ;
- d'accueillir des équipements publics importants à l'échelle de toute la ville ;
- et d'affirmer la vocation de centralité à l'échelle de toute l'agglomération des espaces majeurs que constituent la place Ernest Granier, la place Pablo Picasso et l'avenue Raymond Dugrand.

La concession d'aménagement, signée entre la Ville et la Société d'Equipement de Région Montpelliéraine (SERM) le 14 septembre 2005, approuvée par la délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2005, prévoit dans son article 12 alinéa 2 l'agrément par la Ville des candidatures des attributaires sur proposition de la SERM.

En vertu de cet article, la candidature suivante est soumise à votre agrément. Elle concerne la réalisation d'environ 60 logements collectifs et de locaux commerciaux sur le lot 18B1 de la ZAC Port Marianne - Parc Marianne, situé en bordure de l'avenue Nina Simone.

La SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de EIFFAGE IMMOBILIER en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation du programme décrit ci-avant.

- Dénomination du candidat :

EIFFAGE IMMOBILIER  
183 rue Henri Becquerel  
CS 76015 Le Phidias  
34060 Montpellier cedex 2

- Localisation :

Lot 18B1,  
ZAC Port Marianne – Parc Marianne.

- Parcelles cadastrées :

Section SE n° 98a, 131a et 132a sur 1 254 m<sup>2</sup>

- Nature du projet :

Réalisation d'environ 60 logements collectifs et de locaux commerciaux pour une SDP totale de 4 316 m<sup>2</sup> dont 4 216 m<sup>2</sup> de logements et 100 m<sup>2</sup> de locaux commerciaux.

- SDP maximale :

Surface envisagée :	4 316 m <sup>2</sup> SDP
Surface maximale autorisée :	4 400 m <sup>2</sup> SDP

La SERM précise que la candidature de EIFFAGE IMMOBILIER prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la candidature d'EIFFAGE IMMOBILIER en vue de la réalisation d'environ 60 logements collectifs et de locaux commerciaux sur le lot 18B1 de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

**Pour : 59**

**Contre :**

**Abstentions : 3**

**Adopté à l'unanimité.**

## **6- Droit des sols**

### **Instauration d'un régime d'autorisation préalable à la réalisation de travaux de ravalement (art.R.421-17-1 du code de l'urbanisme)**

Les évolutions du code de l'urbanisme opérées par le décret n° 2014-253 du 27 février 2014 modifient notamment le régime des autorisations d'urbanisme applicable aux travaux de ravalement.

Les nouvelles dispositions du code de l'urbanisme prévoient en effet au travers de l'article R. 421-17-1 que *« Lorsqu'ils ne sont pas soumis à permis de construire en application des articles R. 421-14 à R. 421-16, les travaux de ravalement doivent être précédés d'une déclaration préalable dès lors qu'ils sont effectués sur tout ou partie d'une construction existante située :*

- a) Dans un secteur sauvegardé, dans le champ de visibilité d'un monument historique défini à l'article L. 621-30 du code du patrimoine, dans une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ou dans une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ;*
- b) Dans un site inscrit ou dans un site classé ou en instance de classement en application des articles L. 341-1, L. 341-2 et L. 341-7 du code de l'environnement ;*
- c) Dans les réserves naturelles ou à l'intérieur du cœur des parcs nationaux délimités en application de l'article L. 331-2 du même code ;*
- d) Sur un immeuble protégé en application du 7° de l'article L. 123-1-5 du présent code ;*
- e) Dans une commune ou périmètre d'une commune où le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme a décidé de soumettre, par délibération motivée, les travaux de ravalement à autorisation. » ;*

Ces dispositions réglementaires applicables depuis le 1<sup>er</sup> mars 2014 ont pour effet de soustraire les deux tiers du territoire communal montpelliérain du champ d'application de la déclaration préalable aux travaux de ravalement.

Dans ce contexte et dans l'objectif de garantir la production et la préservation d'un paysage urbain de qualité auquel la Ville est particulièrement attachée, aussi bien en matière de constructions nouvelles que de protection du patrimoine, il apparaît nécessaire de maintenir les conditions d'une complète maîtrise réglementaire de l'urbanisme par la collectivité.

C'est pourquoi, conformément aux possibilités données aux conseils municipaux par l'alinéa e) de l'article R.421-17-1 du code de l'urbanisme, il vous est proposé de maintenir un régime de déclaration préalable aux travaux de ravalement sur toutes les parties du territoire communal non concernées par les périmètres visés aux alinéas a) à d) dudit article.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'instituer le régime de déclaration préalable pour les travaux de ravalement sur toutes les parties du territoire communal non concernées par les périmètres visés aux alinéas a) à d) de l'article R.421-17-1 du code de l'urbanisme ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

***Pour : 59***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Adopté à l'unanimité.***

## **7- Foncier**

### **Acquisition des parcelles AP 333p / AP 340**

### **Rue de l'Espinouse**

### **Propriété "SEFITEG"**

A l'issue de la réalisation de son programme immobilier en 1999, la société SEFITEG est restée propriétaire des parcelles AP 333 (160 m<sup>2</sup>) et AP 340 (533 m<sup>2</sup>), rue de l'Espinouse.

Ces parcelles sont concernées par l'emplacement réservé C157 du plan local d'urbanisme (PLU), qui marque notamment la volonté de la collectivité d'intégrer la rue de l'Espinouse et la rue du Monté Cinto dans le domaine public communal.

La société SEFITEG sollicite aujourd'hui la commune en vue de la cession des emprises de voirie dont elle propriétaire, à extraire des parcelles AP 333 et AP 340.

Conformément au document d'arpentage réalisé par un géomètre-expert, il s'agirait d'acquérir les parcelles AP 333p d'une surface de 133 m<sup>2</sup> et AP 340 en totalité, d'une surface de 533 m<sup>2</sup>.

Par courrier du 16 mai 2014, la société SEFITEG a donné son accord pour consentir cette cession à l'euro symbolique.

Maître Vincent CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, a en charge les intérêts de la société SEFITEG.

#### **En conséquence, il vous est proposé :**

- d'acquérir à l'euro symbolique, les parcelles AP 333p d'une superficie de 133 m<sup>2</sup> et AP 340 d'une superficie de 533 m<sup>2</sup>, couvertes par l'emplacement réservé C157 du PLU, en vue du classement dans le domaine public communal d'une portion de la voie dénommée « rue de l'Espinouse » ;
- de saisir Maître Vincent CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. |

***Pour : 62***

***Contre :***

***Abstentions :***

***Adopté à l'unanimité.***

## **8- Foncier**

### **Classement dans le domaine public communal**

#### **Emprise place du Rabbin Schilli**

#### **Procédure de transfert d'office**

Dans le cadre de l'aménagement de la place dénommée « Rabbin Schilli », la Ville a proposé aux copropriétaires de la résidence « La Nouvelle Citadelle » d'acquérir les parcelles cadastrées DS 457 et DS 538, qui sont intégrées dans les parties communes de la copropriété.

Il s'agit d'une emprise ouverte à la circulation publique, qui permet notamment d'assurer une liaison piétonne entre le chemin de Moularès et l'avenue du Professeur Etienne Antonelli.

Une résolution relative à la cession de cette emprise au profit de la Ville a été soumise à plusieurs reprises à l'assemblée générale des copropriétaires mais, faute du quorum requis, l'accord nécessaire n'a pu être validé en dépit de l'absence d'opposition des membres présents de la copropriété sur le principe cette cession.

Afin de classer le passage piéton constitué des parcelles DS 457 et DS 538 dans le domaine public communal en vue de permettre à la Ville d'assurer sa gestion, son entretien, et l'aménagement global de la place du Rabbin Schilli, il est proposé de recourir à la procédure dite de « transfert d'office » dans le domaine public communal, telle que prévue notamment par les articles L.318-3 et R. 318-10 du code de l'urbanisme.

Une fois la procédure aboutie, après enquête publique, ce transfert aura lieu à l'euro symbolique compte tenu de la nature du bien cédé (domaine public) et des charges d'entretien qui seront supportées par la collectivité.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la mise en œuvre de la procédure de transfert d'office dans le domaine public communal des emprises du cheminement piéton reliant le chemin de Moularès à l'avenue du Professeur Etienne Antonelli, cadastré DS 457 et DS 538 ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire. |

***Pour : 61***

***Contre :***

***Abstentions : 1***

***Adopté à l'unanimité.***

## **9- Foncier**

### **Aménagement de l'allée du Tiers Etat**

#### **Acquisition d'une emprise auprès de la copropriété "Villa Arcadia"**

A la suite de l'approbation du PAE de l'Allée du Tiers Etat par le conseil municipal du 16 décembre 2011, il convient de procéder aux acquisitions foncières nécessaires au projet de requalification de l'allée du Tiers Etat, conformément à l'emplacement réservé C 196 du plan local d'urbanisme (PLU).

La résidence « Villa Arcadia » est concernée par cet aménagement de voirie pour une emprise de 134 m<sup>2</sup> cadastrée EZ 582.



L'assemblée de copropriétaires a donné son accord pour la cession de la parcelle EZ 582 au prix de 60 €/m<sup>2</sup>, soit un total de 8 040 € pour 134 m<sup>2</sup>, avec prise en charge par la Ville de tous les frais liés à la transaction.

Le montant total des dépenses sera couvert par la recette encaissée par la Ville au titre du PAE. Les crédits sont disponibles sur le budget de la Ville, BP 2014, nature 2111, chapitre 908.

Afin de ne pas retarder le démarrage du chantier, il est proposé d'accepter la signature d'une prise de possession anticipée qui permettra à la Ville de commencer les travaux avant la signature de l'acte notarié, signature qui pourra intervenir à partir du mois de septembre 2014.

L'état descriptif de division, le règlement de copropriété, ainsi que toutes les servitudes affectant la résidence Villa Arcadia ont été rédigés par l'office notarial de Baillargues. Ce dernier sera chargé de la rédaction de l'acte notarié aux frais de la Ville, ainsi que de la modification de l'assiette de la copropriété.

**En conséquence, il vous est proposé :**

- d'acquérir la parcelle EZ 582 de 134 m<sup>2</sup> au prix de 60 €/m<sup>2</sup>, soit un montant total de 8 040 € auprès de la résidence « Villa Arcadia » représentée par son syndic, le cabinet « Europa Immobilier » ;
- de saisir l'office notarial de Baillargues pour rédiger l'acte de transfert de propriété et la modification de l'assiette de la copropriété, aux frais de la Ville acquéreur ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire. |

*Pour : 62*

*Contre :*

*Abstentions :*

*Adopté à l'unanimité.*

**10- Foncier**  
**Rue de Bionne**  
**Acquisition d'emprise sur propriété M&A Promotion**  
**Opération "Résidence Côté Grèzes"**

La société M&A Promotion a réalisé une opération immobilière sur la parcelle PO 160, rue de Bionne, désignée « Résidence Côté Grèzes ».

A cette occasion, le géomètre de l'opération a constaté qu'une partie de la voirie était incluse dans la propriété privée.

Après avoir fait isoler par document d'arpentage la partie de sa propriété à usage de voirie, la société M&A Promotion propose aujourd'hui à la commune la cession de la parcelle nouvellement cadastrée PO 273 pour 118 m<sup>2</sup>.

Par courrier du 30 avril 2014, M&A Promotion accepte cette cession au prix de 15€/m<sup>2</sup>, soit 1 770 € pour 118 m<sup>2</sup>. Les crédits nécessaires sont disponibles au budget de la Ville, sur la ligne 22 869 « terrains nus » nature 2111 – chapitre 908.

L'étude GRANIER & BONNARY, office notarial à Montpellier, en charge des intérêts de la société M&A Promotion, procèdera à la rédaction de l'acte notarié aux frais de la Ville.

**En conséquence, il vous est proposé :**

- d'acquérir la parcelle nouvellement cadastrée PO 273 d'une superficie de 118 m<sup>2</sup> au prix de 15 €/m<sup>2</sup>, soit un total de 1 770 € (mille sept cent soixante-dix euros) afin de régulariser la limite de propriété de l'emprise de la rue de Bionne au droit de l'opération « Résidence Côté Grèzes » ;
- de saisir l'étude GRANIER & BONNARY, office notarial à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

***Pour : 62***

***Contre :***

***Abstentions :***

***Adopté à l'unanimité.***

## **11- Foncier**

### **Rue de l'Aiguelongue**

### **Propriété de la SARL Villa Maria**

### **Acquisition de la parcelle BM n° 410**

A la suite de l'instruction d'une déclaration préalable déposée sur la parcelle BM 22, rue de l'Aiguelongue, la SARL Villa Maria représentée par Monsieur Gendre a obtenu l'autorisation de diviser la parcelle en trois lots, deux lots étant destinés à recevoir une maison individuelle, le troisième lot correspondant à l'emprise concernée par le projet d'élargissement de la voie.

La rue de l'Aiguelongue est concernée par un plan d'alignement approuvé le 3 juillet 1969, annexé au plan local d'urbanisme (PLU).

Au droit de la propriété de la SARL Villa Maria, la rue de l'Aiguelongue doit être élargie à 15 m d'emprise pour permettre notamment la création d'un trottoir inexistant à cet endroit.

Dans ce contexte, il s'agit d'acquérir la nouvelle parcelle correspondant à l'élargissement de voirie, cadastrée BM 410 et d'une superficie de 78 m<sup>2</sup>, au prix de 60 €/m<sup>2</sup>, soit un montant total de 4 680 €.

Sur l'emprise à acquérir se situe un bâti, élevé sur deux niveaux. Monsieur Gendre propose de procéder à sa démolition évaluée à 50 000 €. Enfin, le déplacement de la clôture, normalement à la charge de la Ville, sera géré par le propriétaire avec un dédommagement de 5 320 €.

Au total, le coût de cette acquisition s'élève à donc 60 000 €, montant disponible au budget de la Ville, sur la ligne « acquisition terrain » à hauteur de 4 680 € et sur la ligne « travaux suite acquisition » à hauteur de 55 320 €.

Monsieur Gendre, gérant de la SARL, a accepté les termes de cette négociation « pour solde de tout compte » et s'engage à laisser libre, dépourvue de tous gravats, et mise à niveau au seuil de la voie actuelle, la bande de terrain qui sera cédée à la Ville.

L'étude notariale SCP Violla Dossa, en charge des intérêts de Monsieur Gendre, sera saisie de la rédaction de l'acte notarié aux frais de la Ville.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'acquérir la parcelle cadastrée BM 410 de 78 m<sup>2</sup> au prix de 60 €/m<sup>2</sup>, soit un montant total de 4 680 €, afin de contribuer à la réalisation de l'élargissement de la rue de l'Aiguelongue ;

- de prévoir le versement d'un dédommagement d'un montant total de 55 320 € au profit de la SARL Villa Maria compte tenu des travaux pris en charge par le vendeur ;
- de saisir l'étude de notaires SCP Vialla Dossa pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

***Pour : 62***

***Contre :***

***Abstentions :***

***Adopté à l'unanimité.***

## **12- Foncier** **Acquisition parcelle AP 365** **Allée Monte-Cinto** **Résidence Le Monte-Cinto »**

La résidence Monte-Cinto a été aménagée en bordure de l'allée Monte-Cinto, sur une unité foncière constituée de deux parcelles cadastrées AP 364 et AP 365.

La parcelle AP 365, à usage de voirie, est couverte par l'emplacement réservé C157 du plan local d'urbanisme (PLU), qui marque notamment la volonté de la collectivité d'intégrer l'allée Monte-Cinto et la rue de l'Espinouse dans le domaine public communal.

Par vote favorable de son assemblée générale du 9 septembre 2008, le syndicat des copropriétaires de la résidence Monte-Cinto, propriétaire de la parcelle AP 365, a sollicité la commune en vue de la cession de cette emprise de voirie, à l'euro symbolique.

Maître Vincent CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, en charge des intérêts du syndicat des copropriétaires de la résidence Monte-Cinto, procèdera à la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais de la Ville.

### **En conséquence, il vous est proposé :**

- d'acquérir à l'euro symbolique, la parcelle AP 365 d'une superficie de 895 m<sup>2</sup>, couverte par l'emplacement réservé C157 du PLU, en vue du classement dans le domaine public communal d'une portion de la voie dénommée « allée Monte-Cinto » ;
- de saisir Maître Vincent CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

***Pour : 62***

***Contre :***

***Abstentions :***

***Adopté à l'unanimité.***

## **13- Conventions temporaires et promesse de bail relatives à l'occupation** **du terrain de sport de la Pierre Rouge** **Ville de Montpellier**

## **Société SOGEPROM SUD REALISATIONS**

### **Société Enclos Saint François de la Pierre Rouge**

Par délibération en date du 22 mai 2014, le Conseil municipal a autorisé la signature d'un protocole d'accord tripartite entre la société de l'ENCLOS SAINT FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE, la société SOGEPROM SUD REALISATIONS et la VILLE ayant pour objet de contracter diverses obligations entre les trois partenaires visant à garantir un nouvel équilibre entre la réalisation d'ensembles immobiliers et le maintien d'équipements sportifs ouverts au public dans le quartier des Beaux-Arts – Pierre Rouge.

Au titre de cette convention, la Ville doit bénéficier d'une mise à disposition du terrain de sport cadastré CD 739p en son état actuel (vestiaires compris), situé rue Beauséjour. A terme, la Ville bénéficiera d'une mise à disposition puis d'un bail emphytéotique pour ce même équipement sportif, une fois celui-ci réaménagé.

Ces trois conventions, entrant en vigueur de façon successive, vous sont proposées de façon conjointe en vue d'une signature immédiate et concomitante permettant de garantir la continuité de l'occupation du terrain de sport et des vestiaires pour la Ville et ses usagers, excepté bien sûr pendant la période de réalisation des travaux de réaménagement de ces équipements.

1/ S'agissant du terrain de sport en son état actuel, en exécution des articles 1.2 et 2.2 du protocole d'accord, la société SOGEPROM SUD REALISATIONS, missionnée pour réaliser les travaux par la société de l'ENCLOS SAINT FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE propriétaire, octroie à la Ville une autorisation de sous-occupation temporaire à titre gratuit de la parcelle cadastrée CD 739p à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014 et jusqu'au démarrage des travaux d'aménagement dudit terrain de sport et de la réfection ou de la reconstruction des vestiaires.

Cette sous-occupation temporaire vise à permettre pour les habitants du quartier une utilisation a minima de l'équipement avant travaux, son état dégradé ne permettant techniquement pas une utilisation optimale, scolaire ou associative structurée.

Le projet de convention de sous-occupation temporaire joint en annexe en précise les conditions.

2/ Dès l'équipement sportif réaménagé par la société SOGEPROM SUD REALISATIONS, et en tout état de cause avant le 31 décembre 2015, la société de l'ENCLOS SAINT FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE reprendra la pleine disposition du terrain d'assiette en question et devra elle-même conférer à la Ville une convention de mise à disposition temporaire du site.

L'équipement sera alors en mesure d'être utilisé pleinement conformément à son objet. Rappelons que les travaux visent à reconstituer un terrain de sport homologué a minima à la norme U13 au titre de la pratique en compétition officielle du football, clôturé, éclairé, et à remettre en état, voire reconstruire intégralement, des vestiaires.

La Ville devra assurer la prise en charge de tous impôts et taxes et les charges d'entretien courant du bien et verser, au vu de l'avis de France Domaine, un loyer de 20 000 € annuels indexés sur l'indice BT 01, en exécution de l'article 2.1 du protocole.

En exécution également du protocole signé, l'utilisation du bien sera partagée pour satisfaire les besoins de la Ville, des associations, des habitants du quartier, et les besoins des établissements scolaires privés sous contrat en lien avec la société de l'ENCLOS SAINT FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE. Ces derniers bénéficieront de l'usage du stade 5 jours par semaine sur les seules périodes scolaires, les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 8 heures à 17 heures et les mercredis de 8 heures à 13 heures.

Ladite convention est jointe en annexe 2 à la présente délibération.

3/ Dans un troisième et dernier temps, dès lors que la Ville aura accompli l'intégralité de ses propres obligations au titre du protocole, conformément à l'article 2.1 de ce document, la société de l'ENCLOS SAINT FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE lui confèrera un titre pérenne pour une durée de 18 ans, sous la forme d'un bail

emphytéotique, dont la société s'engage toutefois dès aujourd'hui à assurer la délivrance au titre de la promesse de bail emphytéotique jointe en annexe 3 à la présente délibération.

Le bail définitif devra être réitéré après la levée de certaines conditions suspensives notamment relatives à l'octroi des autorisations d'urbanisme par la Ville purgées de tout recours concernant les ensembles immobiliers définis dans le protocole d'accord qui encadre ces conventions d'application.

La redevance annuelle au titre du bail sera également de 20 000 € annuels indexés sur l'indice BT 01 connu au 1<sup>er</sup> janvier 2016 au vu de l'avis de France Domaine.

La Ville devra également assurer la prise en charge de tous impôts et taxes, des charges d'entretien du bien, y compris les grosses réparations conformément à la réglementation applicable à ce type de contrat encadré par le code rural et de la pêche maritime.

Elle bénéficiera en contrepartie d'un titre pérenne, constitutif de droits réels.

Les autres dispositions, notamment d'usage partagé du bien, d'ores et déjà applicables à la précédente convention de mise à disposition, demeureront applicables au bail.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de la convention de sous-occupation temporaire consentie à la Ville par la société SOGEPROM SUD REALISATIONS, jointe en annexe dont les conditions essentielles ont été présentées ci-avant ;
- d'approuver les termes de la convention de mise à disposition temporaire consentie à la Ville par la société de l'ENCLOS SAINT FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE jointe en annexe dont les conditions essentielles ont été présentées ci-avant ;
- d'approuver les termes de la promesse de bail emphytéotique consentie à la Ville par la société de l'ENCLOS SAINT FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE jointe en annexe dont les conditions essentielles ont été présentées ci-avant ;
- d'autoriser en conséquence la signature des trois conventions jointes en annexe ainsi que du bail emphytéotique définitif qui devra être réitéré par acte notarié conformément aux termes de la promesse de bail jointe, sous réserve de la levée des conditions suspensives convenues ;
- de dire que Me Philippe ANDRIEU, notaire à Montpellier, désigné par la société de l'ENCLOS SAINT FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE, sera chargé de la réitération des actes et conventions ;
- de dire que tous les frais de passation et accessoires de la convention de sous-occupation temporaire consentie à la Ville par la société SOGEPROM SUD REALISATIONS seront à la charge exclusive de la société SOGEPROM SUD REALISATIONS ;
- de dire que tous les frais de passation et accessoires de l'ensemble des autres actes et conventions consenties à la Ville par la société de l'ENCLOS SAINT FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE seront à la charge exclusive de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire. |

**Monsieur le Maire :** Il s'agit de l'accord avec la Pierre Rouge pour le stade du père Prévost.

**Djamel BOUMAAZ :** Lors du dernier conseil municipal du 22 mai 2014, nous avons tous voté le point n° 4, et ce, bien sûr, à l'unanimité pour vous donner l'autorisation de signature du protocole d'accord tripartite, entre la ville, la société Enclos Saint François de la Pierre Rouge et la société Sogéprom. Il y avait ceux qui s'en étaient réjoui, ceux qui avaient retrouvé la raison et leurs couleurs, ceux qui s'étaient félicité et ceux qui n'en disaient rien.

Aujourd'hui, vous nous présentez à l'ordre du jour les conventions temporaires et promesse de bail relatives à l'occupation du terrain de sport de la Pierre Rouge entre les tripartites, suite logique de la dernière délibération.

Avant de nous prononcer sur ce point, Monsieur le Maire, et d'entériner avec vous l'une de vos propositions électorales, qui vous tient tant à cœur – et on peut le comprendre, c'est votre quartier !

**Monsieur le Maire :** Ce n'est plus mon quartier, Monsieur BOUMAAZ. Maintenant, c'est Madame DRAY-FITOUSSI qui est conseillère générale du troisième canton. Mon quartier, c'est Montpellier.

**Djamel BOUMAAZ :** Un lieu où vous avez grandi et qui vous a grandi, un lieu qui vous a tout appris, un lieu qui vous a réélu maintes fois.

**Monsieur le Maire :** Monsieur BOUMAAZ, je n'ai jamais été à l'école à la Pierre Rouge. J'étais aux Aiguerelles, puis au lycée Joffre, dans l'école publique tout le temps.

**Djamel BOUMAAZ :** C'est pour cela, Monsieur le Maire, que je me permets de vous rappeler que si nous sommes là, ici, présents dans cet hémicycle, ce n'est que la résultante de la décision du peuple, des citoyens et des véritables Montpelliérains. Aujourd'hui, vous n'êtes plus Philippe SAUREL, candidat à la mairie de Montpellier mais désormais le Maire de Montpellier.

**Monsieur le Maire :** Monsieur BOUMAAZ, quand on fait de la politique, on est tout le temps candidat. Sinon, on s'endort, et les citoyens ne souhaitent pas que l'on s'endorme. Nous ne nous endormons pas, depuis trois mois que nous sommes élus : la régie publique de l'eau, 0 % d'augmentation d'impôt à la ville, 0 % d'augmentation à l'agglomération, la quatrième ligne de tram, les rythmes scolaires, les tramways à 1 €, la diminution des abonnements pour les jeunes, le stade du père Prévost, les mariages à Grammont, et bientôt la métropole... Trois mois, Monsieur BOUMAAZ, vous croyez que je m'endors ! Excusez-moi, je vous ai interrompu.

**Djamel BOUMAAZ :** Aujourd'hui, vous n'êtes plus Philippe SAUREL, candidat à la mairie de Montpellier mais désormais le Maire de Montpellier, l'une des plus belles villes de France. Alors même si cette bataille fratricide que vous avez gagnée et qui perdure encore, qui de fratricide est passé à parricide, nous l'avons tous constaté lors du dernier conseil, cette bataille vous l'avez gagnée avec des soldats, et de bons soldats. Soldats que je salue, et comme le disait Bonaparte, repris par Platini : « Les batailles se gagnent avec de bons soldats et de la chance ». Cette chance, vous l'avez eue et vous l'avez encore, vous l'avez eue grâce à un contexte national – partir avec l'étiquette PS, c'est partir avec un boulet...

**Monsieur le Maire :** Laissez-moi défendre cette famille politique dont je viens et que je ne renie pas. Ce n'est pas la peine d'enfoncer le clou, Monsieur BOUMAAZ, il faut bien qu'il y en ait un qui défende la maison !

**Monsieur BOUMAAZ :** Il valait mieux endosser le costume d'un élu exclu du PS, c'était tendance, c'était antisystème et c'était toujours bon à prendre. Une recette qui marche, merci Georges !

Vous l'avez eue aussi grâce à la liste de France JAMET. Imaginez-vous, Monsieur le Maire, si France n'était pas au second tour, une triangulaire et de gros points d'interrogation. Merci France !

Et vous l'avez encore, cette chance, Monsieur le Maire, elle vous suit, et peut-être jusqu'en 2015, qui sait ? Alors ne la gâchez pas ! Ne gâchez pas cette chance que vous avez d'être le Maire de tous les Montpelliérains, et que cette ferveur qui vous anime en tant que candidat pour défendre les enfants du quartier des Beaux-Arts et sauver leur stade, soit la même ferveur qu'en tant que Maire vous mettez à défendre tous les enfants de Montpellier, et plus particulièrement les plus démunis, comme ceux du quartier de la Paillade, par exemple, quartier qui malgré toutes les subventions qui y sont versées, se dégrade jour après jour en termes de chômage, d'insécurité ou de lien social. C'est pour cela que je vous demande, à vous et à votre équipe, de bien vouloir avoir la même attention et la même ferveur sur le dossier du stade des Tritons, qui pourrait être amené à disparaître dans un futur assez proche. Je vous remercie par avance pour ses enfants, pour ses citoyens qui vous ressemblent.

**Monsieur le Maire :** Monsieur BOUMAAZ, sur le stade des Tritons, j'ai demandé à Monsieur ABERT et à ses services de procéder à l'analyse et de nous rendre compte en Conseil municipal. En effet, il est fondamental de pouvoir récupérer un terrain de football, au pied de cités populaires quelles qu'elles soient, à la Paillade, à Saint-Martin, dans le quartier des Beaux-Arts, pour les enfants du quartier et pour les clubs.

Monsieur ABERT, qui est chargé du dossier, vous fera une réponse au prochain conseil municipal sur le stade des Tritons.

***Pour : 62***

***Contre :***

***Abstentions :***

***Adopté à l'unanimité.***

*M. COUSQUER entre en séance.*

**14- Port Marianne - Richter**  
**Cession de la parcelle cadastrée SA 236**  
**aux sociétés Proméo Patrimoine et Evolis Promotion**  
**Projet immobilier "L'Arbre Blanc"**  
**rue Vendémiaire - Place Christophe Colomb**

Par délibération du 25 mars 2013, le Conseil municipal a décidé de mettre en vente publique la parcelle cadastrée SA 236 d'une superficie d'environ 2537 m<sup>2</sup> (arpentage en cours) située en bordure de la rue Vendémiaire et de la place Christophe Colomb, dans le quartier Port Marianne-Richter. Une consultation de promoteurs/architectes a été organisée sur la base d'un cahier des charges de mise en vente en vue de la réalisation d'une tour-signal par un groupement privé sur cette assiette foncière.

Le comité de sélection prévu par le cahier des charges de consultation, composé, outre des représentants de la Ville, de personnalités qualifiées telles l'architecte des bâtiments de France, le président de l'ordre régional des architectes et le président du conseil consultatif du quartier Port Marianne, s'est réuni le 21 février 2014.

Le comité a émis un avis sur les projets de trois équipes présélectionnées et a établi un classement suivant les critères établis par le règlement de la consultation.

L'équipe constituée du cabinet d'architecture japonais Sou Fujimoto, des agences Nicolas Laisne et Oxo, des promoteurs Proméo Patrimoine et Evolis Promotion a été désignée lauréate pour le projet dénommé « l'Arbre Blanc ».

La commission consultative des cessions immobilières, réunie le 4 juin 2014, a également émis un avis concordant en vue de la cession aux sociétés Proméo Patrimoine et Evolis Promotion du terrain d'assiette de la Ville pour la réalisation de cette opération de promotion immobilière privée.

Ce projet très innovant au niveau architectural comprend synthétiquement :

- le développement d'une surface de plancher de 10 200 m<sup>2</sup>, dont 8756 m<sup>2</sup> de logement et 1444 m<sup>2</sup> de commerces et bureaux, en R+17 pour une hauteur totale d'environ 56 mètres ;
- 120 logements et 152 places de stationnement en sous-sol ;
- un restaurant en rez-de-chaussée et R+1 ;
- un bar panoramique sur le toit-terrasse accessible au grand public ;
- un espace d'exposition d'œuvres d'art en rez-de-chaussée.

L'acte de vente du terrain sera conditionné à l'octroi du permis de construire, dont le dépôt est envisagé par le pétitionnaire à la fin de l'année 2014.

Un compromis de vente devra préalablement être signé avec l'acquéreur, les sociétés Proméo Patrimoine et Evolis Promotion ou toute autre société substituée à elles mais dont elles demeureront obligatoirement actionnaires, avant la réitération de l'acte authentique qui est prévue à la fin de l'année 2015.

Les conditions particulières de l'acte de vente prévoient notamment la prise en charge par l'acquéreur de la démolition du bâtiment existant, du dévoiement des réseaux existants sur la parcelle et de l'intégration des

installations de radiotéléphonie situées sur le pylône voisin implanté sur la parcelle cadastrée SA 112, propriété de la Ville.

Par ailleurs, le projet comporte un espace de circulation piétonne et publique largement ouvert jusqu'en pied du futur bâtiment. En conséquence, une servitude de passage public sera constituée au profit de la Ville sur la parcelle cadastrée SA 236.

Certains compléments d'études techniques doivent être engagés préalablement au dépôt de la demande de permis de construire et une pré-commercialisation rapide est programmée par l'acquéreur.

En conséquence, une entrée en possession anticipée du bien, sur la base du compromis de vente et avant réitération de l'acte définitif, est envisagée.

L'offre de prix proposée par les promoteurs Proméo Patrimoine et Evolis Promotion est de 4 000 000 € HT. Ce montant est conforme au prix fixé par la Ville dans le cahier des charges de consultation, au vu de l'avis des services fiscaux du 24 janvier 2013, évalué à 420 €/m<sup>2</sup> la surface de plancher pour les logements et à 220 €/m<sup>2</sup> la surface de plancher pour les commerces et les bureaux.

Si lors de l'instruction du permis de construire, il devait s'avérer qu'une surface de plancher majorée ou minorée par rapport à la surface prévue dans l'offre devait être octroyée, et au-delà d'une marge de 6,5 %, il en sera tenu compte pour la détermination du prix de vente définitif.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'autoriser la vente aux sociétés Proméo Patrimoine et Evolis Promotion, et à toute autre société partiellement substituée à elles, de la parcelle bâtie cadastrée SA 236 d'une superficie d'environ 2537 m<sup>2</sup> (arpentage en cours) au prix de 4 000 000 € HT, étant convenu que si les droits à construire octroyés par le permis de construire sont supérieurs ou inférieurs à une marge de 6,5 % de la surface de plancher prévue dans l'offre, soit 8756 m<sup>2</sup> de surface de plancher pour logement et 1444 m<sup>2</sup> de surface de plancher pour commerces et bureaux, le prix de vente sera majoré ou minoré en fonction du nombre de m<sup>2</sup> de surface de plancher réels à réaliser en dépassement ou en réduction du programme prévu ;
- d'approuver la constitution d'une servitude de passage public pour les piétons au bénéfice de la Ville sur la parcelle cadastrée SA 236 au niveau de l'espace environnant le futur bâtiment ;
- de dire que le compromis de vente et l'acte authentique de vente seront rédigés par Maître André BONNARY, notaire à Montpellier, aux frais de l'acquéreur ;
- d'autoriser l'acquéreur à prendre possession de la parcelle cadastrée SA 236 sur la base du compromis de vente avant réitération de l'acte authentique ;
- d'autoriser la Ville à faire recette du montant de cette vente ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Madame JANNIN ?

**Stéphanie JANNIN :** La délibération concerne la vente d'une parcelle appartenant au patrimoine de la ville, aux sociétés Proméo Patrimoine et Evolis Promotion en vue de réaliser l'opération « L'Arbre blanc », conçue par l'architecte japonais Sou Fujimoto, associé aux architectes parisiens Nicolas Laisné et OXO. Sur cette parcelle située au bord du Lez, au niveau du quartier Richter, sera érigée une tour de 17 étages accueillant un programme mixte de commerces, bureaux, logements, espaces d'exposition d'œuvres d'art ainsi qu'un bar panoramique sur le toit-terrasse du bâtiment, qui sera accessible au grand public, le tout dans un objectif de développement durable affirmé.



La parcelle est cédée pour un prix de 4 M€ HT, prix de vente élevé, lié au caractère exceptionnel du projet proposé et à la constructibilité donnée par la Ville. Après avoir pris connaissance de ce dossier, largement engagé dans le précédent mandat, j'ai rectifié deux points qui pouvaient encore l'être : un point technique concernant un important réseau d'évacuation d'eau de pluie passant sur cette parcelle, et dont le coût de dévoiement de plusieurs dizaines de milliers d'euros n'avait pas été pris en compte dans la négociation avec les promoteurs par mon prédécesseur – je remercie à ce sujet les services qui ont, à ma demande et très rapidement, trouvé les solutions techniques et juridiques permettant de ne pas amputer le gain initialement annoncé ; un point programmatique également, en ayant l'engagement de la part des porteurs de projet qu'ils prévoient dans l'espace artistique un atelier destiné à des artistes locaux qui pourront s'y installer en résidence pendant quelques semaines pour y produire une œuvre, afin de faire rayonner le projet, non pas dans les revues, mais bel et bien dans la ville. Concernant un certain nombre de points vertueux de ce projet tel qu'il est présenté aujourd'hui, tel que l'accès au grand public de la toiture-terrasse, ou encore la haute ambition architecturale du bâtiment, notamment dans sa matérialité, je veillerai personnellement à l'adéquation entre projet proposé et bâtiment effectivement commercialisé durant tout la durée des études. Je le précise car cela n'a pas été fait pour la première folie de la Lironde, qui a évolué au stade du permis de construire vers un bâtiment relativement banal, dont la toiture-terrasse est devenue privative, c'est-à-dire non accessible aux Montpelliérains, perdant ainsi largement de son attrait pour nos concitoyens.

Ces détails réglés, Monsieur le Maire et moi-même avons donc décidé de maintenir le projet de l'Arbre blanc, afin de ne pas compromettre la recette importante prévue, ce qui, il faut le dire, constitue son principal intérêt pour les Montpelliérains. Cependant, je saisis ici l'occasion d'évoquer le projet global d'idées-folies dans lequel s'inscrivait cette opération. Une dizaine de projets de ce type, comme vous le savez sans doute, étaient prévus sur l'ensemble de la ville : une première dans le quartier de la Lironde, actuellement en cours de commercialisation ; la seconde étant l'Arbre blanc.

Le modèle économique des folies est basé sur la cession par la ville de terrains stratégiques pour réaliser des projets exceptionnels, c'est-à-dire réservés à une frange privilégiée de la population, principalement des acquéreurs extérieurs, voire étrangers, qui achètent les logements pour un prix de sortie d'environ 5 000 €/m<sup>2</sup>. A l'heure où le marché est atone, il est justement primordial de faire l'inverse, c'est-à-dire de baisser les prix de sortie pour encourager les investisseurs, faciliter l'accès aux acheteurs locaux, dont le pouvoir d'achat est, il est vrai, faible, et enfin favoriser l'emploi.

Concernant l'emploi, j'ouvre également une parenthèse : il faut préciser que le projet initial prévoyait de faire intervenir un architecte de renommée internationale associé à un jeune architecte montpelliérain. Pour des raisons que j'ignore, aucun architecte local ne fait partie des équipes de maîtrise d'œuvre des folies Lironde et Richter. La mise en avant de professionnels locaux annoncée au lancement des folies est donc restée à l'état de promesse. Je ferme la parenthèse.

L'appel d'offres pour la folie du quartier Ovalie – la folie suivante –, lancé début 2014, n'a pu être pris en compte, fautes d'offres solides, montrant donc très rapidement la limite du modèle économique proposé, auquel les acteurs locaux ne pouvaient tout simplement plus répondre. Considérant qu'il est de notre devoir d'élu de prendre soin des Montpelliérains, en apportant des réponses concrètes adaptées à leurs préoccupations, et considérant qu'on ne construit pas un projet urbain solide avec d'un côté 50 % de logement sociaux et de l'autre des ghettos pour personnes riches, nous avons, Monsieur le Maire et moi-même, décidé de stopper cette série de projets de communication, anecdotiques, en décalage avec la réalité de notre marché local, dont on ne peut faire l'économie de le comprendre dans sa complexité.

**Monsieur le Maire :** Merci, Madame JANNIN. Quelqu'un souhaite-t-il s'exprimer sur cette affaire ?

*Pour : 60*

*Contre :*

*Abstentions : 3*

*Adopté à l'unanimité.*

## **15- Foncier**

### **Mise en vente d'un terrain à bâtir**

#### **(Parcelle CE n° 64)**

## **55 avenue François Delmas**

La Ville est propriétaire d'un terrain à bâtir d'une superficie de 887 m<sup>2</sup> située 55 avenue François Delmas, classé en zone urbaine 2U1-9 du plan local d'urbanisme et cadastré CE n°64.

Cette parcelle, anciennement occupée par une station-service, a été acquise par voie de préemption en 1990, parce que située dans l'emprise d'un emplacement réservé inscrit au plan local d'urbanisme pour la création d'une voirie permettant la liaison entre l'avenue François Delmas et l'avenue Saint-Lazare.

Le projet de voirie ayant été abandonné, la Ville a accepté de louer ce terrain aux propriétaires des restaurants « Le Jardin des Sens » et « La Compagnie des Comptoirs », pour y aménager un espace de stationnement en liaison avec leur activité.

L'occupant a informé la Ville de son intention de libérer le terrain, aménagé en aire de stationnement, prochainement.

La Ville n'ayant a priori pas de projet d'équipement public sur cette emprise, il paraît opportun, dans le cadre d'une saine gestion du patrimoine communal, de mettre en vente ce terrain pouvant accueillir un projet immobilier.

Il est proposé la mise en vente de ce bien dans le cadre d'une vente publique selon les modalités habituelles suivies par la Ville en la matière, afin de sélectionner un projet de construction immobilière de qualité conforme à la réglementation du plan local d'urbanisme et présentant une bonne insertion dans l'environnement.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser la Ville à procéder à la mise en vente publique du terrain situé 55 avenue François Delmas et cadastré CE n°64,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

***Pour : 63***

***Contre :***

***Abstentions :***

***Adopté à l'unanimité.***

## **16- Vente d'un immeuble situé 21, rue Saint-Antoine Parcelle cadastrée IZ 355**

Par délibération du Conseil municipal du 17 juin 2013, la Ville a décidé la mise en vente publique, sur cahier des charges, d'un immeuble cadastré IZ 355 situé 21, rue Saint-Antoine au prix plancher de 50 000 € HT pour une superficie cadastrale de 75 m<sup>2</sup>, représentant environ 100 m<sup>2</sup> de superficie habitable.

Après une première mise en vente infructueuse en janvier 2014, le bien a été remis en vente après publication dans la presse et quatorze dossiers ont été retirés. Trois propositions d'acquisition ont été déposées.

La commission consultative des cessions immobilières qui s'est réunie le 4 juin 2014 a émis un avis favorable à la proposition de M. Pierre-Jean FLORIS, conforme aux dispositions du cahier des charges :

- prix d'acquisition d'un montant de 76 000 €, supérieur au prix-plancher de 50 000 € HT,

- réhabilitation de la construction en vue de son aménagement en résidence principale représentant une superficie habitable d'environ 100 m<sup>2</sup>.

M. FLORIS, demeurant actuellement au 37, rue Tour Gayraud à Montpellier, envisage les aménagements suivants :

- au rez-de-chaussée : un espace de vie, une cuisine et des sanitaires pour une superficie de 54 m<sup>2</sup> auxquels s'ajoute une cour de 13 m<sup>2</sup> ;
- à l'étage : trois chambres de 10 m<sup>2</sup>, un bureau de 9,23 m<sup>2</sup> et des sanitaires de 8 m<sup>2</sup> pour une superficie de 48 m<sup>2</sup>.

Ce projet de réhabilitation est étayé par un descriptif de travaux de grande qualité mettant l'accent sur le respect des caractéristiques de ce bâti ancien. Les éléments architecturaux sont conservés et mis en valeur en utilisant les techniques et savoir-faire traditionnels. Le devis fourni est celui d'une entreprise reconnue et ayant démontré ses compétences dans la restauration de monuments historiques.

Au plan financier, le montant prévisionnel total du projet est évalué par l'acquéreur à 247 180 €, soit 76 000 € HT pour l'acquisition, hors frais, et 161 753 € TTC de travaux.

M. FLORIS finance le projet par un apport personnel à hauteur de 67 180 € et un prêt bancaire d'un montant de 180 000 € comprenant une partie de l'acquisition, les frais et les travaux.

Un compromis de vente avec versement d'un dépôt de garantie d'un montant de 12 % du prix de la vente sera signé. L'acte de vente sera réitéré par les parties après l'obtention du permis de construire.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser la vente par la Ville de Montpellier à Monsieur Pierre-Jean FLORIS de l'immeuble cadastré IZ 355 situé 21, rue Saint-Antoine au prix de 76 000 € HT ;
- de dire que la vente sera réitérée par acte authentique rédigé par le notaire de l'acquéreur à ses frais ;
- d'autoriser la Ville à faire recette du montant de cette vente ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

*Pour : 63*

*Contre :*

*Abstentions :*

*Adopté à l'unanimité.*

## **17- Classement de voies privées dans le domaine public communal**

### **Rue du Docteur Roux**

#### **Retrait partiel de la délibération du conseil municipal du 21 décembre 2006**

Par délibération du conseil municipal en date du 21 décembre 2006, la Ville de Montpellier a voté le principe du classement dans le domaine public communal de la rue du Docteur Roux, voie privée.

Ce classement n'a pas pu être effectué depuis lors, compte tenu notamment de l'absence de propriétaire titré sur le bien. De longues recherches et démarches ont été réalisées par une étude notariale, qui sont restées encore à ce jour sans succès.

Dans ce contexte, le classement dans le domaine public de la rue du Docteur Roux et sa remise en état complète par la Ville ne paraît pas envisageable.

Aussi, il convient de procéder au retrait partiel de la délibération du conseil municipal du 21 décembre 2006 pour ce qui concerne les seules décisions relatives à la rue du Docteur Roux.

**En conséquence, il vous est proposé :**

- de retirer partiellement les décisions prises par la délibération du conseil municipal du 21 décembre 2006 en ce qui concerne la seule rue du Docteur Roux ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. |

***Pour : 63***

***Contre :***

***Abstentions :***

***Adopté à l'unanimité.***

## **18- MONTPELLIER GRAND CŒUR**

### **Opération programmée d'amélioration de l'habitat**

#### **Attribution de subventions**

Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après validation du programme de travaux, ou contrôle des travaux, réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont engageables :

- Synd Cop Amarger Université chez M. AMARGER Bernard, 42 rue Université (parties communes) – <i>complément</i>	155,71 €
- SYNDIC COPRO 6 BD RENOUVIER, Hugon Redon (parties communes)	1.782,00 €
- Mme Christine QUIEVREUX CHADELAS, 6 bd. Renouvier (propriétaire occupant)	114,05 €
SDC Travaux 2 rue S. Bourdon (parties communes)	4.000,00 €
SDC 19 rue Rigaud, OTI syndic (parties communes)	4.000,00 €
4 rue Serane, chez M. BOSC (parties communes)	4.000,00 €
Copropriété 36 rue Bourrely, Cabinet HUGON REDON (parties communes)	937,64 €
<b>Total :</b>	<b>14.989,40 €</b>

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de ces OPAH, le versement de la subvention engagée ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle des travaux réalisés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser le paiement de ces subventions d'un montant total de 14.989,40 € correspondant à 7 immeubles listés ci-dessus,

- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Fonction 824 / Chapitre 908),
- d'autoriser le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

***Pour : 60***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Adopté à l'unanimité.***

## **19- MONTPELLIER GRAND COEUR**

### **Ravalement obligatoire des façades**

#### **Attribution de subventions**

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Cœur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009, du 22 juin 2009, du 13 décembre 2010 et du 23 juillet 2012.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, la subvention suivante est attribuable :

M. ou Mme Jean-Luc JULLIEN, 5 rue Saint Etienne (solde de la subvention plafonnée)	500,00 €
Copro. Résidence ELOY, S/C Cabinet PECOUL, 1 rue Achille Bégé (solde de la subvention)	6.170,87 €
SCI DU 3 RUE ROUDIL (solde de la subvention)	2.992,35 €
M. BIMAR Alain, 5 rue de la Sauzède (solde de la subvention)	2.253,39 €
STE ZAMMIY SA, (maison) 21 rue Ernest Michel	9.146,23 €
SDC Le Longjumeau Res Le Longjumeau c/O COGESIM, 25 rue Ernest Michel (plafond de la subvention)	5.088,00 €
Mme Julia FRANCES, 4 avenue d'Assas	4.007,69 €
Mme Pierrette BONIJOL, 3-5 rue Reynes	668,14 €
Gerance Immeuble Assas, Mme FOURCADE Nicole, 6 avenue d'Assas	7.700,97 €
<b>Total :</b>	<b>38.527,64 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser le paiement des subventions d'un montant total de 38.527,64 € correspondant aux 9 immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Chapitre 908),
- d'autoriser le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

***Pour : 60***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Adopté à l'unanimité.***

## **20- MONTPELLIER GRAND COEUR**

### **Campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités**

#### **Attribution de subvention**

Dans le cadre de la campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités mise en place dans le centre historique, des subventions peuvent être attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur vitrines et enseignes, dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, dans des objectifs de qualité urbaine et de renforcement de l'attractivité marchande du cœur de ville.

Instaurée par la délibération du 29 mai 2012 n°2012/284, et étendue par la délibération du 17 juin 2013 n°2013/237 élargissant le périmètre, cette campagne est conduite en partenariat avec le FISAC (Fonds national d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) afin de renforcer l'efficacité du dispositif.

La subvention de la Ville et du FISAC s'élève à 35% du montant hors taxe (HT) des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre, dont 15% sont apportés par le FISAC et 20% par la Ville de Montpellier (avec un plafond maximal subventionnable de 14.000 € HT et un plafond total de subvention de 4.900 €).

Après validation du programme de travaux réalisée par l'équipe chargée du dispositif au sein de la mission Grand Cœur et de la Chambre de commerces et d'industrie de Montpellier, associée à l'animation de cette campagne, les subventions suivantes sont attribuables :

SKYLINE SARL, enseigne « COLOMBUS CAFE », gérant Laurent BOUGER, 28 rue Foch	<b>4 721,50 €</b>
<i>Dont Part Ville :</i>	<i>2 698,00 €</i>
<i>Part Etat (FISAC) :</i>	<i>2 023,50 €</i>
SAS FERME LA, enseigne « CALLATE LA BOCA », gérant Mme DIAZ, 7 rue En Gondeau	<b>1 776,19 €</b>
<i>Dont Part Ville :</i>	<i>1 014,97 €</i>
<i>Part Etat (FISAC) :</i>	<i>761,22 €</i>

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de cette campagne d'aide à la requalification des devantures, le versement de ces subventions est ainsi proposé après visites de conformité des travaux réalisés en accord avec les autorisations préalables.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser le paiement des subventions pour un montant total de 6.497,69 € correspondant aux deux requalifications des locaux commerciaux listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville (CRB : 28500 - Chapitre 908),
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

***Pour : 60***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Adopté à l'unanimité.***

## **21- CONCOURS DE DEVANTURES ET D'ENSEIGNES sur les boulevards du Jeu de Paume, Ledru-Rollin et de l'Observatoire Attribution du premier prix**

Dans le cadre de la dynamisation et du développement de la qualité du commerce en centre-ville, le Conseil municipal dans sa séance du 04 mai 2007 a approuvé le lancement d'un concours de devantures et d'enseignes sur les boulevards du Jeu de Paume, Ledru Rollin et de l'Observatoire.

Ce concours de devantures commerciales sur les boulevards du Jeu de Paume, Ledru-Rollin et de l'Observatoire visait à inciter les commerçants à investir pour améliorer la qualité et l'image de leur activité et de leur rue. Il a eu lieu du 16 mai au 16 novembre 2007 ; deux candidats ont déposé un dossier de participation.

Le jury, composé d'élus de la Ville et de la CCI et de représentants d'organismes associés au regard de leurs compétences, a considéré les deux dossiers recevables, leurs projets de rénovation respectant le règlement du secteur sauvegardé et le règlement spécial de publicité.

Les critères d'évaluation des projets de rénovation de devantures étaient les suivants :

- Le respect et la mise en valeur architecturale du bâtiment et des éléments de décor, tels que : la composition de la devanture selon les principes de composition des étages, la conservation et mise en valeur des éléments de décors d'architecture, le traitement des encadrements maçonnés y compris les seuils, le traitement des menuiseries et des ferronneries, l'harmonie des couleurs ;
- La qualité d'intégration des éléments techniques, tels que les coffres de volets roulants, les stores bannes et pare-soleil, les climatiseurs et ventilations, les réseaux en façades (câbles France Télécom, EDF, télévision, réseaux câblés...), les descentes d'eaux pluviales ;
- La qualité et l'originalité des enseignes ;
- La qualité nocturne des commerces : la qualité des volets ou rideaux de fermeture des commerces, l'éclairage des devantures et de la vitrine en respectant le confort visuel des résidents et des piétons, l'harmonisation des couleurs et des teintes entre la vitrine et l'éclairage ;
- Les fonctionnalités, l'ergonomie, l'amélioration du service au client et de son confort (notamment accessibilité aux personnes à mobilité réduite, encombrement des accès, dimensionnement des ouvertures...).

Le règlement, adopté par la délibération du 04 mai 2007, prévoyait en premier prix une subvention municipale d'un montant équivalent à 50 % du montant des travaux de devanture et enseignes (travaux plafonnés à 30.000 € TTC).

Au regard des critères d'évaluation ci-dessus, il a été proposé d'attribuer le premier prix au projet de rénovation de la devanture du commerce "PERFORM Académie Coiffure" dont le gérant est M. Jean VALLON.

Après l'obtention de ce prix, les travaux ont été engagés. Ces derniers n'ayant pas été réalisés en conformité avec le dossier de concours, le prix n'avait pu être versé. Désormais, les travaux sont conformes, et nous vous proposons de régulariser cette demande de subvention.

Les travaux effectués de rénovation de la devanture et de l'enseigne du commerce "PERFORM Académie Coiffure", au regard des factures transmises, s'élèvent à 31.750,26 € TTC.

Le montant du premier prix à verser par la Ville au commerce "PERFORM Académie Coiffure" est donc de 15.000 € (soit 50% des travaux plafonnés à 30.000 € TTC).

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'attribuer à M. Jean VALLON, gérant du commerce "PERFORM Académie Coiffure", une subvention d'un montant de 15.000 €.
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville, Nature 20421 / Fonction 908.

***Pour : 60***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Adopté à l'unanimité.***

## **2- Evolution des postes d'enseignants dans les écoles publiques à la rentrée 2014**

Madame la Directrice académique des services de l'éducation nationale et Directrice des services départementaux de l'éducation nationale de l'Hérault informe la ville que compte-tenu des effectifs scolaires, et après avis du Comité Technique Spécial Départemental (CTSD) et consultation du Conseil Départemental de l'Education Nationale (CDEN) réunis le 24 avril 2014, il a été arrêté des mesures relatives aux ouvertures et fermetures de classes.

Madame la Directrice académique des services de l'éducation nationale demande au Conseil Municipal de se prononcer sur les ouvertures et fermetures suivantes et de prévoir en conséquence toutes les dispositions nécessaires pour assurer, avec le personnel adapté, l'accueil des élèves.

### **Ouverture de classes dans les écoles maternelles**

Ecole Geneviève BON	ouverture de la 9 <sup>ème</sup> classe
Ecole Francois MITTERRAND	ouverture de la 6 <sup>ème</sup> classe (fléchée allemand)
Ecole O. DE GOUGES	ouverture de la 6 <sup>ème</sup> classe (confirmation)
Ecole L Van BEETHOVEN	ouverture de la 5 <sup>ème</sup> classe (confirmation)
Ecole CHENGDU	ouverture de la 5 <sup>ème</sup> classe

### **Soit l'ouverture de 5 classes maternelles**

### **Ouverture de classes dans les écoles élémentaires**

Ecole A. COMTE	ouverture de la 4 <sup>ème</sup> classe (confirmation)
Ecole B.MORISOT	ouverture de la 10 <sup>ème</sup> classe
Ecole POTTIER	ouverture de la 13 <sup>ème</sup> classe (fléchée anglo-américain-confirmation)
Ecole BAUDELAIRE	ouverture de la 7 <sup>ème</sup> classe
Ecole MITTERRAND	ouverture de la 6 <sup>ème</sup> classe
Ecole RABELAIS	ouverture de la 13 <sup>ème</sup> classe
Ecole ROOSEVELT	ouverture de la 10 <sup>ème</sup> classe
Ecole O.DE GOUGES	ouverture de la 4 <sup>ème</sup> classe
Ecole V. SCHOELCHER	ouverture de la 15 <sup>ème</sup> classe
Ecole L. Van BEETHOVEN	ouverture des 2 <sup>ème</sup> et 3 <sup>ème</sup> classes
Ecole CHENGDU	ouverture de la 4 <sup>ème</sup> classe (confirmation) et de la 5 <sup>ème</sup> classe
Ecole GARIBALDI	ouverture de la 8 <sup>ème</sup> classe
Ecole M. de l'HOSPITAL	ouverture de la 7 <sup>ème</sup> classe

### **Soit l'ouverture de 15 classes élémentaires**

### **Aucune fermeture de classe dans les écoles maternelles**

### **Fermeture de classe dans les écoles élémentaires :**

Ecole ARMSTRONG	fermeture de la 11 <sup>ème</sup> classe
-----------------	--

### **Soit la fermeture d' 1 classe en élémentaire**



## **Ouvertures de Postes d'enseignants Spécifiques :**

### **- Création de Classes CLIS (Ecoles élémentaires)**

École M BLOCH                    ouverture d'une classe CLIS  
Ecole MERMOZ                    ouverture d'une classe CLIS

### **- 3 classes pour la Scolarisation des enfants de moins de trois ans.**

Ecoles maternelles COCTEAU, NERUDA et Dr ROUX.

### **- Plus de maîtres que de classes :**

Ecole ARMSTRONG                ouverture d'un poste  
Ecole SCHOELCHER                ouverture d'un poste  
Ecole L MALET                    ouverture d'un poste

### **- Postes REP+ (Réseau d'Education Prioritaires)**

Ecoles DAUBIE, ARMSTRONG et DELTEIL    ouverture d'un poste de titulaire remplaçant  
Ecoles BOULLOCHE, LOUISVILLE et SENGHOR : ouverture d'un poste de titulaire remplaçant.

**Soit la création de 10 postes spécifiques : 2 classes Clis, 3 classes pour la scolarisation des moins de trois ans, 3 postes « plus de maîtres que de classes », 2 postes de titulaires remplaçants en REP.**

Au titre du personnel dédié aux écoles, la ville prévoit la création de postes d'ATSEM (Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles) en fonction des ouvertures de classes en école maternelle ainsi que la création de postes d'agent technique permanent et d'animateur référent en fonction des ouvertures de classes en école élémentaire.

### **Après étude il est demandé au Conseil municipal :**

- d'émettre un avis favorable aux 20 ouvertures de classes en maternelles et élémentaires
- d'émettre un avis favorable à la création de 10 postes spécifiques (2 classes Clis, 3 classes pour la scolarisation des moins de trois ans, 3 postes « plus de maîtres que de classes », 2 postes de titulaires remplaçants en REP.)
- d'émettre un avis défavorable à la fermeture d'une classe à l'école Armstrong
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

***Pour : 63***

***Contre :***

***Abstentions :***

***Adopté à l'unanimité.***

## **23- Convention de financement entre la Ville de Montpellier et la Caisse des écoles dans le cadre de la plateforme de réussite éducative (PRE)**

Conformément aux orientations définies par la loi 2005-32 du 18 janvier 2005, dite loi de cohésion sociale, la Ville de Montpellier a décidé, par délibération du 20 décembre 2005, de choisir la Caisse des Ecoles comme structure juridique porteuse de la Plateforme de Réussite éducative (PRE).

La Caisse des Ecoles est ainsi l'organisme mutualisateur des crédits alloués par l'Etat, conformément à la convention financière d'attribution de subventions signée avec la DDCS, le 20 mai 2014 et avec la Ville de Montpellier, le 9 janvier 2014 (délibération du Conseil municipal du 16 décembre 2013).

Dans le cadre des actions qu'elle mène, la Caisse des Ecoles sollicite certains personnels de la Ville de Montpellier pour conduire des interventions auprès d'enfants accompagnés par la Plateforme de Réussite éducative. Elle est également amenée à utiliser des infrastructures et des services de la Ville pour son fonctionnement.

La Caisse des Ecoles et la Ville ont ainsi identifié les prestations mises à disposition de la Caisse des Ecoles et justifiant une contrepartie financière. Ces dispositions sont précisées dans la convention ci-jointe, soumise à l'approbation du conseil municipal.

Cette convention conclue pour l'année 2014 décline les interventions de la Ville relevant de la Plateforme de Réussite éducative, précise la nature de ces dépenses et prévoit les modalités de remboursement par la Caisse des Ecoles à la Ville.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'approuver la convention de financement jointe en annexe à la délibération, entre la Ville et la Caisse des écoles ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'adjointe à l'éducation, à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

*Pour : 60*

*Contre :*

*Abstentions : 3*

*Adopté à l'unanimité*

## **24- Mise en place d'un module préfabriqué école maternelle Wolfgang Amadeus Mozart - Demande de permis de construire**

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative et afin de procéder à un meilleur accueil et confort des élèves, la Ville de Montpellier a décidé de mettre en place un module préfabriqué à l'école maternelle Wolfgang Amadeus Mozart, afin de créer une bibliothèque d'environ 35m<sup>2</sup> pour un montant de 50 000 €.

Ce module préfabriqué sera implanté sur la parcelle de l'école, dans un espace non dédié aux élèves. Ainsi, la cour de récréation ne sera pas réduite.

La pose de ce module nécessite un permis de construire. Les travaux seront effectués dans le cadre du marché à bon de commande pour la pose de modules préfabriqués.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver le principe de la pose de modules préfabriqués ;
- D'autoriser le dépôt de dossier de demande de permis de construire auprès des services compétents ;
- De dire que la dépense est inscrite au BP 2014, section investissement, fonction 90211, nature 21312 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire

*Pour : 63*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

## **25- Ecole CALMETTE - Rénovation de la toiture - Autorisation à déposer un dossier déclaration préalable**

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative, la Ville de Montpellier a décidé de rénover la toiture de l'école élémentaire du Docteur CALMETTE, sise 147 rue des Quatre Seigneurs à Montpellier.

Cette rénovation est prévue en 3 tranches d'un montant total estimé à 150 000€ HT, dont une première tranche en 2014 pour un montant de 45 000 €HT. Elle sera réalisée par l'entreprise titulaire du marché à bon de commande de Ville.

Pour effectuer ces travaux, il est nécessaire de déposer un dossier de déclaration préalable.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver le principe de la rénovation de la toiture de l'école Calmette
- De dire que la dépense pour la tranche 1 est inscrite au BP 2014, section investissement, fonction 90212, nature 21312, ligne de crédit 24177
- D'autoriser le dépôt du dossier de déclaration préalable auprès du service compétent
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer la déclaration préalable et plus généralement tous documents relatifs à cette affaire.

*Pour : 63*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

## **26- Travaux dans les établissements de la petite enfance - Programme 2014 - Demande de subventions**

Dans le cadre de sa politique du jeune enfant, la Ville de Montpellier a prévu en 2014 des travaux d'amélioration dans les crèches et haltes garderie pour un montant de 325 000€ TTC et a inscrit les sommes nécessaires à son budget primitif.

Ces travaux permettront aux enfants accueillis dans les établissements concernés, de bénéficier de locaux et d'aménagements de cours toujours plus confortables et répondant aux préconisations qualitatives des services de la protection maternelle infantile.

Le programme des principaux travaux prévus en 2014 est constitué des opérations suivantes :

ETABLISSEMENTS	MONTANT TTC	TRAVAUX
Crèche Agropolis	16 000€	Réfection d'une salle d'activités et annexes à l'étage et de 2 dortoirs
Crèche Antigone	25 000€	Réaménagement de 2 dortoirs et de la terrasse
Crèche Blanche Neige	16 400€	Rénovation dortoir sections bébés,

		salle lecture , cuisine, cour. Tours d'arbres
Crèche Edelweiss	24 000€	Réaménagement bureau, sanitaires, vestiaires, salle de repos
Crèche Louise Guiraud	14 000€	Isolation façade extérieure, construction abri vélos, serrurerie et menuiserie
Halte-garderie Maison des enfants	44 000€	Réaménagement salle motricité, sanitaires, accueil
Halte-garderie Oustal Caganis	18 300€	Rénovation sanitaires et salle de change
Crèche Robin des bois	52 000€	Brise soleil dans la cour et menuiseries
Crèche Petit prince de Boutonnet	7 000€	Rénovation de 2 salles d'activité
Crèche sept nains	5 000€	Rénovation salle de motricité et sanitaires
Crèche Adélaïde Cambon	5 800€	Rénovation du local de stockage
Crèche Pinocchio	5 000€	Rénovation de la section bébés
Crèche Galineta	36 000€	Rénovation de la salle d'activités des grands et extension de la crèche
Crèche Thérèse Sentis	7 000€	Rénovation de la salle d'activité, laverie et sanitaires bébés
Halte-garderie Pichot Nanet	9 800€	Tranformation fermeture bureau , mise en sécurité anti- effraction
Imprévus	39 700€	

Afin de ne pas pénaliser le bon fonctionnement du service public, ces travaux seront réalisés au cours de l'été 2014 pendant la période de fermeture des établissements.

**Après examen, il est demandé au Conseil Municipal :**

- D'approuver ce programme de travaux
- De dire que la dépense est inscrite au BP 2014, section investissement, fonction 9064, nature 21318
- De solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents, notamment la Caisse d'Allocation Familiales et le Conseil Général de l'Hérault
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire

***Pour : 63***

***Contre :***

***Abstentions :***

***Adopté à l'unanimité.***

## 27- Halte-garderie Les copains d'abord

### Construction d'une unité de réchauffage de repas livrés en liaison froide

### Demande de subventions

La Ville de Montpellier poursuit une politique dynamique d'amélioration de l'accueil des jeunes enfants au sein de ses établissements de petite enfance.

Dans cette perspective, elle prévoit d'équiper la halte garderie « Les copains d'abord » d'une unité de réchauffage pour fournir des repas livrés en liaison froide aux enfants admis en accueil régulier car, jusqu'à présent, faute d'infrastructure adaptée, cet établissement ne pouvait y pourvoir et les parents devaient apporter le repas.

Cette initiative est fortement encouragée par la Caisse Nationale d'Allocations Familiales qui valorise le niveau de qualité de service par le versement d'une prestation de service majorée et d'une aide à l'investissement de 3700 € par place, dans la limite de 80% maximum des dépenses subventionnables.

Les travaux se dérouleront durant l'été pour profiter de la fermeture mensuelle de la halte-garderie. Le montant de l'opération, estimé à 185 000 € est inscrit au budget de la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

D'autoriser les travaux nécessaires à cette opération

De demander les subventions les plus larges possibles aux organismes compétents,

D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

***Pour : 63***

***Contre :***

***Abstentions :***

***Adopté à l'unanimité.***

## **28- Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la thématique du handicap Exercice 2014**

Depuis de nombreuses années, la Ville développe une politique active en matière d'intégration des personnes en situation de handicap ainsi que des actions visant à sensibiliser de manière la plus large possible la population à cet enjeu.

La collectivité soutient, en leur attribuant une subvention, les structures qui participent activement à l'amélioration des conditions de vie et à l'intégration des personnes handicapées dans la cité.

Aussi, dans le cadre de sa politique en matière de handicap et compte tenu des actions développées par ces structures, il est proposé d'attribuer une subvention aux associations suivantes :

Numéro association	Association	Nature	Montant
1 936	ROULE NATURE	F	3 000 €
1 108	ASSOCIATION VALENTIN HAUY (AVH)	F	500 €
1 828	MONTPELLIER TANDEM CLUB HANDISPORT (MTCH)	P	500 €
TOTAL			<b>4 000 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions tels que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur l'imputation budgétaire : 6574/925/21496, pour un montant de 4 000 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Pour : 63**

**Contre :**

**Abstentions :**

**Adopté à l'unanimité.**

*M. TRAVIER sort définitivement de séance et donne procuration à M. CASTRE.*

## **29- Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la Solidarité et des Droits des femmes Exercice 2014**

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier développe un partenariat actif avec les associations intervenant sur le territoire communal.

Dans le domaine de la solidarité, la Ville de Montpellier soutient activement les structures qui interviennent dans de l'aide aux démarches et du soutien moral et matériel auprès des personnes en difficulté pour leur offrir de meilleures conditions de vie.

En ce qui concerne les droits des femmes, la Ville de Montpellier développe un partenariat actif avec les associations œuvrant dans ce domaine. Ces associations organisent régulièrement des actions de sensibilisation et d'information auprès de la population afin de permettre aux femmes de s'approprier leurs droits. Elles visent par ce biais à l'émergence de la parole des femmes et à la lutte contre toute forme de discrimination.

Dans le cadre des politiques sociales menées par la Ville de Montpellier et afin de permettre aux structures ci-dessous de développer l'ensemble de leurs activités, il est proposé d'attribuer une subvention aux associations suivantes :

### **Thématique Solidarité**

N° asso	Association	Nature	Montant
1451	Association Relais Enfants Parents Languedoc	Fonctionnement	2 000 €
1914	Association La Porte Ouverte	Fonctionnement	4 000 €
5607	Pastorale Protestante et Evangélique de Montpellier	Projet	8 000 €
Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925		<b>Total</b>	<b>14 000 €</b>

### **Thématique Droits des Femmes**

N° asso	Association	Nature	Montant
4807	Association Tin Hinan	Fonctionnement	4 500 €
5480	Association pour Toutes	Fonctionnement	800 €
Les crédits seront prélevés sur la ligne 1963, nature 6574, chapitre 925		<b>Total</b>	<b>5 300 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions tels que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement ou de la convention ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014, pour un montant total de 19300 € sur les lignes de crédits 21497 et 1963 ;
- d'approuver la lettre d'engagement ou la convention type annexée à la présente délibération;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire. |

***Pour : 63***

***Contre :***

***Abstentions :***

***Adopté à l'unanimité.***

### **30- Bourse Initiatives Jeunes 2014 Participation de la Ville**

La Ville de Montpellier, grâce à la **Bourse Initiatives Jeunes**, souhaite favoriser les initiatives des jeunes montpelliérains.

Ce dispositif est une aide financière qui soutient des actions permettant l'implication des montpelliérains âgés de 16 à 29 ans.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et l'intégration.

Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels.

Le dossier doit comporter une présentation du projet, du budget et faire l'objet d'un cofinancement par ailleurs.

Les attributions sont établies conformément au règlement du dispositif voté par le Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de juin, il est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2014 du Service Jeunesse (nature 6714, fonction 924222, CRB : 140, ligne de crédit 1938) la somme de **6 440 €**, et de la répartir de la manière suivante :

**Thomas ALIAS,**

*«Mörg saison 1 »*

Production culturelle

Montant proposé: **600€**

**Matthijs GARDENIER,**

*«Le dernier sommeil »*

Production culturelle

Montant proposé : **800 €**

**Mélanie DAGNET,** étudiant

*« Sursis »*

Production culturelle  
Montant proposé : **500 €**

**Mario Martinez**, salariée  
« *Charon* »  
Production culturelle  
Montant proposé : **800 €**

**Allan DEBELLE**, en recherche d'emploi  
« *SCIENTIPS* »  
Production culturelle  
Montant proposé : **1 000 €**

**Tommy-Lee BAIK**, salariée  
« *MORDRED* »  
Production culturelle  
Montant proposé : **800 €**

**Josepha PAITEL**, salariée  
« *Joséfa* »  
Production culturelle  
Montant proposé : **800 €**

**Rita DAUDE**, salariée  
« *Observation d'un pays en difficultés, l'Espagne* »  
Destination Monde  
Montant proposé : **290 €**

**Gaëlle HOCQUET**, salariée  
« *BALI HATI* »  
Destination Monde  
Montant proposé : **500 €**

**Steven BELLOIR**, salariée  
« *Découvertes et sensibilisations des politiques agricoles en Afrique du Sud* »  
Destination Monde  
Montant proposé : **350 €**

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'accepter la répartition figurant ci-dessus pour un montant total de **6 440 €**,
- d'attribuer aux différents candidats les aides correspondantes sur les crédits inscrits à la fonction 924 222, nature 6714, CRB 140, ligne de crédit 1938, budget 2014,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Pour : 60**

**Contre :**

**Abstentions : 3**

**Adopté à l'unanimité.**

**31- Bourse Animation Jeunes  
Attributions de subventions 2014**



Dans le cadre du développement des actions de citoyenneté, de proximité et de solidarité, la Ville de Montpellier, a mis en place la **Bourse Animation Jeunes**.

Ce dispositif propose d'attribuer des subventions à des projets associatifs en direction des jeunes montpelliérains âgés de 12/29.

Les projets doivent valoriser la place des jeunes dans la cité, dans la vie sociale et s'inscrire dans l'accompagnement à l'autonomie.

Les associations sont tenues de présenter leurs projets conformément au règlement du dispositif « Bourse Animation Jeunesse » ayant fait l'objet d'une délibération du Conseil Municipal du 28 mars 2011, et doivent faire parvenir un bilan à l'issue de l'action.

Afin de permettre la réalisation des projets des associations retenues, il est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2014 du Service Jeunesse la somme de **5 750 euros** et de la répartir de la manière suivante:

Code	Association	FM	Montant
CA680	Association France Palestine Solidarité 34	M	750 €
CA91	CESDA 34	M	500 €
CA 6000	JEA Montpellier 2014	M	700 €
CA3051	Association Lez-Arts M3	M	500 €
CA4754	Réseau Action Jeunes LR	M	1 500 €
CA195	Eclaireurs Eclaireuses unionistes de France Sur la Route des Magyars	M	400 €
CA195	Eclaireurs Eclaireuses unionistes de France Animation avec l'empire des enfants	M	400 €
CA 6001	ARTECHANGES	M	1 000 €
<b>TOTAL GENERAL:</b>			<b>5 750 €</b>

**LES CREDITS SERONT A PRELEVER SUR LA LIGNE 1937 NATURE 6574, CHAPITRE 924.**

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de **5 750 euros**;
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

***Pour : 60***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Adopté à l'unanimité.***

*M. DOMERGUE sort définitivement de séance.*

## **32- "Montpellier Beach Masters"**

### **Valorisation de l'aide logistique apportée par la Ville pour l'édition 2014 du Montpellier Beach Masters à Odysseum**

Dans le cadre de sa politique sportive et de son programme annuel d'événements sportifs (dont les crédits sont inscrits au Budget de la collectivité), la Ville de Montpellier accueille de nombreuses manifestations sportives de dimension internationale.

Pour la 10<sup>ème</sup> édition du « Montpellier Beach Masters », après avoir eu lieu Place de la Comédie et au Complexe sportif de la Rauze et à la demande des organisateurs, la manifestation s'est tenue du 10 au 21 juin 2014 Place des Grands Hommes au cœur d'Odysseum autour de deux terrains de Beach Volley créés temporairement à cette occasion.

Considérant l'intérêt et le succès auprès des montpelliérains de cet événement, la Ville de Montpellier a engagé pour le compte du Montpellier Beach Volley, la prise en charge de prestations suivantes :

- Fourniture et pose d'un géotextile en fond de forme ;
- Pose et et dépose du sable de silice semi-roulé
- Fourniture et mise en place de bastaing en périphérie des 2 terrains ;
- Pose et dépose de filet de 4 m de hauteur avec embase et lesté.

Ces services de prestations constituent une participation financière représentant la somme de 28 000 € prélevée sur le budget 2014 de la Ville de Montpellier et correspondent à une subvention en nature au profit de l'association, valorisable à ce montant.

En complémentarité, la Ville de Montpellier met à disposition des organisateurs du matériel technique municipal qui constitue aussi une subvention en nature, dont le montant est valorisé conformément à la délibération du Conseil Municipal du 16 décembre 2013 applicable au matériel mis à disposition d'associations dont les manifestations présentent un intérêt local :

- 30 barrières :  $30 \times 3,90 = 117,00$  €,
- 20 tables :  $20 \times 2,09 = 41,80$  €,
- 30 chaises :  $30 \times 0,16 = 4,80$  €,
- 3 tentes, soit 30 m<sup>2</sup> :  $30 \times 3,90 = 117,00$  €

Soit un total général de : 280,60 €

A noter enfin que l'association Montpellier Beach Volley a bénéficié d'une subvention d'un montant de 6 000 € relative à cet événement, votée au Conseil Municipal du 17 février 2014.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- De prendre acte des subventions en nature telles que décrites ci-dessus et des diverses participations de la Ville valorisables au montant total de 28 280,60 € (28 000,00 € + 280,60€ ) pour la manifestation Montpellier Beach Masters ;
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire

**Monsieur le Maire :** Qui demande des explications auprès de Monsieur ABERT ? Vous avez la parole, Monsieur ABERT, parce que cela a été un grand tournoi, un beau tournoi, et c'est la première fois qu'il se déroule à Odysseum, sur la place du XX<sup>e</sup> siècle – et pas des Grands Hommes, comme certains l'appellent.

**Fabien ABERT :** Il s'agit du tournoi de Beach Masters qui a eu lieu du 10 au 21 juin. Il regroupait des équipes européennes féminines sur la fin de la quinzaine ; en première partie ont eu lieu les rencontres inter-entreprises.

La mairie notamment a pour la première fois monté une équipe, à laquelle j'ai moi-même participé. Nous avons donc représenté Monsieur le Maire sur le terrain et nous nous sommes inclinés en finale.

C'était une très belle première. Les organisateurs se sont montrés ravis de ce lieu, ainsi que les sportifs qui ont pu apprécier ce théâtre naturel et ce lieu remarquable.

**Monsieur le Maire :** Je félicite l'équipe mixte de volley des employés communaux et des élus qui a participé à ce tournoi.

*Pour : 62*

*Contre :*

*Abstentions :*

*Adopté à l'unanimité.*

### **33- Mise à disposition de locaux associatifs**

#### **Approbation de redevances minorées**

#### **Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public**

Dans le cadre de la mise à disposition auprès d'associations, la Ville de Montpellier souhaite poursuivre son action auprès des acteurs associatifs de la cité en proposant des conventions, actualisées à compter de la date de leur signature jusqu'au 31 décembre 2014, date à laquelle l'ensemble des mises à disposition de locaux associatifs seront revues.

Au vu de l'intérêt communal attaché à chacune de ces structures, une redevance minorée leur sera proposée. Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée :

#### **Domaine public :**

<b>Associations</b>	<b>Adresse des locaux</b>	<b>Valeur locative prorata temporis</b>	<b>Redevance annuelle</b>	<b>Aide annuelle en nature prorata temporis</b>
A.S. Celleneuve	Stade Combettes.Club House Av. du Petit Séminaire	2 970 €	35,00 €	2 935 €
LA LOCAL	Club House Terrain Paul Valéry Avenue de Vanières	1 830 €	35,00 €	1 795 €
LADEU – (2Polva)	Local Associatif Terrain Paul Valéry Avenue de Vanières	1 140 €	35,00 €	1 105 €
Pompignane Sport et Culture	Local E. Pazos Terrain la Pompignane Avenue A. Juin	1 080 €	35,00 €	1 045 €
Union Montpelliéraine pour le Développement du Sport et de la Culture	Terrain Gémeaux.Club House Rue de l'Agathois	2 080 €	35,00 €	2 045 €
<b>TOTAL :</b>		<b>9 100,00 €</b>	<b>175,00 €</b>	<b>8 925,00 €</b>

### Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les redevances minorées proposées aux associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ;
- d'approuver les conventions d'occupation du domaine public de la Ville passées avec les associations listées ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports, à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

**Monsieur le Maire :** Il est normal que nous fermions les locaux – disons-le courtoisement – un peu « drôles » qui appartiennent à la Ville, parce que la Ville de Montpellier n'a pas qualité à accepter dans ses murs des pratiques sordides, par exemple des tables de jeu, etc. Ce n'est pas à la ville de prêter des locaux municipaux et associatifs pour ce type d'activités. Nous soutenons des activités de loisirs, de culture, de sports. Tous ceux qui exercent leurs talents cachés dans les locaux municipaux se verront conseiller de changer d'activité parce que certains seront débarrassés et plus aucun ne sera financé, ni local en dur, ni Algeco. C'est la loi.

*Pour : 62*

*Contre :*

*Abstentions :*

*Adopté à l'unanimité.*

*M. LARUE sort de séance.*

## 34- Attribution de subvention à des associations culturelles Exercice 2014

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'accès à la culture est à nos yeux l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpelliérains, dont l'impact économique et social est essentiel pour notre commune.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

Culture cinématographique et audiovisuelle, patrimoniale, théâtrale, musicale, littéraire et des arts plastiques sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, nous soutenons des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 39 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de **110 000 €** au titre de l'exercice 2014.

Code association	Nom de l'association	Nature	Montant
	<b>Arts plastiques</b>		
1136	MAISON DE LA GRAVURE MEDITERRANEE	Fonctionnement	1 000

80	LES AMIS DU MUSEE FABRE AMF	Fonctionnement	5 000
1659	LA SPHERE OBLIK	Fonctionnement	500
5534	ASSOCIATION SPONTANE	Projet	1 000
5149	BRISCARTS	Fonctionnement	1 500
	<b>Audiovisuels et médias</b>		
38	RADIO AVIVA 88 FM	Fonctionnement	8 000
48	FM PLUS ASSO PROTESTANTE DE RADIO- TELEVISION RADIO FM PLUS	Fonctionnement	8 000
	<b>Culture scientifique et technique</b>		
1879	ACADEMIE DES SCIENCES ET DES LETTRES DE MONTPELLIER ASLM	Projet	2 000
	<b>Livre</b>		
130	FRIENDS OF THE ANGLOPHONE LIBRARY	Fonctionnement	500
511	ASSOCIATION MERIDIANE	Fonctionnement	1 000
3022	LES ECRIVAINS MEDITERRANEENS	Fonctionnement	500
297	MOTS PASSANTS	Fonctionnement	300
5266	SQUEEZE	Projet	2 000
	<b>Patrimoine</b>		
1969	INSTITUT PROTESTANT DE THEOLOGIE IPT	Fonctionnement	2 000
2119	CENTRE LACORDAIRE	Fonctionnement	15 000
3636	ASSOCIATION MONTPELLIERAINE POUR UN JUDAISME HUMANISTE ET LAIQUE	Fonctionnement	1 000
4478	IDENTITES ET PARTAGE	Fonctionnement	1 000
4573	ATELIER DE RENCONTRE ET DE RECHERCHE COMPARATIVE EN ETHNOLOGIE	Fonctionnement	1 000
959	ARCHIVES DU MONDE	Fonctionnement	2 000
3339	ASSOCIATION DES AMIS DU MUSEE LANGUEDOCIEN	Fonctionnement	1 400
3403	ASSO INTERNATIONALE SAINT ROCH DE MONTPELLIER	Fonctionnement	3 000
4388	LE PASSE MURAILLE	Projet	1 000
184	LOU PARAGE DE MOUNT PELIE	Fonctionnement	1 000
500	CERCLE OCCITAN DE MONTPELLIER	Fonctionnement	1 500
1246	AMISTATS MAX ROUQUETTE	Fonctionnement	4 500
1531	LECTURA E OC	Fonctionnement	2 000
2113	ATELIER DE RECHERCHE THEATRALE - ART CIE	Fonctionnement	8 000
3930	LA BOURREIO DEL CLAPAS	Fonctionnement	1 300

4544	CHOEUR OCCITAN DE MONTPELLIER NADALENCA	Projet	2 000
4544	CHOEUR OCCITAN DE MONTPELLIER NADALENCA	Fonctionnement	1 000
4813	LA POESIA	Fonctionnement	3 500
5055	LO TALHIER PARLAR - CENTRE FORMACION PROFESSIONALA OCCITAN	Fonctionnement	4 500
5432	INTER'CAL	Fonctionnement	500
	<b>Spectacle vivant - Danse</b>		
1207	ACTION D'ESPACE	Projet	2 500
1523	Dansomania Cie Anne Marie Porras	Fonctionnement	5 000
	<b>Spectacle vivant - Musique</b>		
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE-ANNE	Projet	7 000
4752	CONTINUUM	Projet	3 000
	<b>Spectacle vivant - Théâtre</b>		
4964	CINEMUSIQUES	Fonctionnement	2 000
5398	MELTING POT MUSIC	Fonctionnement	2 000

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:**

- De décider de l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de **110 000 €** ;
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

***Pour : 58***

***Contre : 3***

***Abstentions :***

***Adopté à la majorité.***

*Mme BARTHAS-ORSAL (avec la procuration de Mme KERANGUEVEN) sort de séance.*

### **35- Comédie du Livre 2014**

#### **Acquisition des photographies de Daniel Mordzinski présentées à l'Espace Saint Ravy du 16 au 25 mai**

Du 23 au 25 mai 2014 s'est tenue la 29ème édition de la Comédie du Livre, consacrée aux littératures nordiques.

Parallèlement s'est tenue, du 16 au 25 mai, à l'espace Saint Ravy, une exposition intitulée *Le tour du monde en + de 80 écrivains*, afin de présenter les photographies de Daniel Mordzinski, dont certaines réalisées à l'occasion de la Comédie du Livre 2013.

Compte tenu de l'intérêt artistique et culturel de ces photographies, la Ville se propose d'acquérir 30 tirages, pour un montant global de 3 000.00 € ; les 98 autres tirages composant l'exposition sont cédés à titre gratuit par l'auteur ; cette acquisition comprend l'intégralité des droits relatifs à l'usage de ces tirages, qui ont vocation à intégrer le fonds photographique de la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'autoriser la signature du contrat d'acquisition d'œuvres joint en annexe ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 903 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

**Monsieur le Maire :** Quelqu'un demande-t-il des explications ?

**France JAMET :** Vous les avez achetées, et ensuite vous demandez l'avis du Conseil ?

**Monsieur le Maire :** Ce sont des prix décernés au moment de la Comédie du Livre, dont les dates ne correspondent pas forcément à un Conseil municipal. Ce sont des achats de photographies primées, remarquables. Nous faisons la même chose pour les Boutographies.

**France JAMET :** Donc, c'est déjà fait !

**Monsieur le Maire :** La mairie se propose d'acheter. Masi vous avez raison sur le calendrier, sur les Boutographies par exemple, la Ville achète la photographie primée, cela fait partie des conventions passées avec les Boutographies. Cela se fait, que le Conseil municipal soit proche ou non de l'événement.

*Pour : 59*

*Contre :*

*Abstentions : 3*

*Adopté à l'unanimité.*

### **36-Attribution d'une subvention à l'association Jazz Action Montpellier, gestionnaires d'un lieu artistique de création, diffusion et d'accompagnement**

Dans le cadre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier soutient les lieux associatifs de création et de diffusion artistiques, dans le souci d'assurer l'accès des publics à la diversité culturelle. Ces lieux sont des éléments essentiels de maillage artistique et culturel de notre territoire et participent pleinement à la dynamique artistique et citoyenne des quartiers dans lesquels ils sont implantés.

Si certains ont choisi un axe de travail unique (théâtre, musique, danse contemporaine, spectacle jeune public) d'autres, plus nombreux, sont ouverts à toutes formes de propositions artistiques.

Dédiés à la diffusion, les lieux culturels sont également des espaces de création importants, accueillant de nombreux artistes en résidence ou lors de répétitions. Ils assurent par ailleurs la promotion des jeunes talents montpelliérains, en les incluant dans leur programmation, source de découverte artistique pour le public et les professionnels.

A ce titre, la Ville de Montpellier propose de soutenir

le Jazz Action Montpellier (JAM), qui est à la fois une école de jazz et musiques actuelles et une salle de concerts jazz, musiques world et actuelles, offrant une tarification accessible et des concerts gratuits tous les jeudis soirs.

Ainsi, il est proposé l'attribution d'une subvention à cette association pour un montant total de 13 000 €.

Code association	Nom de l'association	Nature	Montant
	<b>Spectacle vivant</b>		
154	JAM - JAZZ ACTION	Fonctionnement	13 000

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:**

- De décider de l'affectation des subventions à l'association telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement pour un montant total de 13 000 € ;
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

*Pour : 59*

*Contre :*

*Abstentions : 3*

*Adopté à l'unanimité.*

*Mme BARTHAS-ORSAL (avec la procuration de Mme KERANGUEVEN), M. LARUE entrent en séance.*

### **37- Fête de la Musique 2014**

#### **Avenant à la convention de développement de l'émission produite par Degel Prod**

Par délibération n°2014/28 du 17 février 2014, la Ville a approuvé la convention de développement de l'émission Fête de la Musique, produite par la société Degel Prod. Cette émission sera réalisée et diffusée en direct de la place de la Comédie, sur France 2, le samedi 21 juin 2014.

Afin de tenir compte des surcoûts techniques induits par la production de cette émission, notamment en termes de sécurité et eu égard aux importantes retombées attendues pour la Ville en termes d'image et de notoriété, il a été accepté de revoir à la hausse la contribution apportée à Degel Prod.

Conformément aux termes de l'avenant à la convention de développement de l'émission Fête de la Musique, joint en annexe, la Ville versera à Degel Prod la somme de 68 400 € TTC (57 000 € HT).

Cette somme sera versée directement à Degel Prod à l'issue de la manifestation.

**Il est donc proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver l'avenant à la convention de développement de l'émission Fête de la Musique, joint en annexe ;
- D'imputer la dépense au budget 2014 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cet avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** C'est l'affaire que j'ai indiquée tout à l'heure en réponse à Mademoiselle LLEDO, qui m'a posé la question. C'est essentiellement pour des mesures de sécurité que nous avons ajouté aux dispositifs de sécurité générale de la police municipale et de la police nationale.



J'en profite pour dire que ce soir, la police municipale sera largement stimulée, parce qu'avec les matches de foot prévus dans le cadre du Mondial, il risque d'y avoir des phénomènes urbains qui dépassent un peu les limites. Nous avons donc, Marie-Hélène SANTARELLI et moi-même, sollicité la police municipale pour qu'elle soit aux aguets.

**Christian DUMONT :** Indépendamment de l'intervention qui a été faite par notre jeune collègue en début de séance, concernant la forme de cette délibération, un autre problème de forme se pose : il est annoncé que l'avenant est produit en annexe ; ce n'est pas le cas. Je pense que, faute de disposer de cet avenant, et vues les explications que vous nous avez données sur le fond, un peu plus de transparence est nécessaire parce que j'ai du mal à comprendre les choses.

Vous nous avez expliqué, pour justifier cet avenant – et on peut le comprendre –, que, eu égard à l'importance de l'événement (plus de 200 000 personnes), les forces de police à la fois nationales et municipales ne suffisaient pas et qu'il a fallu s'adresser à des sociétés privées. Mais le problème est le suivant : le recours à ces sociétés privées est-il le fait de la mairie ?

**Monsieur le Maire :** Non, c'est Degel Prod.

**Christian DUMONT :** Pour justifier cet avenant, on argue de problèmes de sécurité auxquels il a fallu faire face, eu égard « aux importantes retombées attendues pour la ville en termes d'image et de notoriété ». J'ai l'impression qu'il y a eu une discussion de marchands de tapis entre les services de la ville et cette fameuse société de production, Degel Prod, parce qu'on connaît tous l'impact de la Fête de la musique, on nous a dit que l'audience avait été extraordinaire, dépassant 5 millions, et on nous dit en fin de course que cela coûte 57 000 € de plus.

En un temps où il faut faire des économies, je trouve que les services de la ville et vous-même, ou en tout cas le service Culture, n'avez pas été de très bons négociateurs. Peut-être êtes-vous tombé sous le charme de Daniela LOMBROSO ? C'est un peu particulier, cette façon de présenter le dossier. Dégel Prod annonce que Montpellier va bénéficier d'une aura nationale, mais il faut cracher un peu plus au bassin.

**Monsieur le Maire :** Daniela LOMBROSO est une personne charmante, elle est à la tête de Degel Prod ; elle travaille avec France 2 ; c'est une émission largement huilée nationalement, qui a donné à Montpellier une image nationale et internationale. On ne peut pas le nier, et on ne peut pas nier non plus que les investissements n'ont pas été superflus, au vu des résultats. Nous avons fait le tour avec un certain nombre d'adjoints, Madame ROUSSEL-GALIANA, Madame SANTARELLI, Monsieur EL KANDOUSSI, Monsieur de SAINT-JOUAN qui a eu un malaise à cause de l'affluence. Je n'avais jamais vu autant de monde dans les rues de Montpellier pour un événement. Les cinq scènes périphériques par rapport au plateau de France 2 étaient toutes bondées, et les petits orchestres dans les rues faisaient le plein. C'est grâce aux sociétés de sécurité et à cette ambiance festive que l'ensemble des forces de l'ordre ont relevées sur l'événement. Vous savez comme moi que l'ambiance festive doit aussi être jugulée en cas de dépassements, de comportements déplacés. Nous avons bien fait de prendre cette décision, car l'événement a été un véritable bonheur pour les Montpelliérains, pour les habitants de l'agglomération et de la région, et il a donné à la ville non pas une image de guérilla urbaine mais tout le contraire : ces bras levés sur la Comédie par milliers, cela a rappelé la Coupe du monde 1998, cela a donné les ambiances de Montpellier champion de France de foot, voilà. Les Montpelliérains ont retrouvé cette ferveur d'être ensemble et de partager des moments autour de la musique. Montpellier capitale de la musique !

**France JAMET :** Juste un mot, je pourrais rejoindre notre collègue, mais je tiens à rappeler que si le problème de sécurité était prégnant, il était nécessaire de prendre des dispositions. Pour autant, je tiens à rappeler que c'est sous le gouvernement de Monsieur SARKOZY que 12 500 postes de policiers et de gendarmes ont été supprimés, et qu'à un moment ou à un autre, évidemment ils vont manquer. Même si, en tant que femme, je ne peux pas disconvenir du charme de Madame Daniela LOMBROSO, j'émet tout de même quelques doutes quant à sa compétence en matière de sécurité ; sa société Degel Prod n'a à mon avis rien à faire non plus dans ce sujet. Nous voterons donc contre.

**Monsieur le Maire :** N'essayez pas de ternir cet événement réussi pour Montpellier. C'est un magnifique événement, tout le monde s'y est mis et cela s'est fait dans une ambiance rarissime dans une grande ville. J'ai toujours tendance à voir la beauté du monde.

**Pour : 56**  
**Contre : 5**  
**Abstentions : 1**  
**Adopté à la majorité.**

### 38- Attribution de subventions - Exercice 2014

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire.

Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Dans le cadre de la thématique Réussite Educative :

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
525	ASSOCIATION ECOLE LEOPOLD SEDAR SENGHOR	Projet	Offres culturelles	576 €
525	ASSOCIATION ECOLE LEOPOLD SEDAR SENGHOR	Projet	Classes découvertes	6 844 €
6004	COOPERATIVE SCOLAIRE JULES SIMON	Projet	Offres culturelles	1 874 €
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT (OCCE34)	Projet	Classes découvertes	870 €
6005	LES PETITS DE BOUTONNET	Projet	Classes découvertes	1 540 €
6003	AMICALE DE L'ECOLE LAMARTINE	Projet	Classes découvertes	3 657 €
6004	COOPERATIVE SCOLAIRE JULES SIMON	Projet	La région à travers les âges	1 458 €
1201	LA BOUTIQUE D'ECRITURE AND CO	Projet	Grandir	3 000 €
1876	CŒUR DE LIVRES	Projet	Raconte-moi le livre	2 500 €
2242	L'OISEAU LYRE	Projet	Ateliers conte et maîtrise de la langue	1 500 €
6002	USEP MALBOSC	Projet	Classes découvertes	11 028 €
TOTAL				34 847 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922

- Dans le cadre de la thématique Jeunesse & Sport :

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
2583	BASKET LATTES MONTPELLIER AGGLO	Fonctionnement		10 000 €
4489	RING ATHLETIC PETIT	Projet	Public Penimin	1 500 €

	BARD			
5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE (MAAM)	Projet	Marathon de Montpellier	62 500 €
5795	MONTPELLIER ODYSSEUM	Fonctionneme nt		1 000 €
TOTAL				75 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1776, nature 6574, chapitre 924

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions ou des lettres d'engagement ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014, pour un montant de 34 847 € sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922 et 75 000 € sur la ligne 1776, nature 6574, chapitre 924 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

*Pour : 59*

*Contre :*

*Abstentions : 3*

*Adopté à l'unanimité.*

### **39-Mise en place du prélèvement automatique pour le paiement des factures de fourniture d'électricité**

Une expérimentation du prélèvement comme mode de règlement des dépenses relatives à la fourniture d'énergies et de services des collectivités locales est menée conformément aux termes des lettres circulaires de la Direction Générale des Finances Publiques des 30 décembre 2008 et 25 mai 2011,

Ainsi, le règlement des factures EDF peut se faire par prélèvement sur le compte Banque de France de la Trésorerie Générale dans le respect du délai de paiement de 15 jours.

Pour la Ville, le prélèvement présente plusieurs avantages notamment un paiement plus rapide et plus sécurisé.

Le mandatement préalable n'est plus nécessaire pour que le paiement soit effectué.

Afin de mettre en place ce système de prélèvement, une « convention tripartite » doit être établie entre les acteurs : ordonnateur, créancier et comptable du trésor.

Cette convention tripartite peut être dénoncée à tout moment avec un préavis de 1 mois.

**Il demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :**

- autoriser la signature de la convention tripartite de prélèvement avec EDF Collectivités, le Trésorier Principal Municipal et la Ville,
- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

*Pour : 59*  
*Contre :*  
*Abstentions : 3*  
*Adopté à l'unanimité.*

**40- Achat de matériels de plomberie, de chauffage et d'arrosage**  
**Autorisation de signer la convention constitutive du groupement de commandes publiques entre la Commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier et les Communes de Castelnau-Le-Lez, Jacou, Pérols, Pignan, Villeneuve-Les-Maguelone.**

Dans le cadre de l'achat de matériels de plomberie, chauffage et d'arrosage pour la commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le CCAS de Montpellier et les communes de Castelnau-Le-Lez, Jacou, Pérols, Pignan, Villeneuve-Les-Maguelone, il est nécessaire de lancer un appel d'offres. L'objectif de l'appel d'offres est la conclusion de marchés à bons de commande, d'une durée d'un an, reconductibles trois fois.

Il apparaît pertinent, au vu des besoins des différentes collectivités et établissements, d'établir un groupement de commandes publiques entre la commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le CCAS de Montpellier et les communes de Castelnau-Le-Lez, Jacou, Pérols, Pignan, Villeneuve-Les-Maguelone selon la convention annexée à la présente délibération.

La Ville de Montpellier est proposée coordonnatrice du groupement. La commission d'appel d'offres du groupement désignant l'attributaire du marché sera donc celle de la Ville de Montpellier.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert sans minimum ni maximum conformément aux articles 57 à 59 et 77 du code des marchés publics. Cet appel d'offres se compose de six lots :

**LOT 1 : Matériel de plomberie :**

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé est de 60 000 € HT/an.

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé est de 10 000 € HT /an

Pour le CCAS de Montpellier, le montant estimé est de 20 000 € HT/an.

Pour la Commune de Castelnau-Le-Lez, le montant estimé est de 19 000 € HT/an.

Pour la Commune de Jacou, le montant estimé est de 7 000 € HT/an.

Pour la Commune de Pérols, le montant estimé est de 4 000 € HT/an.

Pour la Commune de Pignan, le montant estimé est de 8 000 € HT/an.

Pour la Commune de Villeneuve-Les Maguelone, le montant estimé est de 7 000 € HT/an.

**LOT 2 : Matériel de chauffage et pièces détachées :**

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé est de 60 000 € HT/an.

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé est de 30 000 € HT/an.

Les CCAS de Montpellier, les communes de Castelnau-Le-Lez, Jacou, Pérols, Pignan et Villeneuve-les-Maguelone ne participent pas à ce lot.

### LOT 3 : Filtres pour centrales de traitement d'air :

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé est de 12 000 € HT/an.

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé est de 8 000 € HT/an.

Les CCAS de Montpellier, les communes de Castelnau-Le-Lez, Jacou, Pérols, Pignan et Villeneuve-les-Maguelone ne participent pas à ce lot.

### LOT 4 : Matériel de Gestion Technique Centralisé :

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé est de 50 000 € HT/an.

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé est de 20 000 € HT/an.

Les CCAS de Montpellier, les communes de Castelnau-Le-Lez, Jacou, Pérols, Pignan et Villeneuve-les-Maguelone ne participent pas à ce lot.

### LOT 5 : Matériel d'arrosage intégré :

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé est de 45 000 € HT/an.

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé est de 3 000 € HT /an

Pour le CCAS de Montpellier, le montant estimé est de 4 000 € HT/an.

Pour la Commune de Castelnau-Le-Lez, le montant estimé est de 3 500 € HT/an.

Pour la Commune de Jacou, le montant estimé est de 5 000 € HT/an.

Pour la Commune de Pérols, le montant estimé est de 2 000 € HT/an.

Pour la Commune de Pignan, le montant estimé est de 4 000 € HT/an.

Pour la Commune de Villeneuve-Les Maguelone, le montant estimé est de 550 € HT/an.

### LOT 6 : Equipements de chauffage – radiateurs – chaudières - fumisterie :

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé est de 25 000 € HT/an.

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé est de 3 000 € HT/an.

Pour la Commune de Pérols, le montant estimé est de 3 000 € HT/an.

Les CCAS de Montpellier, les communes de Castelnau-Le-Lez, Jacou, Pignan et Villeneuve-les-Maguelone ne participent pas à ce lot.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'accepter le principe de lancement d'un appel d'offres pour couvrir les besoins exposés ci-dessus,
- d'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Centre Communal d'action Sociale de Montpellier et les communes de Castelnau-le-Lez, Jacou, Pérols, Pignan, et Villeneuve-Les-Maguelone, convention aux termes de laquelle les communes, délèguent à la Commission d'Appel d'Offres de la Ville de Montpellier, leur compétence pour attribuer cet Appel d'Offres.
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

*Pour : 62*

*Contre :*

*Abstentions :*

*Adopté à l'unanimité.*

## **41- Achat de petits matériels électriques, piles, batteries et lampes**

**Autorisation de signer la convention constitutive du groupement de commandes publiques entre la Commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier et les Communes de Castelnau-Le-Lez, Grabels, Jacou, Pérols, Pignan, Saint-Brès, Villeneuve-Les-Maguelone**

Dans le cadre de l'achat de petits matériels d'électriques, piles, batteries et lampes pour la commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le CCAS de Montpellier et les communes de Castelnau-Le-Lez, Grabels, Jacou, Pérols, Pignan, Saint-Brès, Villeneuve-Les-Maguelone, il est nécessaire de lancer un appel d'offres.

L'objectif de l'appel d'offres est la conclusion de marchés à bons de commande, d'une durée d'un an, reconductibles trois fois.

Il apparaît pertinent, au vu des besoins des différentes collectivités et établissements, d'établir un groupement de commandes publiques entre la commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le CCAS de Montpellier et les communes de Castelnau-Le-Lez, Grabels, Jacou, Pérols, Pignan, Saint-Brès, Villeneuve-Les-Maguelone selon la convention annexée à la présente délibération.

La Ville de Montpellier est proposée coordonnatrice du groupement. La commission d'appel d'offres du groupement désignant l'attributaire du marché sera donc celle de la Ville de Montpellier.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert sans minimum ni maximum conformément aux articles 57 à 59 et 77 du code des marchés publics. Cet appel d'offres se compose de quatre lots :

**LOT 1 : Petits matériels électriques :**

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé est de 300 000 € HT/an.

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé est de 30 000 € HT /an

Pour le CCAS de Montpellier, le montant estimé est de 25 000 € HT/an.

Pour la Commune de Castelnau-le-lez, le montant estimé est de 31 000 € HT/an.

Pour la Commune de Grabels, le montant estimé est de 25 000 € HT/an.

Pour la Commune de Jacou, le montant estimé est de 17 500 € HT/an.

Pour la Commune de Pérols, le montant estimé est de 6 000 € HT/an.

Pour la Commune de Pignan, le montant estimé est de 8 000 € HT/an.

Pour la Commune de Saint-Brès, le montant estimé est de 2 000 € HT/an.

Pour la Commune de Villeneuve-Les Maguelone, le montant estimé est de 2 200 € HT/an.

**LOT 2 : Piles batteries :**

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé est de 13 000 € HT/an.

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé est de 5 000 € HT/an.

Pour le CCAS de Montpellier, le montant estimé est de 500 € HT/an.

Pour la Commune de Castelnau-le-lez, le montant estimé est de 4 500 € HT/an.

Pour la Commune de Pérols, le montant estimé est de 500 € HT/an.

Pour la Commune de Pignan, le montant estimé est de 400 € HT/an.

Les Communes de Villeneuve-les-Maguelone, Jacou, Grabels et Saint-Brès ne participent pas à ce lot.

**LOT 3 : Lampes éco :**

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé est de 50 000 € HT/an.

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé est de 50 000 € HT/an .  
Pour le CCAS de Montpellier, le montant estimé est de 20 000 € HT/an.  
Pour la Commune de Castelnau-le-lez, le montant estimé est de 12 500 € HT/an.  
Pour la Commune de Grabels, le montant estimé est de 5 000 € HT/an.  
Pour la Commune de Jacou, le montant estimé est de 5 000 € HT/an.  
Pour la Commune de Pérols, le montant estimé est de 500 € HT/an.  
Pour la Commune de Pignan, le montant estimé est de 1 600 € HT/an.  
Pour la Commune de Saint Brès, le montant estimé est de 2 000 € HT/an.  
Pour la Commune de Villeneuve-Les-Maguelone, le montant estimé est de 1 800 € HT/an.

LOT 4 : Lampes à décharges :

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé est de 95 000 € HT/an.  
Pour la Commune de Castelnau-Le-Lez, le montant estimé est de 3 500 € HT/an.  
Pour la Commune de Jacou, le montant estimé est de 4 500 € HT/an.  
La Communauté d'Agglomération de Montpellier, le CCAS de Montpellier, les Communes de Villeneuve-les-Maguelone, Saint Brès, Pignan, Pérols et Grabels ne participent pas à ce lot.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'accepter le principe de lancement d'un appel d'offres pour couvrir les besoins exposés ci-dessus,
- d'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Centre Communal d'action Sociale de Montpellier et les Communes de Castelnau-le-Lez, Grabels, Jacou, Pérols, Pignan, Saint-Brès et Villeneuve-Les-Maguelone, convention aux termes de laquelle les communes délèguent à la Commission d'Appel d'Offres de la Ville de Montpellier, leur compétence pour attribuer cet Appel d'Offres.
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

***Pour : 62***

***Contre :***

***Abstentions :***

***Adopté à l'unanimité.***

## **42-Convention de partenariat Ville- Syndicat des Vignerons de l'AOC Languedoc**

La Ville de Montpellier, située au cœur du terroir viticole des Coteaux du Languedoc, s'est engagée dans une action de soutien à ce secteur économique au travers d'une double action autour de la promotion du vin et de son propre vignoble.

Depuis maintenant 10 ans, la Ville a entrepris avec le Syndicat des Vignerons de l'AOC Languedoc, dans le cadre de sa manifestation intitulée « Les Estivales de Montpellier », de faire découvrir aux Montpelliérains, aux habitants de l'agglomération et de la région, mais aussi aux nombreux touristes français et étrangers, la qualité et la diversité du vignoble languedocien.

Le succès et l'ampleur grandissante de ces manifestations ont conduit la Ville de Montpellier à établir un partenariat durable avec les acteurs du monde viticole et le Syndicat des Vignerons de l'AOC Languedoc en

particulier. Ainsi une convention de partenariat définissant le cadre des actions communes de promotion et de valorisation des vins de notre terroir a été adopté en juin 2012.

Les engagements réciproques ayant, entre temps, évolués dans leur répartition mais aussi dans leur rayonnement avec la prise en compte d'actions de préventions notamment, une nouvelle convention pluriannuelle (sur 3 ans) est proposée.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de valider les termes de la convention ci-annexée ;
- d'autoriser M. Le Maire, ou l'Adjoint délégué, à signer cette convention et tous documents relatifs à cette affaire.

***Pour : 62***

***Contre :***

***Abstentions :***

***Adopté à l'unanimité.***

*Mme HART sort de séance.*

### **43-Commission locale de l'eau (SAGE) - Désignation d'un deuxième représentant titulaire**

Suite à une modification des statuts de la Commission locale de l'eau, chargée d'élaborer le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du Lez, de la Mosson et des étangs palavasiens, la Ville de Montpellier est désormais représentée par deux représentants titulaires, et non plus par un représentant titulaire et un suppléant, comme désigné lors de la séance du Conseil municipal du 24 avril 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de désigner ses deux représentants dans cette instance.

**Ont été élus :**

- Sauveur TORTORICI
- Pascal KRZYZANSKI

***Pour : 61***

***Contre :***

***Abstentions :***

***Adopté à l'unanimité.***

### **44- Maison d'enfants Marie Caizergues - Désignation de deux personnalités qualifiées**

Conformément aux dispositions statutaires de l'Association, la Ville de Montpellier doit être représentée au sein du Conseil d'Administration de la Maison d'enfants Marie Caizergues par 3 membres du Conseil Municipal et deux personnalités qualifiées.

Suite à la désignation des 3 élus représentant le Conseil Municipal lors de la séance du 22 mai 2014, la Maison d'enfants Marie Caizergues sollicite la Ville pour désigner deux personnalités qualifiées.



**Ont été élus :**

- M. Michel PINET, Directeur général du CCAS,
- Mme Dominique BETTSCHART, Directrice des Ressources Humaines et Financières du CCAS.

*Pour : 58*

*Contre :*

*Abstentions : 3*

*Adopté à l'unanimité.*

### **45- Désignation des représentants de la Ville dans l'association « Montpellier Centre-Ville Manager » en cours de dissolution**

Pour mettre en œuvre la dynamisation commerciale de son centre-ville, la Ville de Montpellier et la Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier (CCIM) ont recruté en 2009 un manager de centre-ville (MCV) géré par une structure porteuse de type association « loi 1901 ». Cette volonté était inscrite dans les protocoles d'accord des 20 et 21 septembre 2005 et du 21 février 2006. Les statuts de l'association ont été approuvés et la Ville autorisée à adhérer par délibération du Conseil municipal le 1 octobre 2007.

L'association partenariale regroupait un collège des membres fondateurs, à savoir la Ville et la CCI de Montpellier, et un collège de membres associés (associations de commerçants, association de consommateurs, autres organismes acteurs du développement du commerce du centre-ville...).

Les actions menées par le MCV n'ayant pas atteint les objectifs escomptés, une rupture conventionnelle de contrat a été conclue avec lui courant 2011, et son assistante a été licenciée en janvier 2012. Dans ce contexte, une assemblée générale extraordinaire a été réunie le 18 juin 2012, en présence du commissaire aux comptes, qui a eu pour effet notamment la dissolution de l'association ainsi que la nomination de M. André DELJARRY, Président de la CCI de Montpellier, comme liquidateur de l'association.

Pour finaliser cette dissolution de l'association, et au regard des statuts de cette dernière, le Conseil municipal doit désigner en son sein 6 représentants destinés à siéger à l'assemblée générale de l'association qui sera convoquée par le liquidateur, M André DELJARRY.

**En conséquence il est proposé au Conseil municipal :**

- de désigner les représentants de la Ville dans l'association « Montpellier Centre-ville Manager » ;
- d'autoriser le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tout document se rapportant à cette affaire. |

**Ont été élus :****Représentants titulaires :**

- M. Philippe SAUREL, Maire
- Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Adjointe au Maire déléguée à l'économie,
- Marie-Hélène SANTARELLI
- Isabelle MARSALA
- Gérard CASTRE
- Patricia MIRALLES

**Représentants suppléants :**

- Fabien ABERT
- Sabria BOUALLAGA
- Pascal KRZYZANSKI
- Sauveur TORTORICI
- Christophe COUR
- Annie YAGUE

*Pour : 58*  
*Contre :*  
*Abstentions : 3*  
*Adopté à l'unanimité.*

#### **46- Conseil de discipline de recours du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault - Désignation du représentant**

Conformément à l'article 18 du décret n°89-677 du 19 septembre 1989 relatif à la procédure disciplinaire applicable aux fonctionnaires territoriaux, la Ville de Montpellier doit désigner un représentant afin de siéger au sein du Conseil de discipline de recours du Centre de gestion de la Fonction Publique territoriale de l'Hérault.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de désigner son représentant dans cette instance.

**A été élu :**  
Abdi EL KANDOUSSI.

*Pour : 58*  
*Contre :*  
*Abstentions : 3*  
*Adopté à l'unanimité.*

#### **47- Faculté d'Odontologie et Conseil d'Administration de l'Université Montpellier 3 - Désignation des représentants**

En complément de la délibération votée lors du Conseil municipal du 22 mai 2014, deux structures universitaires ont demandé à la Ville de Montpellier de désigner des représentants dans différentes instances.

L'Université Montpellier 1 sollicite le Conseil municipal de la Ville de Montpellier pour désigner un représentant pour siéger au sein du Conseil de l'UFR d'odontologie.

L'Université Montpellier 3 sollicite quant à elle le Conseil municipal pour désigner un représentant pour siéger au sein de son conseil d'administration.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de désigner les représentants de la Ville dans ces deux instances.

**Ont été élus :**

- Pour l'UFR d'odontologie : Chantal LEVY-RAMEAU
- Pour le Conseil d'administration de l'université Montpellier 3 : Guy BARRAL

*Pour : 58*  
*Contre :*  
*Abstentions : 3*  
*Adopté à l'unanimité.*

*Mme HART entre en séance.*

## **48- Centre équestre Montpellier Grammont - Désignation des représentants**

Le Centre équestre Montpellier Grammont a pour but de promouvoir les activités équestres.

Conformément à l'article 9 des statuts de l'association et selon les modalités décrites dans la convention signée entre la Ville de Montpellier et l'association Centre Equestre Montpellier Grammont, la municipalité de Montpellier doit être représentée par deux élus lors des assemblées générales de l'association.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de désigner ces représentants.

### **Ont été élus :**

- Fabien ABERT
- Sonia KERANGUEVEN

*Pour : 59*

*Contre :*

*Abstentions : 3*

*Adopté à l'unanimité.*

## **49- Architecture et Maitres d'Ouvrage AMO - Désignation d'un représentant**

La Ville de Montpellier est adhérente à l'association AMO Languedoc-Roussillon et siège au conseil d'administration.

L'association AMO Languedoc-Roussillon sollicite la ville de Montpellier pour désigner un représentant.

Suite au renouvellement du Conseil Municipal, il convient de procéder à la désignation de nouveaux représentants dans cette instance.

### **A été élue :**

Stéphanie JANNIN.

*Pour : 59*

*Contre :*

*Abstentions : 3*

*Adopté à l'unanimité.*

## **50- Association MEDIA FORMA SUD Désignation des représentants de la Ville au Conseil d'administration**

L'association Média Forma Sud a pour but la formation aux divers métiers de la Communication.  
Son siège social est fixé à Montpellier – 43, rue Proudhon.

Conformément à l'article 6 de ses statuts, la Ville de Montpellier, en tant que personne morale, membre actif, est représentée à l'assemblée générale de l'association Média Forma Sud par un représentant titulaire et un représentant suppléant.

Suite au renouvellement du Conseil municipal, il convient de procéder à la désignation des nouveaux représentants de la Ville dans cette instance.

### **Ont été élus :**

- Titulaire : Cédric de SAINT-JOUAN
- Suppléante : Khanthaly PHOUTTHASANG

*Pour : 59*  
*Contre :*  
*Abstentions : 3*  
*Adopté à l'unanimité.*

## **51- Comité des Oeuvres Sociales et Culturelles du Personnel municipal et du Centre Communal d'Action Sociale (COSC) Désignation d'un nouveau représentant du Conseil municipal**

Le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles du Personnel de la Ville de Montpellier et du Centre Communal d'Action Sociale a pour objet la participation à l'action sociale, le loisir, la culture et plus généralement le soutien matériel, financier, moral des agents de la ville et du centre communal d'action sociale de la ville de Montpellier.

Conformément aux dispositions statutaires du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles, le Conseil Municipal doit être représenté au sein du Conseil d'administration par 2 représentants.

Lors du Conseil municipal du 24 avril 2014, les représentants de la Ville ont été désignés : Monsieur Abdi EL KANDOUSSI et Madame Patricia MIRALLES. Madame Patricia MIRALLES ayant vocation à représenter le CCAS, dont elle est vice-présidente, il s'agit donc de désigner en lieu et place de Madame MIRALLES un nouveau représentant.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de désigner un nouveau représentant de la Ville dans cette instance.

**A été élu :**

- Gérard CASTRE

*Pour : 59*  
*Contre :*  
*Abstentions : 3*  
*Adopté à l'unanimité.*

## **52- Désignation d'un représentant de la Ville de Montpellier au Conseil d'administration du Centre Régional d'Information Jeunesse du Languedoc-Roussillon (CRIJ)**

Le CRIJ a pour objet de mettre à disposition des jeunes par tous les moyens appropriés les informations dont ils souhaitent disposer dans les domaines du logement, de l'emploi, de la scolarité, des services... Il vise également à favoriser l'initiative, l'engagement social et la mobilité des jeunes.

Conformément à l'article 6 de ses statuts, la Ville de Montpellier, en tant que collectivité participant à son financement, a la qualité de membre de droit du Conseil d'administration du CRIJ. A ce titre, elle doit y être représentée par un membre du Conseil Municipal.

Lors du Conseil municipal du 22 mai 2014, Madame Annie YAGUE a été désignée représentante de la Ville. Suite à la démission de Madame YAGUE de cette instance, il convient de procéder à la désignation d'un nouveau représentant.

**A été élu :**

- Fabien ABERT

**Pour : 59**  
**Contre :**  
**Abstentions : 3**  
**Adopté à l'unanimité.**

### **53- Institut Confucius - Désignation des représentants**

L'Institut Confucius a pour but de promouvoir la langue et la culture chinoises auprès d'un très large public : enfants, adultes et personnes intéressées par la Chine.

Conformément à l'article 6 de ses statuts, la ville de Montpellier, doit désigner deux représentants titulaires et deux représentants suppléants pour la représenter lors de l'assemblée générale.

Suite au renouvellement du Conseil Municipal, il convient de procéder à la désignation de nouveaux représentants.

**Ont été élus :**

- Titulaires :   - Khanthaly PHOUTTHASANG  
                      - Titina DA SYLVA
- Suppléants :   - Samira SALOMON  
                      - Jean-Marc DI RUGGIERO

**Pour : 59**  
**Contre :**  
**Abstentions : 3**  
**Adopté à l'unanimité.**

*M. COUR sort de séance.*

### **54-Désignation de Madame Hélène MANDROUX, Maire honoraire, en tant que représentante de la Ville de Montpellier au sein de l'association MediverCities**

MediverCities est un réseau de gouvernements nationaux, sous-nationaux, d'autorités locales, d'institutions scientifiques et d'organisations internationales qui vise à améliorer la protection et la gestion de la biodiversité dans le bassin méditerranéen. MediverCities a pour objectif de faciliter la mise en œuvre des objectifs de la Convention sur la Diversité Biologique au niveau local dans la zone méditerranéenne.

L'idée de ce réseau a vu le jour durant le premier atelier régional des Gouvernements Méditerranéens sur les Stratégies Nationales et Plans d'Actions qui s'est tenu à Montpellier du 17-19 janvier 2012. Suite à cette conférence, un comité directeur de création du réseau a été constitué. La Ville de Montpellier en partenariat avec le Secrétariat de la Convention sur la Diversité Biologique (CBD) et l'ICLEI-Gouvernements locaux se charge d'assurer le secrétariat du réseau dans la phase initiale de sa mise en œuvre.

L'implication dans ce réseau de la Ville de Montpellier, capitale française et européenne de la biodiversité en 2011, fait suite aux engagements internationaux de la Ville en faveur de la Biodiversité.

La conférence officielle de lancement de Medivercities s'est tenue à Sarajevo du 15 au 17 mai 2013. Organisée par le Canton de Sarajevo, la Ville de Montpellier et le secrétariat de la CBD. Elle a rassemblé de nombreux participants issus des différentes rives de la Méditerranée. Cette conférence a été l'occasion de renforcer la coopération régionale et de partager les expériences et outils pour la protection de la biodiversité et des services

écosystémiques dans le bassin Méditerranéen. Les participants ont signé ensemble la Déclaration de Sarajevo, s'engageant à lancer le réseau MediverCities.

L'association MediverCities a été déclarée à la préfecture de l'Hérault, Identification R.N.A. : W343015816, No de parution : 20130029.

Les objectifs de MediverCities sont les suivants :

- Protéger la biodiversité au niveau local grâce à la mise en œuvre des Stratégies Nationales et Plans d'Action Biodiversité de la CBD et autres conventions internationales ou régionales, ayant pour objet la conservation, l'usage durable de la biodiversité ainsi que le partage juste et équitable des bénéfices de son utilisation.
- Intégrer la biodiversité au cœur des politiques locales.
- Participer à la réduction de l'empreinte écologique des zones urbaines méditerranéennes
- Faciliter et catalyser le partage d'expérience entre les partenaires du réseau
- Promouvoir et défendre les intérêts des autorités et gouvernements locaux méditerranéens.

Lors de cette conférence l'association Medivercities a été créé et un bureau provisoire de l'association a été désigné avec comme présidente Mme Hélène Mandroux, en tant que Maire en exercice de la Ville de Montpellier.

A la suite du renouvellement du Conseil municipal, il est demandé à la Ville de désigner à nouveau le nom de son représentant au sein de l'association.

Mme Hélène Mandroux, Maire honoraire de la Ville de Montpellier, a toujours été convaincue de la nécessité que les gouvernements locaux devaient s'investir dans une démarche de préservation de la biodiversité et plus particulièrement en méditerranée. Elle s'est investie personnellement auprès des instances du Secrétariat de la Convention pour la Diversité Biologique pour que ce projet de réseau puisse voir le jour.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le maintien de l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'association Medivercities,
- d'autoriser le maintien du siège social et administratif de l'association Medivercities au 1 place Georges Frêche, 34267 Montpellier Cedex 2- France,
- De désigner Mme Hélène MANDROUX, Maire honoraire, pour représenter la Ville de Montpellier au sein de l'association MediverCities.
- D'autoriser, dans le respect des règles applicables en la matière, la prise en charge des frais de déplacement et d'hébergement de Mme Hélène MANDROUX rendus nécessaires par cette représentation. |

**Monsieur le Maire :** Madame BRISSAUD ?

**Anne BRISSAUD :** Dans le document que vous nous avez remis, il n'est pas fait mention du coût de ce mandat pour la ville. Si Madame MANDROUX est désignée comme représentante de la ville, j'imagine que le Conseil municipal sera informé de l'avancée de son mandat et des frais engagés, etc. Je ne doute pas de la volonté de Madame MANDROUX d'œuvrer pour le bien de Montpellier, et si Montpellier est engagée dans cette structure, il vaut mieux que ce soit une femme compétente qui occupe ce mandat.

Je voterai donc pour la désignation de Madame MANDROUX, si vous pouvez nous garantir, Monsieur le Maire, la transparence et le suivi des finances engagées.

**Monsieur le Maire :** Oui. La transparence, je vous la garantis du début à la fin, parce que je n'ai pas envie de finir à Villeneuve-lès-Maguelone. C'est du bénévolat, certes, mais lorsqu'elle reçoit une délégation, il faut mettre à sa disposition un bureau dans la Maison des relations internationales. Elle en a déjà un à l'ARS (Agence régionale de santé). Vous savez comme moi que le bureau dont elle dispose n'est pas suivi d'actes de

secrétariat, et de matériel mis à disposition par le gouvernement, Monsieur VALLS n'étant pas comptable des propositions faites par Monsieur AYRAULT.

Nous allons donc remédier à la situation au niveau local. Madame MANDROUX est la première femme maire de Montpellier dans l'histoire de la ville. Elle est maire honoraire de la ville, ce qui lui confère un statut particulier. Elle a ainsi, un jour de grand vent, où les élus sont tous en mer, l'habilitation pour déposer une gerbe par exemple.

Madame MANDROUX, j'ai pris des engagements et je les tiens, contre vents et marées.

***Pour : 58***

***Contre : 3***

***Abstentions :***

***Adopté à la majorité.***

*M. COUR entre en séance.*

## **55- Mandat spécial, présentation d'une mission opérationnelle des membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages**

La Ville de Montpellier développe des activités internationales dans le cadre de la loi 92-125 du 6 février 1992, dont le titre IV 5 est consacré à la coopération décentralisée.

Le développement et la mise en œuvre de ces activités est assurée par la Direction des Relations Internationales, à travers ses jumelages et l'adhésion à des réseaux de coopération décentralisée.

L'action internationale vise par ce biais à mettre en œuvre des projets au bénéfice de la Ville de Montpellier, de ses citoyens et des acteurs locaux

### **Mission à Fès du 11 au 14 juin 2014.**

La Ville de Montpellier et la Ville de Fès ont fêté, en 2013, leur dixième anniversaire de jumelage.

Cette célébration s'est déroulée lors de la première édition du forum annuel « Carrefour des villes partenaires de Fès ». A cette occasion, les quartiers des deux villes, Près d'Arènes pour Montpellier et Saïss pour Fès ont signé une convention de partenariat sur des projets éducatifs, sportifs et culturels.

Cette année, la Ville de Fès organise la deuxième édition de la Rencontre Internationale des Villes Jumelées et amies de Fès les 12 et 13 juin, sur le thème « La gestion des villes et l'impératif de la démocratie participative ». Ce rendez-vous a pour objectif d'échanger et capitaliser sur les expériences réciproques, sur les acquis cumulés et les mécanismes opérationnels pour la mise en place et l'ancrage de la démocratie participative, au service d'une bonne gouvernance des villes et du bien-être collectif des citoyens.

Madame Khanthaly PHOUTTHASANG, conseillère municipale, présentera alors les objectifs de la Ville de Montpellier en matière de démocratie participative notamment auprès des étudiants et jeunes montpelliérains.

Cet événement coïncidera avec la 20<sup>ème</sup> édition du Festival des Musiques Sacrées du Monde qui accueille des artistes de renommée internationale dont des groupes français.

### **En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:**

- D'accorder à Madame Khanthaly PHOUTTHASANG, conseillère municipale, un mandat spécial pour le déplacement à Fès,
- D'autoriser le déplacement d'administratif qualifié invité par M. le Maire,
- D'autoriser Mme Khanthaly PHOUTTHASANG à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale,
- D'imputer les dépenses inhérentes à ce déplacement sur le budget de la Direction des Relations Internationales pour un montant total de 1600 euros (chapitre 920).

**Monsieur le Maire :** Cette délibération aussi est votée après coup, parce que cela s'est fait dans l'urgence. C'est conforme à la loi, et je remercie tout particulièrement Madame PHOUTTHASANG d'avoir représenté Montpellier dans sa ville jumelle de Fez, durant un jour et demi, parce qu'elle a dû rentrer en urgence pour honorer un rendez-vous avec Sylvie TELLIER pour l'organisation de Miss France 2015.

*Pour : 59*

*Contre : 3*

*Abstentions :*

*Adopté à la majorité.*

## **56- Programmes de mobilité étudiante : autorisation de prise en charge des frais de scolarité, de versements de bourses et de frais divers**

La Ville de Montpellier, dans le cadre des programmes de mobilité étudiante, permet à quatre étudiants montpelliérains de partir étudier dans trois des villes jumelles pour une année universitaire. Réciproquement, Montpellier accueille quatre jeunes étrangers de ces mêmes villes jumelles. Cet échange existe depuis 1960 avec la Ville de Louisville, 1961 avec la Ville de Heidelberg et 1981 avec la Ville de Chengdu.

La Ville accorde à ces quatre étudiants :

- Le paiement des frais d'inscription dans l'enseignement supérieur ou auprès de l'Institut d'Etudes Françaises pour étrangers (IEFE) selon leur niveau,
- Une bourse, pour la période universitaire, en échange d'un stage pratique au sein de la Direction des Relations Internationales.

L'action Internationale de la Ville a souhaité poursuivre et intensifier son effort d'accueil d'étudiants boursiers, fidèlement à la tradition universitaire d'ouverture de la Ville, en mettant en place, à la rentrée universitaire 2013, l'attribution de deux bourses supplémentaires pour un étudiant de Bethléem et pour un étudiant de Tibériade. En réponse aux besoins de professionnalisation touristique identifiés avec les deux Villes, ces étudiants poursuivront les enseignements du BTS Tourisme au lycée hôtelier George FRÊCHE, pour une durée de deux ans.

### **En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- De poursuivre les programmes de mobilité étudiante pour les six étudiants des villes jumelles (Chengdu, Heidelberg, Louisville, Tibériade et Bethléem),
- D'autoriser le versement d'une bourse d'étude de 500 euros par mois :
  - o Pour les étudiants de Bethléem et de Tibériade du mois de juillet 2014 au mois d'août 2015,
  - o Pour les autres étudiants, du mois de septembre 2014 au mois de juin de l'année 2015,
- D'autoriser le paiement des frais d'inscription de quatre étudiants (Louisville, Chengdu, Heidelberg) dans l'enseignement supérieur ou auprès de l'Institut d'Etudes Françaises pour étrangers (IEFE) selon leur niveau, et pour les 2 étudiants de Bethléem et de Tibériade, le paiement des frais liés à l'inscription en BTS Tourisme au lycée Georges FRÊCHE ainsi que la sécurité sociale étudiante,
- De signer une convention de partenariat pour l'attribution de logement en résidence universitaire, pour l'ensemble des étudiants boursiers, avec le Centre Régional des Oeuvres Universitaires et Scolaires de Montpellier (CROUS) et de se porter caution solidaire en cas de non-paiement du loyer. Dans ce cas, la Direction des Relations Internationales en assurera le règlement sur présentation d'une facture mentionnant le nom et prénom de l'étudiant concerné. Cette somme sera alors soustraite au paiement de la bourse du mois suivant,
- De financer l'achat de petits équipements pour le logement des étudiants (achat de linge de maison, ustensiles de cuisine...),
- D'imputer les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Direction des Relations Internationales (chapitre 920),



- D'autoriser Monsieur le Maire, à signer tout document relatif à cette affaire. |

***Pour : 59***

***Contre : 3***

***Abstentions :***

***Adopté à la majorité.***

## **57- Attribution de Bourses à des lycéens montpelliérains sélectionnés pour "L'Université Internationale Scientifique d'Eté de Heidelberg ».**

Heidelberg, ville jumelle de Montpellier depuis 1961, offre, depuis 2010, la possibilité à trois lycéens au maximum, de chacune de ses villes jumelles, âgés de plus de 16 ans, de participer chaque année, à « l'Université Internationale Scientifique d'Eté de Heidelberg » entre le mois de juillet et le mois d'août.

Ce programme a été créé en 1996 par Madame Beate WEBER, maire de la Ville, en collaboration avec des instituts de recherche renommés, sur le modèle de « l'International Summer Science Institute » de l'Institut Weizmann à Rehovot en Israël. L'objectif étant d'encourager la relève scientifique et de promouvoir les échanges internationaux à Heidelberg.

Ce stage de quatre semaines, sous la direction de chercheurs, offre aux candidats un premier contact avec le monde de la recherche, une découverte de la ville de Heidelberg et de l'Allemagne.

La Maison de Montpellier à Heidelberg reçoit chaque été, l'ensemble des lycéens sélectionnés par le programme, pour un cocktail de bienvenue, quelques conseils pratiques et une présentation de la ville de Montpellier.

Ces lycéens sont présélectionnés par leurs professeurs, dans leurs lycées respectifs, au regard de leur dossier scolaire et de leur niveau d'anglais. Le choix final est opéré par la mairie de Heidelberg, après un entretien téléphonique.

Leurs frais d'inscription, de logement et de restauration sont pris en charge, partiellement, par la mairie de Heidelberg, les participants versant une contribution financière d'environ 300 euros. Les frais de transport jusqu'à Heidelberg restent à leur charge.

L'attribution d'une bourse de 200 euros à chacun des trois lycéens sélectionnés à Montpellier permettrait de proposer cet échange à des familles d'origine modeste, ouvrant ainsi la culture scientifique à tous.

### **En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- D'attribuer une bourse de 200 euros, à un maximum de trois lycéens (soit un total de 600 euros pour 2014),
- D'autoriser le prélèvement de la dépense sur la ligne de crédit inscrite au budget 2014 de la Direction des Relations Internationales (chapitre 920),
- D'autoriser, Monsieur le Maire, à signer tout document relatif à cette affaire.

***Pour : 59***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Adopté à l'unanimité.***

## **58- Modification du tableau des effectifs**

### **I – Ouverture de poste à des agents non titulaires :**

#### **Direction Finances et Contrôle de Gestion :**

Un poste d'Attaché à temps complet est vacant sur des fonctions de contrôleur de gestion. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

#### **Direction de la Restauration scolaire :**

Un poste d'Attaché à temps complet est vacant sur des fonctions de Directeur adjoint. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal d'approuver ces modifications au tableau des effectifs.**

**Monsieur le Maire :** Monsieur EL KANDOUCSI ?

**Abdi EL KANDOUCSI :** Cette délibération autorise à pourvoir deux postes existants par des agents non titulaires. Il n'y a de candidature de titulaire ni en externe ni en interne pour ces deux postes, c'est la raison pour laquelle nous les ouvrons à des contractuels. C'est un processus classique et nous relancerons les recherches au terme des contrats.

**Anne BRISSAUD :** Ce que l'on comprend, c'est que vous n'avez trouvé ni en interne ni en externe les compétences nécessaires. Ce qui m'étonne, c'est le niveau de rémunération qui semble très ouvert ; au regard du barème, on se situe entre 1 615 et 3 125 €.

**Monsieur le Maire :** il est tout à fait classique de laisser une marge de négociation avec le candidat.

**Anne BRISSAUD :** De fait, cela dépend aussi du niveau d'expérience, de compétences, etc.

**Monsieur le Maire :** Nous examinerons les dossiers et nous nous adapterons aux personnes qui candidatent.

**Anne BRISSAUD :** Vous n'avez donc aucune idée du coût par an ?

**Monsieur le Maire :** Pas du tout. Nous aurions préféré pourvoir les postes en interne. Le Maire étant habilité à signer le contrat, la délibération ne repassera pas en Conseil municipal.

**Gérard LANNELONGUE :** S'agit-il d'une création ?

**Abdi EL KANDOUCSI :** Non, ce sont deux postes vacants.

**Gérard LANNELONGUE :** Depuis quand ?

**Jules NYSSSEN :** Depuis janvier. Ce sont des emplois sur lesquels la collectivité a besoin de recruter des non-titulaires. En renouvellement de contrat, la loi impose de passer devant le Conseil municipal pour recruter un agent non titulaire sur un poste vacant.

Le niveau de rémunération est défini par un écart d'indice correspondant à l'écart entre l'indice minimal et l'indice maximal de l'emploi cadre de référence.

***Pour : 57***

***Contre : 3***

***Abstentions : 1***

***Adopté à la majorité.***

**Monsieur le Maire :** Quelques dates : le Conseil d'agglomération exceptionnel pour la délibération de principe sur le passage en métropole aura lieu le 17 juillet à 18 heures. Le prochain conseil municipal aura lieu le 24 juillet à 16 heures. Le dernier conseil d'agglomération avant les vacances d'été aura lieu le 31 juillet à 18 heures. Il sera marqué par un hommage à Jean JAURES.

La séance du Conseil municipal est levée.

**Communication**

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du  
Code Général des Collectivités Territoriales :**

**En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.**

<b>Numéro de la décision</b>	<b>Synthèse de la décision</b>
2014/0107	D'attribuer le marché à bons de commande pour la fabrication et la pose de totems de feux à la société EMPREINTE, pour un montant annuel maximum de 160 000 € HT.
2014/0110	Attribution du marché de maintenance des logiciels AutoCad et Covadis à l'entreprise Géomédia : Lot 1 : montant compris entre un minimum de 5 000 € HT et un maximum de 15 000 € HT Lot 2 : montant compris entre un minimum de 500 € HT et un maximum de 3 000 € HT
2014/0114	Attribution du marché de maintenance des logiciels ArcGis à l'entreprise ESRI pour un montant annuel compris entre 20 000 € HT et 45 000 € HT
2014/0115	Dans le cadre du suivi des opérations de mise en conformité des installations du Parc Darwin, une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage est confiée à l'EURL MONTEILS CONSULTANT pour un montant de 158624,14 € HT
2014/0116	d'attribuer le marché d'«Acquisition d'un dispositif de télémaintenance» à la société SNAISO Communications, pour une durée d'un an tacitement reconductible trois fois, un montant minimum de 11 000 € et maximum de 25 500 € sur la durée du marché
2014/0118	Suite à la décision n° 2013/0235 concrétisant un emprunt de 1.5 M€ auprès du Crédit Foncier avec une phase de mobilisation des fonds prévue jusqu'au 25/06/2014 et au vu des décaissements effectifs en investissement, il a été demandé une prorogation de cette phase de mobilisation des fonds jusqu'au 25/01/2015.
2014/0119	D'attribuer le marché "Achat de produits de boulangerie pâtisserie", pour le lot 1 à la SARL La Croustillette, pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 20 000.00€ HT, pour le lot 2 à la SARL Jeda Boulangerie Scholler pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 50 000.00 € HT. Ce sont des marchés uniques passés pour une durée d'exécution de 18 mois à compter de leur notification.
2014/0120	D'attribuer les marchés "achat de boissons de la Ville de Montpellier", pour le lot n°1 à la société PROMO BOISSONS pour un montant total maximum de commandes de 12 000.00 € HT, pour le lot n°2 à la société Jex Alternative Boissons pour un montant total maximum de commandes de 43 000.00 € HT, pour le lot n°3 à la société Jex Alternative Boissons pour un montant total maximum de commandes de 30 000.00 € HT. Ce sont des marchés uniques conclus pour une période d'exécution maximale de un an à compter de la date de notification.
2014/0121	D'attribuer le marché "Achat de matériel professionnel de sonorisation audiovisuel, projection" à la société VIDELIO - IEC pour un montant de commandes sans minimum et avec un maximum de 85 000.00 € HT. C'est un marché unique conclu pour une période maximale allant de la date de la notification au 31/12/2016.

2014/0122	D'attribuer le marché "Achat de matériel spécifique pour les archives" pour les lots n°1, 4 et 6 à la société STOULS pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 15 000.00 € HT (lot 1), 17 700.00 € HT (lot 4) et 10 500.00€ HT (lot 6), pour les lots n°2 et 7 à la société ATLAN
2014/0123	D'attribuer le marché "l'approvisionnement en fioul domestique et gazole non routier", aux sociétés CHARVET SAS, DYNEFF SA et RAMOND et CIE pour un montant total maximum de commandes (tous fournisseurs confondus) de 30 000.00 € HT, pour un volume d'approvisionnement estimatif global de 40 000 litres
2014/0125	Marché avec l'UGAP pour la dématérialisation des bons de commande et des factures pour un montant de 45 491.88 € HT
2014/0127	D'attribuer le marché négocié de maintenance des logiciels informatiques du Poste Central de régulation du trafic "PETRARQUE" à la société GERTRUDE, pour un montant de 37 675,75 € HT
2014/0129	De conclure un avenant au marché de dématérialisation interne des factures pour un montant de 5 100 euros HT correspondant à 4 jours d'intervention
2014/0131	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ PISCIOTTA Saint
2014/0132	De confier la maintenance préventive et corrective des automatismes, des semi-automatismes et du contrôle d'accès au Centre Municipal Garosud (CMG) à l'entreprise SNEF pour un montant de 85 000€ HT pour la durée du marché
2014/0133	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ BENAIS François (AFUL ST GUILHEM)
2014/0134	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SCI PASTOR IMMOBILIER
2014/0135	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Cédric LIBERT
2014/0136	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Michèle MARTINEZ
2014/0137	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Patricia PUYPE
2014/0138	D'exercer le droit de préemption sur la propriété DAUMERIE située 12 rue du Général Dumas et 40 cours Gambetta, cadastrée section HW 822, pour un montant de 63.000 €.
2014/0139	Direction des Affaires Juridiques - La Ville de MONTPELLIER décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la PNAS et de ses avocats dans l'affaire Ville c/ BELMELIANI
2014/0140	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Mohamed ATIGUI
2014/0141	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ AKRAOUI Khalid
2014/0142	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ PRUNIERES Jean Claude
2014/0143	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ FONCIA LMG
2014/0144	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Mme AGUADO Vincente

2014/0145	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ KOCIAK Serge
2014/0146	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ LAPEYRE Bertrand
2014/0147	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur et Madame RIVIERE
2014/0148	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/SAS ENERGIE SOLAIRE DE LA SORGUE
2014/0149	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL BATIM
2014/0150	Direction des Affaires Juridiques - La Ville de MONTPELLIER décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de PNAS et de ses avocats dans l'affaire Ville c/ BERTHOMIEU
2014/0151	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ MARMI Embarek
2014/0152	Direction des Affaires Juridiques - La Ville de MONTPELLIER décide d'adopter l'avenant n°4 fixant la superficie des bâtiments à 506 370 m² et la prime de régularisation à 16 597.32€
2014/0154	d'adopter l'avenant n° 1 au marché Réseau municipal radio TETRA – Extension, Terminaux, Maintenance avec la société TALCO Languedoc
2014/0155	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ TWIN AUDIOLIVE
2014/0156	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SOCIETE GREEN YELLOW MONTPELLIER
2014/0157	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame CANO MARTINEZ
2014/0159	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ GREENWALL, DUMEZ, AAB, RIO CHRETIEN, AMEC SPIE, ENT, DEBAILLES, SPIE
2014/0160	d'attribuer le marché « Solution Antispam, Antipub, Antivirus de la Mairie de Montpellier » à la société OKTEY pour un montant total minimum de 15 000 € HT et maximum de 50 000 € HT et une durée de deux ans reconductible une fois par tacite reconduction.
2014/0163	D'attribuer le marché "Achat de matériels pour l'entretien des Espaces Verts" à la société GALLOY 34 Motoculture Vert pour un montant de commandes sans minimum et avec un maximum de 60 000.00 € HT. C'est un marché unique pour une durée d'exécution de 1 an à compter de sa date de notification. Il peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans par tacite reconduction.
2014/0164	De confier à l'entreprise SARL Comptoir Occitan, la fourniture de tee-shirts et casquettes pour un montant 21 530 € H.T.
2014/0165	Afin d'assurer le bon fonctionnement de la régie d'avances du cinéma Municipal Nestor Burma, il convient de rajouter la carte bancaire comme mode de règlement.
2014/0167	De renouveler son adhésion à 5 organismes pour un montant total de 12 308 € pour l'exercice 2014 (ALE, AMORCE, Comité 21, Energy-Cities, ECOBATP LR)
2014/0168	D'attribuer le marché "Location de tentes et de matériels de réception, de cabines WC autonomes et bungalows" pour le lot n°1 à la société SML pour un montant total de commandes sans minimum et

	avec un maximum de 65 000.00 € HT, pour le lot n°2 à la société SEBACH France SA pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 20 000.00 € HT. Ce sont des marchés uniques conclus pour une période d'exécution maximale de six mois à compter de la date de notification.
2014/0169	D'attribuer le marché "achat de pièces détachées de rechange et d'entretien d'origine pour la maintenance du petit matériel Espaces Verts, Espaces Naturels et Jardins" pour le lot n°1 à la société GALLOY pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 40 000 € HT, pour le lot n°2 à la société GALLOY pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 20 000 € HT. Ce sont des marchés uniques conclus pour une période d'exécution maximale de 2 ans à compter de la date de notification.
2014/0170	d'attribuer le marché «Achat et entretien des bornes de pointage avec lecteur motorisé» à la société SPINTECH pour un montant total maximum de 50 000 € HT et une durée d'un an tacitement reconductible trois fois.
2014/0171	de signer la convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et l'AMUE pour une durée de dix ans.
2014/0172	Attribution d'un marché relatif au spectacle pyrotechnique organisé dans le cadre de la Fête Nationale 2014
2014/0178	D'exercer le droit de préemption sur la propriété de Monsieur Nasser SEDDIK située 1 rue Mareschal, cadastrée section HM 196, pour un montant de 30.000 €.
2014/0180	Conditions d'occupation temporaire du domaine public - Bois de la Chaumière de l'Espace Grammont par la Mission Evangélique du 16/06/2014 au 23/06/2014
2014/0184	Conditions d'occupation temporaire du domaine public - Bois de la Chaumière de l'Espace Grammont par la Mission évangélique pour la période du 01/06/2014 au 15/06/2014.
2014/0198	Renouvellement d'adhésion à des organismes nationaux par le paiement des cotisations pour l'année 2014
2014/0208	Marché Public en Appel d'Offres à prix global et forfaitaire concernant "enlèvement des graffitis et de l'affichage sauvage, nettoyage de mobiliers urbains et d'ouvrages d'art" - Durée du marché 5 ans ferme - Prestations à Bordereau de Prix Unitaires seuil minimum annuel 25 000 € HT et seuil maximum annuel 150 000 € HT - Attributaire - CAO 17-06-14 - société Ciel vert pour un montant de 4 649 210 € HT.